

## **RAPPORT DE LA RÉUNION INTERSESSION DU COMITÉ D'APPLICATION DES MESURES DE CONSERVATION ET DE GESTION (COC)**

*(Barcelone, Espagne, du 21 au 25 février 2011)*

### **1. Ouverture de la réunion**

La réunion intersession du Comité d'application des mesures de conservation et de gestion (ci-après dénommé « Comité d'application ») a été ouverte le lundi 21 février 2011 à Barcelone (Espagne) sous la présidence du Dr. Chris Rogers (États-Unis).

### **2. Désignation du rapporteur**

M. Marco D'Ambrosio (Union européenne) a été désigné aux fonctions de rapporteur.

### **3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des sessions**

L'Algérie a demandé, ainsi qu'elle l'avait déjà demandé dans sa lettre adressée aux CPC (Circulaire ICCAT # 436/2011), que le Comité d'application examine la clé d'allocation du TAC du thon rouge de l'Atlantique Est adoptée au titre de 2011 à Paris. Après avoir rappelé sa communication (Circulaire ICCAT # 488/2011), le Président a souligné que le Comité ne disposait pas des compétences lui permettant de revoir la clé d'allocation et qu'il ne pouvait qu'évaluer l'application correcte de la mesure actuelle. Toute modification apportée à la clé d'allocation du thon rouge ou aux mesures de conservation du thon rouge doit être renvoyée à la Sous-commission 2. Ce point de vue était également partagé par d'autres CPC et aucun point spécifique n'a été ajouté à l'ordre du jour.

Au terme d'un débat, l'ordre du jour provisoire a été modifié comme suit :

- Le point 4 fait également référence aux paragraphes 41 à 49 de la Rec. 10-04.
- Il a été convenu de débattre au titre du point 4 des objections émises par trois CPC à l'encontre de la Rec. 10-04 et des engagements des CPC à mettre en œuvre les mesures avant le début de la saison de pêche.
- En réponse à la demande des délégations de l'Honduras et du Japon, il a été décidé qu'une mise à jour serait présentée et que le cas du navire Milla A (Circulaire ICCAT #4973/2010) serait débattu au titre du point 7.
- Il a été décidé d'examiner au titre du point 8 les demandes de clarification concernant l'interprétation de plusieurs mesures qui ont été préalablement circulées par le Secrétariat.

L'ordre du jour modifié avec les éléments susmentionnés a été adopté et est joint en tant qu'**Appendice 1**.

La liste des participants est jointe en tant qu'**Appendice 2**.

Le Secrétaire exécutif a ensuite informé les délégués de l'organisation de la réunion. En outre, il a demandé la création d'un Comité de sélection afin d'évaluer les offres reçues à l'appel d'offres aux fins de la mise en œuvre du Programme régional d'observateurs de 2011. Il a été demandé aux Parties contractantes de désigner les représentants pouvant participer à ce Comité de sélection.

### **4. Examen et approbation des plans de pêche, d'inspection et de réduction des capacités conformément aux paragraphes 9 à 13 et de 41 à 49 de la Rec. 10-04 (comprenant les objections à la Rec. 10-04)**

L'Algérie, la Turquie et la Norvège ont formulé des objections à la Rec. 10-04 en vertu de l'Article 8 de la Convention de l'ICCAT et ont été priées de fournir davantage d'explications en la matière. Le Président a notamment demandé à ces trois CPC d'indiquer quelles étaient les actions qui seraient prises afin de gérer leurs pêcheries respectives de thon rouge de l'Est au regard de leurs objections.

L'Algérie a expliqué qu'elle n'était pas d'accord avec la réduction de l'allocation qui lui avait été impartie au titre de 2011 par rapport à 2010. L'Algérie a demandé sur quelle base légale s'appuyait cette décision et a dès lors contesté l'application de la Rec. 10-04. En réponse aux demandes d'autres CPC, l'Algérie a expliqué que, bien que la flottille algérienne disposait de la capacité physique de pêcher un quota établi sur la base de la répartition de 2010, elle ne disposait pas de l'expertise et des moyens technologiques pour ce faire. Toutefois, même si le quota en question n'avait pas été pêché, l'objection formulée à l'encontre de la recommandation était une question de principe. Le Président a rappelé une fois de plus que le Comité ne disposait pas des compétences lui permettant d'amender des décisions prises par la Commission et qu'il ne serait pas opportun de débattre de la base légale spécifique relative au processus d'allocation prévue par la Rec. 10-04. Le Président a déclaré que le Comité d'application devrait plutôt évaluer l'incidence des objections sur l'entrée en vigueur des mesures et examiner les différents plans présentés par l'Algérie et les autres CPC.

L'Algérie a également expliqué qu'elle s'opposait à la Recommandation dans son intégralité étant donné que la Convention ne stipule pas qu'une objection peut être soulevée à l'encontre de quelques dispositions d'une Recommandation uniquement. Cet avis a été partagé par l'ensemble de l'assemblée. Le Japon a averti qu'il ne serait pas en mesure d'importer du thon rouge qui ne serait pas conforme aux mesures de conservation et de gestion de l'ICCAT, au titre desquelles figure la Rec. 10-04. L'Algérie a répondu que cela ne placerait pas d'autres CPC importatrices dans une situation dans laquelle elles doivent refuser l'entrée de thon capturé de façon non conforme aux normes de l'ICCAT.

En ce qui concerne son objection, la Turquie a réitéré sa position formulée pendant la réunion de Paris en novembre 2010, à savoir que la clé actuelle d'allocation de quota ne prend pas en considération les prises historiques de thon rouge réalisées par la Turquie. La Turquie a dès lors soulevé une objection spécifique au paragraphe 8 (clé d'allocation) de la Rec. 10-04. Nonobstant, la Turquie a réaffirmé son engagement envers le programme de rétablissement du stock de thon rouge et a dès lors confirmé qu'elle respecterait le quota et les autres dispositions relatives au suivi et à la déclaration stipulées dans la Rec. 10-04.

La Norvège a expliqué que l'objection formulée à l'encontre de la Recommandation 10-04 était justifiée par le manque de transparence du processus de prise de décision à la réunion annuelle. Une nouvelle version de la Rec. 10-04, qui comprenait une nouvelle clé d'allocation, a été introduite le dernier jour de la réunion annuelle. La Norvège a reconnu le droit de présentation des propositions dont les CPC disposent, mais a souligné que la clé d'allocation amendée n'a été ni mentionnée ni expliquée lorsque la Rec. 10-04 a été présentée. La Norvège a également déclaré que les changements de la clé d'allocation ont été apportés sans un accord préalable relatif aux sanctions à prendre à l'encontre des parties qui ne respectent pas les réglementations de l'ICCAT et sans la tenue d'un débat au sein de la Sous-commission 2 ou en séance plénière au sujet du critère justifiant de tels changements. La déléguée norvégienne a fait clairement savoir que l'objection de la Norvège n'aurait aucune incidence directe sur le stock du thon rouge étant donné que la Norvège a interdit la pêche ciblant le thon rouge et que le quota norvégien ne serait pas pêché.

Selon l'opinion partagée par les CPC, le droit de formuler des objections est fondamental au sein d'organisations telles que l'ICCAT. Néanmoins, un consensus s'est également dégagé sur le fait que l'application de ce droit ne devrait pas mettre en péril le rétablissement du thon rouge de l'Est.

Le Comité a ensuite discuté de l'entrée en vigueur anticipée de la Recommandation 10-04 à la lumière des objections soulevées. Aux termes de la Convention de l'ICCAT, les mesures entrent en vigueur six mois après leur notification (dans le cas présent le 14 juin 2011). Du fait des objections, les dispositions de la Recommandation 10-04 n'entreraient pas en vigueur avant le 14 août 2011, soit après la fin de la principale saison de pêche de thon rouge de 2011. L'absence de mise en œuvre avant cette date aurait une incidence négative sur l'efficacité de la recommandation. Un consensus a été dégagé parmi les CPC afin de déployer tous les efforts possibles en vue de garantir que ladite recommandation soit volontairement mise en œuvre de façon anticipée, conformément aux exigences des lois et des réglementations nationales.

Le Comité a ensuite procédé à l'examen du document COC-006/i2011 portant sur le schéma d'allocation du thon rouge au titre de 2011. Le tableau présente un résumé des quotas finaux nationaux ajustés en tenant compte des réductions volontaires préalablement autorisées de 2009 et du remboursement provenant de la surconsommation de l'année antérieure. L'Algérie, l'Islande, le Maroc et le Taipei chinois ont déclaré des reports de la saison de pêche de 2009 qui ont été dûment notifiés dans les délais impartis (le 1<sup>er</sup> mars) avant le début de la saison de pêche de 2009. La Syrie avait présenté sa demande légèrement après la date butoir dans le cadre de la réunion intersession du Comité d'application de 2009, mais avant le début de la saison de pêche. Aucune CPC n'avait soulevé d'objection à cet égard à l'époque. Compte tenu de cet élément, le Comité a décidé d'adopter le document en question sans modification. Le tableau de quota ajusté est présenté à l'**Appendice 3**.

Toutefois, étant donné que de nombreuses dispositions relatives au thon rouge ne prévoient normalement pas de dérogations concernant les délais établis aux fins de la déclaration des informations, il a été décidé que ce point serait abordé au point 10 (« Autres questions ») sur la façon dont le Comité d'application peut traiter les déclarations et les notifications tardives à l'avenir.

Le Comité a ensuite procédé à l'analyse des plans de pêche et d'inspection [COC-004/i2011] à entériner conformément à la Rec. 10-04 (**Appendice 4**).

Au début de la discussion se rapportant aux plans, il a été relevé que le format et le niveau de détails variaient grandement d'une CPC à l'autre étant donné que la Rec. 10-04 ne définit pas de format ou de contenu requis. Il a été en outre signalé que quelques plans ont été reçus au Secrétariat juste avant la tenue de la réunion du COC et que des versions révisées ont même été soumises pendant le cours de la réunion. Cela a retardé le processus de traduction et de distribution des documents pendant la réunion et il n'était dès lors pas assuré que les documents finaux puissent être générés pour toutes les CPC avant la fin de la réunion. Par voie de conséquence, il a été reconnu que davantage de travail serait requis après la tenue de la réunion du COC pour faire en sorte que quelques plans puissent être entérinés. Le Comité a dès lors convenu que l'examen des plans pouvait donner lieu à quatre cas de figure possibles :

1. *Approbation* : Si aucune faute grave ou d'insuffisance n'est détectée dans le plan, le COC peut l'entériner.
2. *Approbation par correspondance* : si les plans ne présentent pas de « faute grave », mais ne comportent pas d'informations suffisamment détaillées et complètes, le COC peut envoyer une notification à la CPC concernée la priant de fournir des compléments d'information afin que le COC puisse entériner le plan. Si les informations requises sont fournies avant un délai spécifié et combient pleinement les lacunes détectées, le plan peut être entériné. À cet égard, le Président a circulé des projets de lettre à envoyer aux CPC concernées. Ces projets de lettre ont été débattus et adoptés par le Comité et sont présentés ci-joint (**Appendice 5**) (COC 020A/i2011).
3. *Non-approbation* : si les plans d'une CPC ne sont pas entérinés par le Comité, le cas serait renvoyé à la Commission qui décidera de la suspension de la pêche de thon rouge de la CPC en question en 2011 par le biais d'un vote par correspondance.
4. *Non applicable* : si la CPC a soulevé une objection en vertu de l'Article VIII et/ou a indiqué qu'elle ne pêcherait pas son quota, le Comité prendrait acte qu'aucune approbation n'est nécessaire conformément aux procédures fixées dans la Rec. 10-04, paragraphe 9.

Le Président a observé que les plans de l'Albanie, de la Croatie et de l'Égypte n'avaient pas été reçus avant le début de la réunion. Au cours de la réunion, un plan de l'Égypte a été reçu par correspondance.

Les plans reçus d'autres CPC ont ensuite été présentés et débattus individuellement. Une interprétation commune est ressortie des débats sur le fait que la Rec. 10-04 n'impose pas aux CPC de soumettre avec leurs plans de pêche des informations sur les navires autorisés et les allocations de quotas individuels alloués à chacun de ces navires. Cette information doit être soumise au plus tard 30 jours avant le début de la saison de pêche. Toutefois, il a également été observé qu'une contradiction pouvait exister entre les dispositions des paragraphes 11 et 56 de la Recommandation concernant le calendrier de soumission de cette information. Le Comité a dès lors décidé de renvoyer cette question à la Sous-commission 2 afin d'obtenir des éclaircissements à ce sujet et d'amender la Rec. 10-04 en tant que de besoin. Les CPC ont néanmoins été encouragées à soumettre la liste de navires et les allocations de quota individuel pendant la réunion dans la mesure du possible et plusieurs CPC ont été en mesure d'apporter des informations complètes.

#### *Albanie*

Le Président a noté qu'aucun plan n'avait été reçu de l'Albanie et que l'approbation ne pouvait être envisagée à ce stade. Il a été décidé d'envoyer une lettre (COC-020A, **Appendice 5**) à l'Albanie la priant de soumettre les informations nécessaires (cas de figure n°2).

#### *Algérie*

Tel que mentionné préalablement, l'Algérie a émis une objection à la Recommandation 10-04. Par conséquent, il a été convenu à la réunion que l'Algérie n'était pas tenue de présenter de plans de pêche et d'inspection en vertu de la Recommandation. Toutefois, il a été rappelé que l'Algérie restait tenue aux dispositions de la Recommandation 08-05 et en vertu de celle-ci l'Algérie devrait dès lors soumettre des plans. Nonobstant, le Président a fait remarquer qu'aux termes du mandat du Comité, ce dernier ne pourrait pas entériner de plans soumis dans le cadre de Recommandations autres que la Recommandation 10-04.

Malgré cette objection et afin de garantir la transparence et son engagement de conservation du thon rouge, l'Algérie a présenté et a discuté des plans, mais a clairement expliqué qu'elle ne cherchait pas à faire entériner ses plans par le Comité. La Rec. 10-04 n'était dès lors pas applicable (cas de figure n°4).

### *Chine*

Le plan de pêche soumis indiquait que deux navires appartenant à la même entité opéreraient de manière groupée pendant la saison de pêche et qu'aucun quota individuel ne leur serait alloué. Bien que la Chine ne soit pas tenue d'indiquer les quotas individuels impartis aux navires à ce stade, la Rec. 10-04 impose de le faire au moins 30 jours avant le début de la saison de pêche. C'est pour cette raison que le Comité a décidé d'adresser une lettre à la Chine (COC-020A, **Appendice 5**) la priant de s'engager à assigner des quotas individuels (cas de figure n°2).

### *Croatie*

Le Comité a examiné les plans soumis par la Croatie. Plusieurs CPC ont observé que l'allocation de quotas individuels aux navires a été réalisée indépendamment de leur longueur et de leur capacité. Ces CPC ont fait part de préoccupations relatives à la viabilité de cette approche, notamment en ce qui concerne l'application de ces quotas qui ont été considérés comme étant trop restreints et donc économiquement non rentables pour ces navires. La Croatie a indiqué au Comité que les autorités mettraient l'accent sur le suivi et le contrôle de la flotte afin de garantir un respect strict des limites fixées.

En ce qui concerne les mesures prévues au paragraphe 87 de la Rec. 10-04, la Croatie a souligné qu'elle avait l'intention d'utiliser des caméras stéréoscopiques de nouvelle génération, ainsi qu'à l'échantillonnage des cas de mortalités accidentelles lors des transferts de senneurs vers les cages et à des études scientifiques pilote en vue de comptabiliser et peser les spécimens. Au moins une CPC a manifesté des préoccupations en ce qui concerne la fiabilité de ces études et a demandé à la Croatie de compléter l'échantillonnage avec des mises à mort ciblées si cela s'avère nécessaire. La Croatie a expliqué que cette pratique serait trop coûteuse pour l'industrie de la pêche compte tenu du fait que, bien que le paragraphe 29 de la Rec. 10-04, par dérogation au paragraphe 28, permette de capture du thon rouge de moins de 30 kg (mais pesant au moins 8 kg) dans la mer Adriatique, cette dérogation s'applique uniquement aux thons vivants. Compte tenu de cet élément, le poisson mis à mort à des fins d'échantillonnage ne peut pas être commercialisé, ce qui représenterait clairement une perte économique. Le Comité a accepté cette explication, a encouragé la Croatie à poursuivre ses efforts dans le développement de techniques plus précises d'enregistrements vidéo stéréoscopiques et a décidé d'entériner ses plans (cas de figure n°1).

### *Égypte*

Dans le cadre de l'examen des plans soumis par l'Égypte, le Comité a estimé que des informations complémentaires concernant la mise en œuvre des programmes d'observateurs et l'utilisation du VMS étaient nécessaires. En outre, certaines CPC souhaitaient obtenir davantage d'informations sur la destination des captures et désiraient savoir où étaient situées les fermes d'engraissement auxquelles les prises des senneurs étaient destinées. De plus, il a été noté que les dates de début et de fin de la saison de pêche des senneurs telles qu'indiquées dans le plan n'étaient pas correctes. C'est pour ces motifs que les CPC ont demandé au Président d'envoyer une lettre à l'Égypte (COC-020A, **Appendice 5**) en vue d'obtenir des éclaircissements sur ces questions (cas de figure n°2).

### *Union européenne*

Suite à la présentation de ses plans, l'UE a fourni lors de la réunion quelques éclaircissements concernant les différences ayant trait à l'allocation individuelle des quotas aux navires et la mise en œuvre de programmes pilotes de comptabilisation et de pesage des thons rouges devant être transférés des senneurs vers des cages, outre les obligations de suivi requises par la Rec. 10-04. L'UE a informé les CPC que des caméras stéréoscopiques seraient utilisées dans le cadre de ces inspections. En outre, des programmes d'échantillonnage seront mis en œuvre en utilisant les cas de mortalités accidentelles apparaissant pendant les transferts. Si l'échantillonnage de ces poissons n'est pas suffisant pour constituer un échantillon représentatif, des mises à mort supplémentaires aux fins d'échantillonnage seraient effectuées. Comme suite à ces explications, le Comité a décidé d'entériner les plans (cas de figure n°1).

***Islande***

Le plan soumis par l'Islande ne comprenait aucune information relative au retour au port après l'épuisement du quota imparti à l'unique navire autorisé à pêcher du thon rouge. De plus, aucune liste de ports autorisés à des fins de débarquement n'a été présentée. Pour ces motifs, le Comité a demandé au Président d'adresser une lettre à l'Islande (COC-020A, **Appendice 5**) la priant d'apporter un complément d'information sur ces questions (cas de figure n°2).

***Japon***

Au terme d'un débat portant sur la contradiction apparente entre les paragraphes 11 et 56 de la Rec. 10-04 concernant le calendrier de présentation des informations portant sur les quotas individuels des navires (voir ci-dessus), le CPC a décidé d'entériner les plans du Japon en considérant également l'engagement du Japon à présenter les informations requises en vertu de ces paragraphes au plus tard 30 jours avant le début de la saison de pêche (cas de figure n°1).

***Corée***

Dans le cadre de la présentation de son plan de pêche, la Corée a expliqué que le senneur qui a pêché du thon rouge en 2010 a été vendu et que son remplacement par le navire El-Hader 2, battant actuellement le pavillon de la Libye, était en cours. La procédure d'acquisition était en cours de finalisation, mais a été freinée compte tenu de l'instabilité politique actuelle que connaît la Libye. La Corée envisage tout de même de finaliser les procédures d'enregistrement et de changer le pavillon du navire avant le début de la saison de pêche. Les CPC ont décidé d'entériner les plans, mais a attiré l'attention de la Corée sur la nécessité de compléter toutes les procédures nécessaires et de publier le nom et les détails du navire sur la page web de l'ICCAT avant la saison de pêche (cas de figure n°1). La Corée a demandé à ce qu'un débat approfondi portant sur les procédures d'inscription des navires autorisés soit tenu au titre du point 10 de l'ordre du jour.

***Libye***

Lors de l'examen du plan de pêche présenté par la Libye, les CPC ont observé qu'aucune action de mise en œuvre des dispositions du paragraphe 87 de la Rec. 10-04 n'a été prévue. En outre, il est apparu que le total des quotas alloués aux différents segments de la flottille était supérieur au total des quotas alloués à la Libye. De surcroît, une CPC au moins a souhaité obtenir davantage d'informations sur la réactivation d'une ferme qui était inactive depuis 2006. C'est pour ces motifs que les CPC ont demandé au Président d'envoyer une lettre à la Libye (COC-020A, **Appendice 5**) en vue de traiter les questions soulevées (cas de figure n°2).

***Maroc***

Les CPC ont examiné les plans présentés par le Maroc. En réponse aux demandes émanant de quelques CPC, le délégué du Maroc a expliqué que, dans le but de respecter le paragraphe 87 de la Rec. 10-04, des caméras stéréoscopiques seraient utilisées conjointement avec l'échantillonnage de poissons provenant de cas de mortalité accidentelle lors de transfert. Il a été assuré que, si ces cas de mortalité ne permettaient pas de constituer un échantillon représentatif, ils seraient complétés par un nombre nécessaire de mises à mort ciblées. De plus, le délégué marocain a informé le Comité que la liste des madragues serait présentée dans les délais stipulés par le paragraphe 59 de la Recommandation et que les senneurs autorisés pendant la saison de pêche 2011 seraient limités à deux unités. Sur la base de ces éclaircissements supplémentaires, le Comité a décidé d'entériner les plans du Maroc (cas de figure n°1).

***Norvège***

Un quota de thon rouge a été alloué à la Norvège dans le cadre de l'ICCAT pour la première fois lors de la réunion intersession de la Sous-commission 2 tenue à Tokyo en janvier 2007. Cela a été suivi par l'adoption d'un règlement établissant une interdiction s'appliquant aux navires norvégiens de pêcher et de débarquer du thon rouge dans les eaux territoriales norvégiennes, dans la zone économique norvégienne et dans les eaux internationales. La Norvège n'a donc pas utilisé son quota national. Tel qu'indiqué ci-dessus, la Norvège a soulevé une objection à l'encontre de la Rec. 10-04. Étant donné que la Norvège a interdit la pêche du thon rouge, le Comité a convenu que l'exigence de présentation et d'approbation des plans de pêche et d'inspection ne s'appliquait pas à la Norvège (cas de figure n°4).

### *Syrie*

Bien que la Syrie ait présenté un plan de pêche, elle n'a pas présenté de plan d'inspection. De plus, le plan de pêche ne contenait aucune information sur la destination des prises de thon rouge provenant des opérations des senneurs. Les CPC ont souhaité savoir si celles-ci sont destinées à la transformation et l'exportation ou à des fermes d'engraissements et, si cela était le cas, à quels endroits ces fermes sont situées. En conséquence, les CPC ont demandé au Président d'adresser une lettre à la Syrie (COC-020A, **Appendice 5**) afin d'obtenir les éclaircissements nécessaires (cas de figure n°2).

### *Tunisie*

Le Comité a examiné les plans soumis par la Tunisie. En réponse aux demandes émanant de quelques CPC, le délégué de la Tunisie a expliqué au Comité que le Programme national d'observateurs serait mis en œuvre dans son intégralité conformément aux dispositions de la Rec. 10-04 et que, compte tenu du paragraphe 87 de ladite Recommandation, la Tunisie lancerait des programmes pilotes de comptabilisation et de pesage des thons rouges pendant les opérations de transfert des senneurs vers les cages des remorqueurs. À cet égard, des échantillons provenant de cas de mortalités accidentelles seraient utilisés et, s'ils n'étaient pas suffisants, ils seraient complétés par un nombre nécessaire de mises à mort ciblées. Comme suite à ces explications, le Comité a décidé d'entériner les plans (cas de figure n°1).

### *Turquie*

Compte tenu de l'objection formulée par la Turquie à l'encontre de la Recommandation 10-04, il a été de l'avis général que la Turquie n'était pas tenue de présenter de plans en vertu de cette Recommandation. La Turquie a toutefois décidé de soumettre des plans de pêche et d'inspection et de les faire approuver par le Comité. De l'avis général, il a été accordé qu'aucune disposition de la Convention de l'ICCAT ni de la Recommandation 10-04 n'interdit cette approche et le Comité a donc décidé d'examiner les plans.

Quelques CPC ont indiqué que les quotas individuels alloués aux navires semblaient être trop faibles pour être rentables économiquement. La Turquie a expliqué qu'elle avait déjà déployé des efforts considérables pour réduire la surcapacité de sa flottille de navires de thon rouge et que cela s'inscrivait dans le cadre des objections du plan de réduction de la capacité. Par conséquent, aucune réduction supplémentaire n'a pu être réalisée à ce stade. Le délégué de la Turquie a néanmoins fait remarquer que les mesures de conservation et de gestion, notamment le Programme régional d'observateurs de l'ICCAT et le déploiement d'observateurs nationaux, seraient strictement appliquées afin de garantir le respect intégral des quotas assignés. De plus, à la demande explicite de l'UE, la Turquie a déclaré qu'elle était disposée à collaborer avec d'autres CPC, dont l'Union européenne, dans le domaine des inspections conjointes conformément aux dispositions pertinentes de la Convention de l'ICCAT. Comme suite au débat et à l'engagement pris par la Turquie, le Comité a décidé d'entériner les plans (cas de figure n°1).

### *Taipei chinois*

Bien que le Taipei chinois ait reçu un quota de thon rouge en vertu de la Rec. 10-04, il a informé le Comité qu'il n'avait pas l'intention de pêcher son quota étant donné qu'une mesure interdisant aux navires du Taipei chinois de pêcher du thon rouge est en vigueur depuis 2009. C'est pour ces motifs que le Taipei chinois n'a présenté aucun plan. Une CPC a demandé comment l'interdiction de pêcher avait été mise en œuvre et le délégué a fait référence à l'utilisation du VMS et au fait que la plupart de ses navires opèrent dans les eaux tropicales entre 25°S et 25°N. Le Comité a convenu que l'exigence de présentation des plans en vertu de la Rec. 10-04 n'était dès lors pas d'application (cas de figure n°4).

En ce qui concerne les lettres à envoyer à l'Albanie, à la Chine, à l'Égypte, à l'Islande, à la Libye et à la Syrie, il a été convenu de publier les réponses dans une section protégée par mot de passe sur la page web de l'ICCAT, ainsi que de les diffuser à l'ensemble des CPC par le biais de circulaires. Le délai de réponse a été fixé au 11 mars 2011. Dans le cadre de l'examen des réponses obtenues, les CPC pourraient demander, par le biais du Secrétariat, davantage d'éclaircissements aux CPC concernées. Sur la base des réponses reçues, et si aucune CPC ne soulève d'objection avant le 21 mars 2011 au plus tard, le Président présumera que le Comité approuve la approbation des plans concernés. Si une objection est soulevée à l'encontre des réponses reçues de l'une des CPC concernées avant le 21 mars 2011, le Président prendra acte que les plans de la CPC en question ne peuvent pas être ratifiés. Cette question sera ensuite renvoyée au Président de la Commission en vue d'engager une procédure de vote par correspondance visant à décider de la suspension de la pêche de thon rouge de cette CPC au titre de 2011.

Au terme de la présentation des plans, il a été commenté que, compte tenu de la nette différence de niveau de détail et de contenu des plans présentés par les CPC, il pourrait être nécessaire d'établir un modèle commun pour les futures présentations. Cela permettrait de faciliter la préparation des plans et leur évaluation par le Comité d'application.

Le Président a également rappelé que la Rec. 10-04 stipule que si le Comité d'application découvre une faute grave dans les plans soumis par une CPC et ne peut pas entériner les plans, la Commission devra décider de suspendre la pêche de thon rouge de cette CPC en 2011 par vote par correspondance. En conséquence, il a fait remarquer qu'il était manifestement nécessaire de garantir une évaluation juste, transparente et objective des plans de chaque CPC et notamment de définir le concept de « faute grave ».

Afin de faire avancer le débat, le Président a établi un document contenant une liste de contrôle des exigences à aborder dans les plans et à soumettre au Comité aux fins d'examen. Même si le débat initial était prometteur, le Comité n'a pour l'instant pas été mesure d'adopter le document, mais a fait remarquer que la Sous-commission 2 devrait en tenir compte dans le cadre de l'établissement d'une procédure d'évaluation des plans à l'avenir (COC-016A ci-joint, présenté en tant qu'**Appendice 6** [COC-016A/i2011]).

Le Comité a examiné et adopté le document COC-014A/i2011 (ci-joint à l'**Appendice 7**) se rapportant aux plans de réduction de la capacité des CPC en vertu de la Rec. 10-04. Les réductions en 2011 doivent être d'au moins 75% de la surcapacité existante par rapport à la ligne de base. Sur la base de la méthodologie conçue par le SCRS en vue d'attribuer une capacité à chaque type et classe de taille du navire, le document a pris la capacité de 2008 comme point de référence (capacité de la ligne de base) pour calculer les réductions futures.

Il a été observé que les informations de référence de 2008 utilisées par certaines CPC à la réunion intersession du Comité d'application de 2010 n'étaient pas les mêmes que celles utilisées dans le cadre de la réunion de la Sous-commission 2 de 2010. Au terme d'un débat, des modifications aux lignes de base ont été apportées afin de tenir compte des données actualisées fournies par certaines CPC. À la suite de la discussion, le Comité a été en mesure d'entériner les plans de réduction de la capacité de toutes les CPC, à l'exception de ceux de l'Albanie et l'Algérie.

L'Albanie n'a pas présenté de plan de gestion de la capacité, car elle a rejoint l'ICCAT en 2008 et ne dispose donc d'aucune ligne de référence à partir de laquelle la réduction peut être calculée. En ce qui concerne l'Algérie, étant donné qu'elle a formulé une objection à l'encontre de la Rec. 10-04, elle n'était pas tenue de présenter de plan de réduction de la capacité conforme au quota imparti à l'Algérie au titre de 2011 dans le cadre de ladite Recommandation.

## **5. Examen et révision des autres exigences du programme de rétablissement pluriannuel pour le thon rouge de l'Atlantique Est et de la Méditerranée**

Le Président a examiné les autres exigences en termes de suivi et déclaration s'appliquant aux CPC en vertu de la Rec. 10-04. Comme suite à une demande de clarification relative au paragraphe 20, le Président a conclu qu'il existait une interprétation commune sur le fait que les opérations conjointes de pêche sont autorisées aux CPC disposant de moins de cinq senneurs autorisés. Les deux CPC doivent autoriser la JFO et sont conjointement soumises aux exigences de notification préalable et de déclaration.

En ce qui concerne le paragraphe 79, il a été clarifié que le suivi par caméra vidéo est limité aux activités de transfert et n'est pas exigé lorsque le thon est mis à mort depuis les cages d'engraissement aux fins de commercialisation. En outre, au terme d'un débat, il a été établi que l'enregistrement vidéo dans le cas de la mise à mort dans les madragues est difficile à réaliser dans l'eau. Il a été convenu que l'absence d'enregistrement vidéo dans l'eau dans ces cas-là ne peut pas être considérée comme une violation grave par le Comité. Il a été décidé de renvoyer ce paragraphe à la Sous-commission 2 aux fins de son examen et révision le cas échéant.

Le Président a examiné la Rec. 06-07 et il a été rappelé aux CPC comptant des activités d'engraissement qu'il était important de soumettre régulièrement des données des échantillons de mises à mort afin de contribuer à l'évaluation scientifique des taux de croissance.

Aucune question d'interprétation n'a été soulevée dans le cadre de l'examen de la Rec. 09-11 sur le programme de documentation des captures de thon rouge. Il a été rappelé que des discussions approfondies portant sur la mise en œuvre du programme de BCD avaient été tenues à la réunion intersession du Comité d'application de 2009 et que celles-ci avaient permis d'aboutir à une interprétation commune au sujet des exigences. Le Président a également observé qu'un rapport allait être fourni par le groupe de travail sur le programme de document électronique de capture.

## **6. Détermination des procédures aux fins de la mise en œuvre du ROP-BFT pour la saison 2011**

Suite aux discussions tenues à Paris, le Secrétariat a présenté les formats standard pour les rapports et les formulaires de collecte de données aux fins de la mise en œuvre du Programme régional d'observateurs (ROP) pour le thon rouge [COC-008/i2011]. Ce document a été établi afin de résoudre les problèmes de déclaration apparus pendant la saison de pêche de 2010.

Les CPC ont accueilli favorablement le document. Toutefois, quelques CPC ont émis des préoccupations concernant la qualité de la formation des observateurs, l'égalité de traitement en matière de salaire et les coûts généraux du programme des CPC participantes.

En ce qui concerne l'appel d'offres du ROP de 2011, les trois CPC composant le comité de sélection ont réalisé une évaluation technique et financière des offres reçues et ont procédé à une sélection. Le Secrétariat a informé le Comité qu'il avait sélectionné le consortium MRAG/COFREPECHE pour l'exécution du programme en 2011.

Le Secrétariat a ensuite rappelé aux délégués que la soumission rapide des listes de navires et des demandes de déploiement faciliterait en grande mesure la mise en œuvre efficace et économique du ROP et permettrait d'éviter les problèmes logistiques rencontrés en 2010.

## **7. Examen et révision des exigences fixées par d'autres mesures de conservation et de gestion, notamment des exigences qui ont servi de base aux lettres de préoccupation et d'identification approuvées pendant la réunion annuelle de 2010**

Il a été rappelé que, lors de la réunion de l'ICCAT de 2010 tenue à Paris, plusieurs CPC ont fait remarquer que tous les aspects de l'application devraient être abordés pendant la présente réunion du Comité d'application sans se limiter aux aspects relatifs au thon rouge. Il a été notamment observé que d'autres domaines d'application tels que la soumission des données de Tâche I et de Tâche II, le respect des délais de présentation, les informations relatives à d'éventuelles activités de pêche IUU et les rapports d'inspection portuaire, entre autres, devraient également être examinés.

Des lettres de préoccupation ou d'identification ont été envoyées par le Président à quelques CPC comme suite aux délibérations du Comité tenues à la réunion de 2010. Bien que les réponses ne sont requises qu'au plus tard 30 jours avant la tenue de la prochaine réunion annuelle, les CPC ont été encouragées dans ces lettres à apporter des réponses avant la tenue de la réunion intersession du Comité d'application.

Plusieurs CPC ont noté que quelques allégations avancées dans ces lettres étaient trop vagues afin d'être correctement traitées et rectifiées. Il a été recommandé que davantage de précision soit apportée à l'avenir en ce qui concerne les insuffisances ou les infractions de manière à pouvoir apporter une réponse adéquate.

Les États-Unis ont observé que sa lettre de préoccupation faisait état d'une soumission tardive des tableaux d'application et a rappelé que la question des délais de soumission de ce rapport avait été soulevée à plusieurs reprises. Bien que le Comité d'application ait convenu à sa réunion de 2008 que les tableaux d'application devraient être soumis avec les données de Tâche I avant le 31 juillet de chaque année, la Rec. 98-14 a toujours force obligatoire et spécifie un délai qui coïncide avec la soumission des rapports annuels en octobre. Les États-Unis ont formulé une question concernant la référence mentionnée dans sa lettre concernant les données commerciales de thon rouge qui avait été soulevée pour la première fois à la réunion intersession du Comité d'application en 2009. Les États-Unis avaient préalablement fait rapport au sujet des communications maintenues avec d'autres CPC participant aux transactions d'importation et d'exportation en remarquant qu'aucune réponse n'avait été reçue. Dans l'opinion des États-Unis, aucune autre action n'était possible avant que des réponses émanant d'autres Parties concernées ne soient reçues. De plus, les États-Unis ont demandé si les importations d'espadon en provenance de Parties non-contractantes qui n'avaient pas publié leurs autorités de validation sur le site web de l'ICCAT constituaient une infraction de la recommandation compte tenu de la flexibilité qu'offrent les recommandations relatives au document statistique. Les États-Unis vont assurer un suivi de ces questions dans leur réponse formelle apportée à la lettre de préoccupation à transmettre ultérieurement.

Comme suite à une demande formulée par le Japon, l'Algérie a fourni une mise à jour concernant les procédures judiciaires relatives aux prises de 820 t de thon rouge réalisées en 2009 sans l'autorisation pertinente. Ces poissons avaient été transférés aux fermes en Tunisie et à Malte sans les documents de capture et la situation a été préalablement débattue par le Comité d'application. Le délégué de l'Algérie a informé le Comité que le cas est encore en cours d'examen par voie judiciaire et que les CPC seront tenues informées des avancées futures.



La discussion a ensuite porté sur l'ajout du navire Milla A à la liste provisoire IUU. L'Honduras a présenté aux CPC son interprétation des faits et a indiqué qu'il n'avait jamais reçu par voie officielle le rapport d'inspection conjointe de l'Union européenne étant donné qu'il avait été envoyé à une adresse « non officielle » de courrier électronique. Le délégué de l'Union européenne a commenté que le rapport officiel avait été envoyé quelques jours après l'inspection à l'adresse officielle qui avait été fournie par les autorités locales, mais qu'aucune réponse n'avait été reçue.

De façon plus générale, plusieurs Parties ont déploré l'absence de l'Honduras à la réunion de Paris de 2010, car cela aurait permis de résoudre rapidement cette question. Il est apparu que l'autorisation du navire sur la liste ICCAT n'a pas été renouvelée rapidement en 2009 et 2010 étant donné que les procédures prévues par la Rec. 08-05 exigent que la liste des navires de thon rouge soit renouvelée chaque année avant le début de la saison. De plus, bien que l'Honduras ait expliqué que le navire disposait de VMS opérationnel, mais ces messages n'ont pas été reçus au Secrétariat. L'Union européenne a observé que le Milla A avait fait l'objet d'une inspection par l'un de ses patrouilleurs en 2009 et en 2010 dans le cadre du programme d'inspection conjointe. Dans les deux cas, un rapport avait été dressé concernant l'autorisation du navire et la situation du VMS.

Le Président a rappelé que la Rec. 09-10 établit une procédure intersession de radiation des navires de la liste adoptée de navires IUU. Néanmoins, les CPC ont convenu que cette procédure de radiation pourrait également s'appliquer à la liste provisoire. Étant donné que les actions relatives à l'ajustement de la liste provisoire incombent au PWG, le Président du COC a dès lors sommé le Honduras d'envoyer une lettre à l'ICCAT exposant les faits du cas relatifs à l'autorisation du navire, la situation de son VMS et d'autres mesures de suivi à appliquer en 2011 et de demander la radiation du navire MILLA A de la liste IUU provisoire par le biais des moyens intersessionnels.

#### **8. Examen des mesures actives de conservation et de gestion et des mesures de suivi et de contrôle de l'ICCAT en vue de clarifier les questions d'interprétation, de définir les priorités aux fins de l'examen du Comité d'application, ou de recommander l'adoption d'autres actions pertinentes à la Commission.**

Le Président a examiné le document « Examen des exigences en matière de déclaration de l'ICCAT » [COC-012/i2011] (**Appendice 8**), passant en revue de façon détaillée chacune des exigences de déclaration antérieurement adoptées par l'ICCAT et applicables aux CPC. Lors de cet examen, certaines demandes de clarification ont été formulées et quelques précisions ont été fournies. Lorsque le Comité d'application n'était pas en mesure d'apporter des clarifications, il a été décidé de renvoyer la question à l'organe pertinent de l'ICCAT (Commission, PWG ou Sous-commission chargée de la mesure spécifique).

Le Comité s'est penché sur l'apparente contradiction qui existe entre sa décision en 2008 d'établir la date limite de soumission des tableaux d'application au 31 juillet et la Rec. 98-14 en vigueur qui prévoit que ceux-ci doivent être soumis avec les rapports annuels à la réunion du SCRS. Il a été fait remarquer que le délai fixé au 31 juillet n'était pas réaliste pour plusieurs Parties. Le Président a proposé de rédiger une recommandation révisée afin de solutionner la question de la date limite et d'actualiser les formats de déclaration et la procédure d'examen. Le texte du Président pourrait être examiné à la prochaine réunion annuelle.

Il a été décidé que les rapports des mesures internes requis en vertu de la Rec. 09-08 et les rapports sur les normes de gestion des LSTLV pouvaient être soumis dans le cadre du rapport annuel de chaque CPC présenté à la Commission.

Aucun consensus ne s'est dégagé sur la façon de résoudre les contradictions existant à propos des informations sur les navires de charge figurant sur la liste ICCAT. A l'heure actuelle, les Etats de pavillon des navires de capture soumettent au Secrétariat les informations sur les navires de charge autorisés. Plusieurs Etats de pavillon pourraient autoriser le même navire de charge mais fournir au Secrétariat des informations différentes sur le navire de charge.

Après quelques discussions sur la transmission d'information sur les autorités de validation pour les documents statistiques, il a été décidé de renvoyer cette question à l'examen du Groupe de travail permanent sur l'Amélioration des statistiques et des mesures de conservation de l'ICCAT (PWG).

Les CPC ont discuté du besoin constant d'effectuer des échantillonnages des tailles dans les fermes. Il a été précisé que, en vertu de la [Rec.06-07], l'échantillonnage doit avoir lieu au moment de la mise à mort dans les cages, tandis que la [Rec. 10-04] prévoit que l'échantillonnage des tailles doit survenir au moment de la mise en cages.

Il a été décidé de fournir, tous les ans, au Secrétariat et dans les délais prescrits, les nouvelles listes de navires de capture de thon rouge et d'autres navires de thon rouge (navires de support, remorqueurs, navires de transformation/de charge, etc.).

## 9. Examen de directives aux fins de l'établissement d'un programme ICCAT d'actions d'application et de l'instauration éventuelle d'un groupe de travail d'application

Le Président a présenté le « Projet de résolution de l'ICCAT sur la création d'un groupe d'examen de l'application » [COC-009/i2011] sur l'établissement d'un groupe de travail d'application. Le groupe de travail aiderait le Président à préparer la documentation pour la réunion, notamment les tableaux récapitulatifs d'application et les propositions d'actions visant à traiter les questions de non-application. Le concept de groupe de travail avait déjà été évoqué par le Groupe de travail sur le futur de l'ICCAT à Sapporo et avait auparavant fait l'objet de discussions aux réunions annuelles de 2009 et 2010 et à la réunion intersession du COC en 2010. Le Président a, en outre, proposé de procéder à un échange de vues sur les « Directives aux fins de l'établissement d'un programme ICCAT d'actions d'application » [COC-010/i2011] (**Appendice 9**), un document de discussion élaboré par le Président du COC. Le document esquissait une structure potentielle pour déterminer des actions visant à traiter la non-application.

Lors des discussions sur le « Projet de résolution de l'ICCAT sur la création d'un groupe d'examen de l'application » certaines Parties ont fait remarquer qu'il était important d'éviter la duplication du travail avec le Comité, et que la taille du groupe de travail devrait être limitée au nombre minimum requis pour être efficace, tout en garantissant un équilibre géographique, afin de maintenir un certain niveau de flexibilité. Lors des discussions, il a été décidé de se référer au groupe de travail comme étant le « Groupe d'examen de l'application ». Quelques changements ont été apportés au document diffusé par le Président (COC 009C/i2011) (**Appendice 10** au présent rapport), lesquels ont reçu divers degrés d'appui. Le Comité a convenu que les deux documents étaient importants afin de faciliter le travail du COC et que ceux-ci devraient rester ouverts à des fins de discussions ultérieures jusqu'à la prochaine réunion de la Commission, où ils pourraient éventuellement être adoptés.

## 10. Autres questions

Pendant la réunion, quelques questions d'interprétation de certaines Recommandations de l'ICCAT ont été soulevées.

Une discussion a eu lieu sur la nécessité de faire rigoureusement respecter les dates limites établies dans les Recommandations et les circulaires de l'ICCAT. Le Comité a reconnu que les délais devaient être respectés. On a toutefois fait observer que le Comité devrait permettre une certaine flexibilité lorsque les circonstances l'exigent et qu'une certaine tolérance peut donc être appliquée au cas par cas. Toutefois, ceci ne devrait en aucune façon être interprété comme une manière d'accepter et d'entériner le non-respect répété des dates limites par une CPC donnée. Les manquements répétés au respect des délais par le passé devraient être pris en compte dans les décisions portant sur les demandes supplémentaires de flexibilité.

Suite à l'objection soulevée par la Turquie à la Rec. 10-04 et à sa demande ultérieure de discuter et d'entériner ses plans de pêche, d'inspection et de réduction de la capacité, le Président a sollicité l'opinion des CPC sur le caractère compatible de ces deux actions. D'une part, les participants se sont accordés à dire que l'Article 8 de la Convention ICCAT permettait de contester une recommandation dans son intégralité mais pas nécessairement des parties spécifiques. D'autre part, les CPC se sont réjouies de la transparence dont a fait preuve la Turquie et ont fait remarquer que sa démarche faciliterait l'application de la Rec. 10-04 par les autres CPC lors de l'examen par les Etats de marché des exportations turques de thon rouge. Compte tenu de cette considération, il a été décidé de renvoyer au Groupe de travail sur le futur de l'ICCAT la question des objections relatives aux travaux du Comité d'application, à des fins de discussions ultérieures et de prise de décisions, si nécessaire.

Faisant référence à l'acquisition problématique du navire *El-Hader 2* en provenance de la Libye (mentionné au point 4 ci-dessus), la Corée a sollicité des éclaircissements sur la question de savoir si elle pouvait demander au Secrétariat de radier du registre ICCAT le navire actuellement sous pavillon libyen et de l'ajouter ensuite sous le pavillon coréen. La raison d'une telle requête tenait à la situation politique régnant actuellement en Libye et au fait que la Corée pensait que la Libye ne pourrait pas avant longtemps supprimer le navire de son registre. Le Comité a pris note des circonstances actuelles, mais a tranché que la demande de radiation devait émaner du pays de pavillon qui avait ajouté le navire au registre ICCAT. La Corée a alors demandé si elle pouvait allouer son quota au navire libyen s'il ne pouvait pas changer de pavillon, mais on a fait remarquer que les accords

d'affrètement sont interdits en vertu du paragraphe 19 de la Rec. 10-04. La Corée a voulu savoir si le navire pouvait encore être autorisé à pêcher, si son acquisition avait été finalisée avant le début de la saison de pêche à la senne mais après la date limite de notification de la liste de navires au Secrétariat. Le Président a appelé l'attention sur le paragraphe 56 de la Rec. 10-04 et a invité la Corée à tenir le Comité informé, de façon transparente, de tout fait nouveau. Il a également informé la Corée que le Comité tiendrait compte de cette approche dans son examen ultérieur de cette question.

À des fins de transparence et suite aux méthodologies adoptées par le Comité afin de traiter les irrégularités apparaissant dans le programme de documentation des captures de thon rouge en 2010, l'UE a fourni des informations sur un cas où les quantités de thon rouge exportées au Japon en provenance d'une madrague de l'UE en 2010 étaient supérieures aux quantités capturées déclarées dans le document de capture du thon rouge original. L'UE a expliqué les particularités spéciales de ce cas et a confirmé que les quantités excédentaires (environ 5 t) seraient décomptées du quota de l'UE. L'UE a confirmé que les poissons n'avaient pas été alimentés pendant leur séjour dans la madrague, mais qu'en raison du retard de la mise à mort, une croissance s'était produite suite à la consommation du poisson-fourrage présent dans la madrague. Le Japon a remercié l'UE pour sa transparence et son engagement à résoudre la question et, en l'absence d'objection de la part du Comité, a décidé d'importer les quantités en question. Le Japon a noté que si des divergences de ce type survenaient à l'avenir, l'importation risquerait d'être rejetée.

## **11. Adoption du rapport**

Il a été décidé que le rapport de la réunion du Comité d'application serait adopté par correspondance.

## **12. Clôture**

Le Président a remercié les délégués pour les efforts accomplis en vue d'examiner les informations d'application ainsi que le Secrétariat pour le travail de préparation des documents de la réunion. Le Président a également remercié les interprètes pour le travail réalisé en appui à la réunion et le rapporteur pour son travail de préparation du rapport de la réunion.

La réunion intersession 2011 du Comité d'application a été levée le 25 février 2011.

## Appendice 1

### ORDRE DU JOUR RÉVISÉ

1. Ouverture de la réunion.
2. Désignation du rapporteur.
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des sessions.
4. Examen et approbation des plans de pêche, d'inspection et de réduction des capacités conformément aux paragraphes 9 à 13 et de 41 à 49 de la Rec. 10-04 (comprenant les objections à la Rec. 10-04)
5. Examen et révision des autres exigences du programme de rétablissement pluriannuel pour le thon rouge de l'Atlantique Est et de la Méditerranée.
6. Définition des procédures aux fins de la mise en œuvre du ROP-BFT pour la saison 2011.
7. Examen et révision des exigences fixées par d'autres mesures de conservation et de gestion, notamment des exigences qui ont servi de base aux lettres de préoccupation et d'identification approuvées pendant la réunion annuelle de 2010.
8. Examen des mesures actives de conservation et de gestion et des mesures de suivi et de contrôle de l'ICCAT en vue de clarifier les questions d'interprétation, de définir les priorités aux fins de l'examen du Comité d'application, ou de recommander l'adoption d'autres actions pertinentes à la Commission.
9. Examen de directives aux fins de l'établissement d'un programme ICCAT d'actions d'application et de l'instauration éventuelle d'un groupe de travail d'application.
10. Autres questions.
11. Adoption du rapport.
12. Clôture.

## Appendice 2

### LISTE DE PARTICIPANTS

#### ***PARTIES CONTRACTANTES***

##### **ALGERIE**

**Haneche, Mohamed\***

Embajador de Argelia en Madrid, Espagne

Tel: 670 347 543, Fax: E-Mail: embargel@tsai.es

**Neghli, Kamel**

Chargé d'Etudes et de Synthèse, Ministère de la Pêche et des Ressources Halieutiques, Rue des Quatre Canons, 1600 Alger, ALGÉRIE

Tel: +213 21 43 3939, Fax: +213 21 43 3938, E-Mail: sdvd@mpeche.gov.dz

**Sellidj, Rachid**

Director de Pesca Marítima y Oceanía, Ministère de la Pêche et des Ressources Halieutiques, Rue des Quatre Canons, 1600 Alger, ALGÉRIE

Tel: +213 21 43 39 42, Fax: +213 21 43 31 97, E-Mail: dpmo@mpeche.gov.dz

**Lounis, Samia**

Subdirectora de Ordenación y de Gestión de Recursos Haliéuticos, Ministère de la Pêche et des Ressources Halieutiques, Rue des Quatre Canons, 1600 Alger, ALGÉRIE

Tel: +213 21 43 39 42, Fax: +213 21 43 31 97, E-Mail: dpmo@mpeche.gov.dz

##### **BRÉSIL**

**Hazin, Fabio H. V.\***

Commission Chairman, Universidade Federal Rural de Pernambuco - UFRPE / Departamento de Pesca e Aquicultura - DEPAq, Rua Desembargador Célio de Castro Montenegro, 32 - Apto 1702, Monteiro Recife Pernambuco, BRÉSIL

Tel: +55 81 3320 6500, Fax: +55 81 3320 6512, E-Mail: fabio.hazin@depaq.ufrpe.br; fhvhazin@terra.com.br

##### **CANADA**

**MacLean, Allan\***

Director, Conservation & Protection, Fisheries & Oceans Maritimes Region, , P.O. Box 1035, 176 Portland Street, Dartmouth Nova Scotia B2Y 4T3, CANADA

Tel: +1 902 426 2392, Fax: +1 902 426 8003, E-Mail: allan.macleam@dfo-mpo.gc.ca

---

\* Chef de délégation pendant la réunion intersession 2011 du COC.

**Laquerre, Patrice**

Legal Officer, Oceans and Environmental Law Division, Department of Foreign Affairs and International Trade Canada, 125, Sussex Drive, Lester B Pearson Tower C, Ottawa Ontario K1A 0G2, CANADA  
Tel: +1 613 944 3077, Fax: +1 613 992 6483, E-Mail: patrice.laquerre@international.gc.ca

**Lester, Brian**

Resource Management Officer, Fisheries and Aquaculture Management, Fisheries & Oceans Canada, 200 Kent Street, Ottawa K1E 0E6, CANADA  
Tel: +1 613 990 0090, Fax: +1 613 990 7051, E-Mail: brian.lester@dfo-mpo.gc.ca

**McMaster, Andrew**

International Fisheries Advisor, Fisheries and Oceans Canada, International Fisheries Management Bureau, 200 Kent Street, Ottawa Ontario K1A 0E6, CANADA  
Tel: +1 613 993 1897, Fax: +1 613 993 5995, E-Mail: andrew.mcmaster@dfo-mpo.gc.ca

**CROATIE**

**Markovic, Josip\***

Ministry of Agriculture, Fisheries and Rural Development, Department of Fisheries, Ulica Grada Vukovara, 78 - P.O. 1034, 10000 Zagreb, CROATIE  
Tel: +385 1 6106 626, Fax: +385 6106 558, E-Mail: josip.markovic@mps.hr

**Mirkovic, Miro**

Kali Tuna doo, Put Vele Luke 70, 23272 Kali, CROATIE  
Tel: +385 23 282802, Fax: +385 23 282810, E-Mail: miro@kali-tuna.hr

**Skakelj, Neda**

Croatian Director of Fisheries, Ministry of Agriculture, Fisheries and Rural Development, Directorate of Fisheries, Ulica Grada Vukovara, 78, 10000 Zagreb, CROATIE  
Tel: +385 1 610 6577, Fax: +385 1 610 6558, E-Mail: nedica@email.htnet.hr; nedica@mps.hr;

**Vidov, Dino**

Kali Tuna doo, Put Vele Luke 70, 23272 Kali, CROATIE  
Tel: +385 23 282 801, Fax: +385 23 282 810, E-Mail: dino@kali-tuna.hr

**UNION EUROPÉENNE**

**Duarte de Sousa, Eduarda\***

Principal Administrator, European Union DG Maritime Affairs and Fisheries, Rue Joseph II, 99/03/78, 1049 Bruxelles, BELGIQUE  
Tel: +322 296 2902, Fax: +322 295 5700, E-Mail: eduarda.duarte-de-sousa@ec.europa.eu

**Donatella, Fabrizio**

Head of Unit DG MARE-D2 (Conservation and control - Mediterranean and Black Sea), Directorate General for Maritime Affairs and Fisheries - Union Européenne, Rue Joseph II, 99, 1000 Bruxelles, BELGIQUE  
Tel: +322 296 8038, Fax: +322 295 1433, E-Mail: fabrizio.donatella@ec.europa.eu

**Vázquez Álvarez, Francisco Xavier**

European Union DG Maritime Affairs and Fisheries, Rue Joseph II - 99, 1049 Bruxelles, BELGIQUE  
E-Mail: francisco-javier.vazquez-alvarez@ec.europa.eu

**Spezzani, Aronne**

Administrateur principal, Union européenne DG MARE, Rue Joseph II, 99, 1049 Bruxelles, BELGIQUE  
Tel: +322 295 9629, Fax: +322 296 3985, E-Mail: aronne.spezzani@ec.europa.eu

**Ansell, Neil**

European Union, Directorate General for Maritime Affairs and Fisheries, Fisheries conservation and control Mediterranean and Black Sea and horizontal management of fisheries data, J/99, 6-56 Rue Joseph II, 99, B-1049 Bruxelles, BELGIQUE  
Tel: +32 2 299 1342, Fax: +32 2 296 2338, E-Mail: neil.ansell@ec.europa.eu

**D'Ambrosio, Marco**

European Commission, DG MARE, Rue Joseph II - 99; 03/82, 1049 Bruxelles, BELGIQUE  
Tel: +322 299 3765, Fax: +322 295 5700, E-Mail: Marco.DAMBROSIO@ec.europa.eu

**Gray, Alan**

Senior Administrative Assistant, European Union - DG Maritime Affairs and Fisheries, J-99 2/63, Rue Joseph II, 99; 03/66, 1049 Bruxelles, BELGIQUE  
Tel: +32 2 299 0077, Fax: +322 295 5700, E-Mail: alan.gray@ec.europa.eu

**Azkue Mugica, Leandro**

Federación de Cofradías de Guipúzcoa, Paseo Miraconcha, 9 Bajo, 20007 Donostia - San Sebastian Gipuzkoa, ESPAGNE  
Tel: +34 943 451782, Fax: +34 943 455833, E-Mail: leandro@fecopegui.net

**Batista, Emilia**

Direcção Geral das Pescas e Aquicultura, Av. De Brasília, 1449-030 Lisbon, PORTUGAL  
Tel: +351 21 303 5850, Fax: +351 21 303 5922, E-Mail: ebatista@dgpa.min-agricultura.pt

**Brull Cuevas, M<sup>a</sup> Carmen**

Panchilleta, S.L.U. Pesqueres Elorz, S.L.U., Cala Pepo, 7, 43860 L'Ametlla de Mar, ESPAGNE  
Tel: +34 977 456 783, Fax: , E-Mail: bccarmen@panchilleta.e.telefonica.net

**Cau, Dario**

Italian Fisheries Ministry, Viale dell'Arte 16, 00144 Roma, ITALIE  
Tel: +3906 5908 4527; móvil:+393479549434, Fax: +39 06 5908 4176, E-Mail: dariocau@yahoo.com; FMC@guardicostiera.it

**Chapel, Vincent**

BELGIQUE, E-Mail: vincent.chapel@cfca.europa.eu

**Conte, Fabio**

Dipartimento delle Politiche Europee e Internazionali, Ministero delle Politiche Agricole, Alimentari e Forestali, Direzione Generale della Pesca Marittima e dell'Acquacoltura - PEMAC VI, Viale dell'Arte 16, 00144 Rome, ITALIE  
Tel: +39 06 5908 4915, Fax: +39 06 5908 4176, E-Mail: f.conte@politicheagricole.gov.it

**Crespo Sevilla, Diego**

Organización de Productores Pesqueros de Almadraba, c/Luis de Morales 32 - Edificio Forum - Planta 3; mod 31, 41018 Sevilla, ESPAGNE  
Tel: +34 95 498 7938, Fax: +34 95 498 8692, E-Mail: opp51@atundealmadraba.com

**De Leiva Moreno, Juan Ignacio**

CFCA - Community Fisheries Control Agency, Edificio Odriozola; Avenida García Barbón 4, 36201 Vigo, ESPAGNE  
Tel: +34 986 120610, Fax: +34 986 125 236, E-Mail: Ignacio.DELEIVA@cfca.europa.eu

**Elices López, Juan**

C/ Velázquez, 147, 3<sup>a</sup> Planta, 28002 Madrid, ESPAGNE  
Tel: 91 347 18 82, Fax: 91 347 15 12, E-Mail: jmelices@marm.es

**Fenech Farrugia, Andreina**

Director Fisheries Control, Ministry for resources and Rural Affairs, Veterinary Regulation Fisheries Conservation and Control, Barrera Wharf, Valletta, MALTE  
Tel: +356 22031 248, Fax: +356 220 31246, E-Mail: andreina.fenech-farrugia@gov.mt

**Fernández Merlo, M<sup>a</sup> del Mar**

Subdirectora Adjunta de en la Subdirección General de Acuerdos y Organizaciones Regionales de Pesca, Secretaría General del Mar, c/Velázquez, 144, 28006 Madrid, ESPAGNE  
Tel: +34 91 347 6047, Fax: +34 91 347 6042/49, E-Mail: marfmerlo@mapya.es

**Gruppetta, Anthony**

Director General, Ministry for Resources and Rural Affairs, Veterinary Regulation, Fisheries Conservation & Control Division, Barrera WHARF, Valletta, MALTE  
Tel: +356 259 05169, Fax: +356 259 05182, E-Mail: anthony.s.gruppetta@gov.mt

**Insunza Dahlander, Jacinto**

Asesor Jurídico, Federación Nacional de Cofradías de Pescadores, c/Barquillo, 7 - 1<sup>o</sup> Dcha., 28004 Madrid, ESPAGNE  
Tel: +34 91 531 98 04, Fax: +34 91 531 63 20, E-Mail: fncp@fncp.e.telefonica.net

**Martínez Cañabate, David Ángel**

ANATUN, Urbanización La Fuensanta 2, 30157 Algeciras, ESPAGNE  
Tel: +34 968 554141, Fax: +34 91 791 2662, E-Mail: es.anatun@gmail.com

**McIntyre, Lesley Ann**

Sea Fisheries Protection Authority, Park Road, Clogheen, Clonakilty, Co.Cork, IRLANDE  
Tel: +353 87 692 4142, Fax: +353 23 885 9720, E-Mail: lesley.mcintyre@sfpa.ie

**Molina Romero, Jose Antonio**

Jefe de Servicio de Inspección de Pesca, Area de Agricultura y Pesca, Subdelegación del Gobierno en Barcelona, C/Bergara, 12 - 2º, Barcelona, ESPAGNE  
Tel: +34 93 520 96 91, Fax: +34 93 520 96 92, E-Mail: joseantonio.molina@mpt.es

**Navarro Cid, Juan José**

Grupo Balfegó, Polígono Industrial - Edificio Balfegó, 43860 L'Ametlla de Mar Tarragona, ESPAGNE  
Tel: +34 977 047700, Fax: +34 977 457 812, E-Mail: juanjo@grupbalfego.com

**Praticò, Daniele**

Ministero delle Politiche Agricole, Alimentari e Forestali, Reparto Pesca Maritime, Viale dell Arte, 16, 00144 Rome, ITALIE  
Tel: +39 065 908 4472, Fax: +39 065 908 4176, E-Mail: danielle.pratico@mit.gov.it

**Serrano Fernández, Juan**

Grupo Balfegó - Asociación de Pesca, Comercio y Consumo responsable del Atún Rojo, Polígono Industrial - Edificio Balfegó, 43860 L'Ametlla de Mar Tarragona, ESPAGNE  
Tel: +34 977 047708, Fax: +34 977 457812, E-Mail: juanserrano@grupbalfego.com

**FRANCE (ST. PIERRE & MIQUELON)**

**Savouret, Pascal\***

Sous-Directeur des Ressources Halieutiques, MAP/DPMA/SDPM, Direction des Pêches, 3, Place de Fontenoy, 75007 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 49 55 82 51, Fax: +33 1 49 55 82 00, E-Mail: pascal.savouret@agriculture.gouv.fr

**Indjirdjian, Cédric**

Ministère de l'agriculture et de la Pêche /DPMA, 3, Place de Fontenoy, 75007 Paris, FRANCE  
Tel: +331 4955 8295, Fax: +33 1 49558200, E-Mail: cedric.indjirdjian@agriculture.gouv.fr

**HONDURAS**

**Canales García, Ema Indira\***

Dirección General de la Marina Mercante de Honduras, Col. San Carlos, Avenida República de Colombia, 843, Tegucigalpa M.D.C. HONDURAS  
Tel: +504 2221 0721, Fax: +504 2236 8866, E-Mail: 24horas@marinamercante.hn;capitanias@marinamercante.hn;registro@marinamercante.hn;secretaria@marinamercante.hn

**JAPON**

**Ota, Shingo\***

Senior Fisheries Negotiator, International Affairs Division, Resources Management Department, Fisheries Agency, Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries, 1-2-1 Kasumigaseki, Chiyoda-Ku, Tokyo 100-8907, JAPON Tel: +81 3 3591 1086, Fax: +81 3 3502 0571, E-Mail: shingo\_ota@nm.maff.go.jp

**Fukui, Shingo**

Assistant Director, Far Seas Fisheries Division, resources Management Department, Fisheries Agency, Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries, 1-2-1 Kasumigaseki, Chiyoda-Ku, Tokyo 100-8907, JAPON  
Tel: +81 3 3502 8204, Fax: +81 3 3595 7332, E-Mail: shingo\_fukui@nm.maff.go.jp

**Kuwahara, Satoshi**

Assistant Director, International Affairs Division, Resources Management Department, Fisheries Agency, Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries, 1-2-1 Kasumigaseki, Chiyoda-Ku, Tokyo 100-8907, JAPON  
Tel: +81 3 3502 8460, Fax: +81 3 3502 0571, E-Mail: satoshi\_kuwahara@nm.maff.go.jp

**Masuko, Hisao**

Director, International Division, Japan Tuna Fisheries Co-operative Association, 2-31-1 COI Eitai Bldg. Eitai Koto-Ku, Tokyo 135-0034, JAPON  
Tel: +81 3 5646 2382, Fax: +81 3 5646 2652, E-Mail: gyojyo@japantuna.or.jp

**CORÉE**

**Ha, Jong Soo\***

Ministry of Food, Agriculture, Forestry and Fisheries, International Fisheries Organization Division, CORÉE  
Tel: +82-2-500-2416, Fax: +82-2-503-9174, E-Mail: success1@korea.kr;icdmomaf@chol.com

**Jang, Ji Hun**

**CORÉE**

Tel: +82 2 3277 1654, Fax: +82 2 365 6079, E-Mail: skiff@sajo.co.kr

**Seok, Kyu-Jin**

National Fisheries Research Development Institute, MIFAFF, 408-1 Sirang-ri, Gijang-eup, Gijang-Kun, 408-1 Busan, CORÉE  
Tel: +82-51-720-2321, Fax: +82-51-720-2337, E-Mail: icdmomaf@chol.com;piscas@mifaff.go.kr

**MAROC**

**El Ktiri, Taoufik\***

Chef de service de l'Application de la Réglementation et de la Police Administrative - DPRH, Direction des Pêches Maritimes et de l'Aquaculture, Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, Département de la Pêche Maritime, Nouveau Quartier Administratif, BP 476, Haut Agdal Rabat, MAROC  
Tel: +212 5 37 68 81 15, Fax: +212 5 37 68 8089, E-Mail: elktiri@mpm.gov.ma

**Fernández Arias, Felipe**

Directeur Général de la Société ALMADRABAS DEL NORTE, S.A. (ANSA), Société ALMADRABAS DEL NORTE, S.A. (ANSA), Zone Portuaire, 92000 Larache, MAROC  
Tel: +212 539914313, Fax: +212 539 914314, E-Mail: felipe@menara.ma

**Hmani, Mohamed Larbi**

President, Société Al Madraba del Sur SARL, 66 Av. Mohamed V, Tanger, MAROC  
Tel: +212 561 196 615, Fax: +212 539 912555, E-Mail:

**NORVÈGE**

**Holst, Sigrun M.\***

Deputy Director General, Ministry of Fisheries and Coastal Affairs, P.O. Box 8118 Dep, 0032 Oslo, NORVÈGE  
Tel: +47 22 24 65 76; +47 918 98733, Fax: +47 22 24 26 67, E-Mail: sigrun.holst@fkf.dep.no

**Ognedal, Hilde**

Senior Legal Adviser, Norwegian Directorate of Fisheries, Postboks 185 Sentrum, 5804 Bergen, NORVÈGE  
Tel: +47 920 89516, Fax: +475 523 8090, E-Mail: hilde.ognedal@fiskeridir.no

**RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE**

**Adra, Anas\***

The Syrian embassy in Madrid, Espagne  
E-Mail: anass.adra@yahoo.com

**TUNISIE**

**Hmani, Mohamed\***

Directeur de la Conservation des Ressources Halieutiques, Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche, Direction Général de la Pêche et de l'Aquaculture, 30 Rue Alain Savary, 1002 Tunis, TUNISIE  
Tel: +216 71 890 784, Fax: +216 71 892 799, E-Mail: m.hmani09@yahoo.fr

**Toumi, Neji**

Directeur de la Ste TUNA FARMS of Tunisia, TUNISIE  
Tel: + 216 22 25 32 83, Fax: + 216 73 251 800, E-Mail: neji.tft@plant.tn

**TURQUIE**

**Kürüm, Vahdettin\***

Head of Fisheries Department, Ministry of Agriculture and Rural Affairs, General Directorate of Protection and Control, Akay Cad. No: 3 Bakanliklar, 06100 Ankara, TURQUIE  
Tel: +90 312 4198319, Fax: +90 312 418 5834, E-Mail: vahdettink@kkgm.gov.tr

**Elekon, Hasan Alper**

Engineer, Ministry of Agriculture and Rural Affairs, General Directorate of Protection and Control, Department of Fisheries, Akay Cad no:3 - Bakanliklar, Ankara, TURQUIE  
Tel: +90 312 417 4176/3013, Fax: +90 312 418 5834, E-Mail: hasanalper@kkgm.gov.tr; hasanalper@gmail.com

**Nazli, Emir**

Sahil Guvenlik Komutanligi Merasim Sok No. 10, TURQUIE  
Tel: + 90 312 416 4826, Fax: , E-Mail: enazli@sgk.tsk.tr

**Özgün, Mehmet Ali**

Sagun Group, Osmangazi: mah, Battalgaz: Cad. Sagun Plaza, 34887 Samandira Kartal, Istanbul, TURQUIE  
Tel: +90 216 561 2020, Fax: +90 216 561 0717, E-Mail: sagun@sagun.com

**Sengün, Bahadır**

Deniz Kuvvetleri K.Ligi Bakanliklar, 06100 Turkey Ankara, TURQUIE  
Tel: +90 312 403 3356, E-Mail: sengun.b7711@dzkk.tsk.tr



**Ültanur, Mustafa**

Sur Koop, Fisheries Cooperatives Association, Park CAD. Atabilge Sitesi, 36.Blok, D: 28, Cayyolu-Ankara, TURQUIE  
Tel: +90 312 419 2288, Fax: +90 312 419 2289, E-Mail: ultanur@gmail.com

**Yelegen, Yener**

General Directorate of Protection and Control, Ministry of Agriculture and Rural Affairs, Akay Cad. N°: 3; Bakanliklar, Ankara, TURQUIE  
Tel: +90 312 417 41 76, Fax: +90 312 418 5834, E-Mail: yenery@kkgm.gov.tr

**ROYAUME-UNI (TERRITOIRES D'OUTRE-MER)**

**Carroll, Andrew\***

Sea Fish Conservation Division - DEFRA, Area 2D Nobel House, 17 Smith Square, London, REINO UNIDO  
Tel: +44 207 238 3316, E-Mail: Andy.p.Carroll@defra.gsi.gov.uk

**ÉTATS-UNIS**

**Smith, Russell\***

Deputy Assistant Secretary for International Fisheries, Office of the Under Secretary, Room 6224, National Oceanic and Atmospheric Administration; U.S. Department of Commerce, 14th and Constitution Avenue, N.W., Washington, D.C. 20230, ÉTATS-UNIS  
Tel: +1 202-482-6196, Fax: +1 202 482 4307, E-Mail: russell.smith@noaa.gov

**Blankenbeker, Kimberly**

Foreign Affairs Specialist, Office of International Affairs, National Marine Fisheries Service, 1315 East West Highway, Silver Spring Maryland 20910, ÉTATS-UNIS  
Tel: +1 301 713 2276, Fax: +1 301 713 2313, E-Mail: kimberly.blankenbeker@noaa.gov

**Carlsen, Erika**

Office of International Affairs (F/IA1), National Marine Fisheries Services, National Oceanic Atmospheric Administration, 1315 East West Hwy, Room 12606, Silver Spring, MD 20910, ÉTATS-UNIS  
Tel: +1 301 713 2276, Fax: +1 301 713 2313, E-Mail: erika.carlsen@noaa.gov

**Díaz, Guillermo**

Office of Science and Technology (ST4), National Marine Fisheries Service, 1315 East-West Highway, Silver Spring Maryland 20910, ÉTATS-UNIS  
Tel: +1 301 713 2363, Fax: +1 301 713 1875, E-Mail: guillermo.diaz@noaa.gov

**Ricci, Nicole**

Foreign Affairs Officer, Department of State, Office of Marine Conservation (OES/OMC), 2201 C Street, NW Rm. 2758 Washington, D.C. 20037, ÉTATS-UNIS  
Tel: +1 202 647 1073, Fax: +1 202 736 7350, E-Mail: RicciNM@state.gov; RicciNM@gmail.com

**Robinson, Randall**

U.S. Department of State, Office of Marine Conservation (OES/OMC), 2201 C Street North West, Room 2758, Washington, DC 20520, ÉTATS-UNIS  
Tel: +1 202 647 3228, Fax: +1 202 736 7350, E-Mail: RobinsonR2@state.gov

**Rogers, Christopher**

Chief, Trade and Marine Stewardship Division, Office of International Affairs, National Marine Fisheries Service/NOAA (F/IA), US Department of Commerce, 1315 East-West Highway- Rm 12657, Silver Spring, Maryland 20910, ÉTATS-UNIS  
Tel: +1 301 713 9090, Fax: +1 301 713 9106, E-Mail: christopher.rogers@noaa.gov

**Thomas, Randi Parks**

US Commissioner for Commercial Interests, National Fisheries Institute, 7918 Jones Branch Dr. #700, McLean, Virginia 22102, ÉTATS-UNIS  
Tel: +1 703 752 7795, Fax: +1 703 752 7583, E-Mail: rthomas@gmail.com

**Walline, Megan J.**

Office of the General Counsel for Fisheries, National Oceanic Atmospheric Administration, U.S. Department of Commerce, 1315 East-West Highway, Silver Spring, Maryland 20910, ÉTATS-UNIS  
Tel: +301 713 9695, Fax: +1 301 713 0658, E-Mail: megan.walline@noaa.gov

***OBSERVATEURS DE PARTIES, ENTITÉS, ENTITÉS DE PÊCHE NON-CONTRACTANTES COOPÉRANTES***

**TAIPEI CHINOIS**

**Tai, Chung-Chun\***

Deep Sea Fisheries Division, Fisheries Agency, Council of Agriculture, No. 1, Fishing Harbour N. 1st Rd., Chien Cheng District, 80672 Taiwan, R.O.C. Kaohsiung, TAIPEI CHINOIS  
Tel: +886-7-823-9866, Fax: +886-7-815-8278, E-Mail: jungchun@msl.fg.gov.tw

**Hsia, Tracy, Tsui-Feng**

Specialist, Overseas Fisheries Development Council, No. 19, Lane 113, Sec.4 Roosevelt Road, 106, TAIPEI CHINOIS  
Tel: +886 2 2738 1522; Ext 111, Fax: +886 2 2738 4329, E-Mail: tracy@ofdc.org.tw

***OBSERVATEURS D'ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES***

**Federation of European Aquaculture Producers (FEAP)**

**Recabarren, Pablo**

Federation of European Aquaculture Producers - FEAP, Rue de Paris 9, B- 4020 Liège, BELGIQUE  
Tel: +336 1005 3176, Fax: +331 74180086, E-Mail: par@atlantis-ltd.com

**Federation of Maltese Aquaculture Producers (FMAP)**

**Caruana, Joseph**

Director, Fish & Fish Ltd, Dawret Ghaxaq, Diamantina Triq il-Girna (II-Bidnija), San Pawl II Bahar, MALTA  
Tel: +356 9949 4581, Fax: +356 21 809462, E-Mail: joseph.caruana@ffmalta.com; joshep@ffmalta.com

**Deguara, Simeon**

Research and Development Coordinator, Federation of Maltese Aquaculture Producers - FMAP, 54, St. Christopher Str.VLT 1462 Valletta, MALTE  
Tel: +356 21223515, Fax: +356 2124 1170, E-Mail: sdegua@ebcon.com.mt

**Ellul, Saviour**

Managing Director, Malta Fishfarming Ltd., Triq I-Industrija, Kirkop ZRQ 10 Malta, KKP9023 Kirkop, MALTE  
Tel: +356 7949 3024, Fax: +356 2168 5075, E-Mail: sellul@ebcon.com.mt

**GREENPEACE**

**Losada Figueiras, Sebastián**

Oceans Policy Adviser, Greenpeace International, c/San Bernardo, 107, 28015 Madrid, ESPAGNE  
Tel: +34 91 444 1400, Fax: +34 91 447 1598, E-Mail: slosada@greenpeace.org

**Mielgo Bregazzi, Roberto**

c/ San Sebastian 53, 28212 Navalagamella, Madrid, ESPAGNE  
Tel: +34 650 377698, Fax: , E-Mail: romi.b.re@hotmail.com

**OCEANA**

**Cornax Atienza, María José**

Fundación Oceana Europa, c/ Leganitos, 47 - 6º, 28013 Madrid, ESPAGNE  
Tel: +34 911 440880, Fax: +34 911 440 890, E-Mail: mcornax@oceana.org

**PEW ENVIRONMENT GROUP**

**Baske, Adam**

Pew Environment Group, 901 E Street. NW 10th Floor, Washington DC 20004, ÉTATS-UNIS  
Tel: +1 202 255 5860, Fax: +1 202 482 4307, E-Mail: abaske@pewtrusts.org

**Fabra, Adriana**

Pew Environment Group, Girona 85, 3, 08009 Barcelona, ESPAGNE  
Tel: +34 655 770442, Fax: , E-Mail: afabra@yahoo.es

**Marrero, Marta**

Pew Environment Group, 60 rue de la Tourelle, 1040 Brussels, BELGIQUE  
Tel: +32 4851 52061, Fax: +1 202 552 2299, E-Mail: martamarrerom@gmail.com

**Mediterranean World Wide Fund for Nature (WWF)**

**Tudela Casanovas, Sergi**

WWF Mediterranean Programme Office Barcelona, c/ Carrer Canuda, 37 3er, 08002 Barcelona, ESPAGNE  
Tel: +34 93 305 6252, Fax: +34 93 278 8030, E-Mail: studela@atw-wwf.org

\*\*\*\*\*

**Secrétariat de l'ICCAT**

C/ Corazón de María, 8 – 6ª planta, 28002 Madrid, Espagne  
Tel : + 34 91 416 5600, Fax +34 91 415 2612, E-Mail : info@iccat.int

**Meski**, Driss  
**Ochoa de Michelena**, Carmen  
**Cheatle**, Jenny  
**Campoy**, Rebecca  
**Fiz**, Jesús  
**García Piña**, Cristóbal  
**García-Orad**, María José  
**Pinet**, Dorothée  
**Peña**, Esther  
**Porto**, Gisela

*Interprètes*

**Faillace**, Linda  
**Hof**, Michelle  
**Liberas**, Christine  
**Meinecke**, Mónica  
**Meunier**, Isabelle  
**Sánchez del Villar**, Lucia

**Appendice 3**

**SCHEMA D'ALLOCATION POUR LE THON ROUGE DE L'EST AU TITRE DE 2011  
[COC 006/i2011]**

À la demande du Président du Comité d'application, le Secrétariat a élaboré le tableau ci-dessous qui reflète le schéma d'allocation pour le thon rouge au titre de 2011. Ce tableau se fonde sur la Recommandation 08-05 de l'ICCAT (paragraphe 15 relatif au report de 2009 à 2011) et sur la Recommandation 10-04 de l'ICCAT (paragraphe 8).

CPC	2011 <i>Rec. 10-04</i>	%	Quotas ajustés 2011	Notes 2011
Albanie	32,3	0,2506266	32,3	
<b>Algérie*</b>	138,46	1,0733333	228,46	+90
Chine (Rép. pop.)	36,77	0,2850125	36,77	
Croatie	376,01	2,9148371	376,01	
Egypte	64,58	0,5006266	64,58	
Union européenne	7.266,41	56,328772	5.756,41	-1510
<b>Islande</b>	29,82	0,2311278	78,82	+49
Japon	1.097,03	8,504110	1.097,03	
Corée	77,53	0,6010025	77,53	
Libye	902,66	6,9973935	902,66	
<b>Maroc</b>	1.223,07	9,481153	1.238,33	+15,26
Norvège*	29,82	0,231128	29,82	
<b>Syrie</b>	32,33	0,250627	82,05	+49,72
Tunisie	1.017,56	7,888070	860,18	-157,38t
Turquie*	535,89	4,154160	535,89	
<b>Taipei chinois</b>	39,75	0,308170	106,05	+66,3
<b>TOTAL</b>	12899,99		11.502,89	

\*Objection à la Rec. 10-04

**Gras = réduction volontaire de 2009 ajoutée au quota de 2011**

**PLANS DE PECHE, D'INSPECTION ET DE REDUCTION DE LA CAPACITE  
PRESENTES CONFORMEMENT A LA REC. 10-04 [COC-004/I2011]**

**ALGÉRIE**

**Plans de pêche, d'inspection et de gestion des capacités relatifs à l'exploitation du thon rouge (*Thunnus thynnus*) dans les eaux sous juridiction algérienne au titre de l'année 2011**

**Références législatives et réglementaires**

Les mesures de gestion et de contrôle de la pêche au thon rouge dans les eaux sous juridiction algérienne procèdent des dispositions contenues dans les recommandations adoptées par l'ICCAT et ont été transposées dans la législation et la réglementation algériennes suivantes :

- la Loi n° 01-11 relative à la pêche et à l'aquaculture, promulguée le 03 juillet 2001 ;
- le Décret Exécutif n° 03-481, du 13 décembre 2003, fixant les conditions et les modalités d'exercice de la pêche ;
- l'Arrêté Ministériel du 12 juin 2005 relatif au permis et à l'autorisation de pêche.

Plus récemment, sur la base des exigences de la recommandation 08-05 amendée par la recommandation 09-06 de l'ICCAT portant sur un plan de redressement de la pêcherie du thon rouge de l'Atlantique Est et de la méditerranée, un arrêté ministériel instituant des quotas de pêche au thon rouge pour les navires battant pavillon national exerçant dans les eaux sous juridiction nationale et fixant les modalités de leur répartition et de leur mise en œuvre, a été promulgué le 19 avril 2010.

**Plan de pêche annuel*****Flottille de pêche***

Les navires de capture qui seront autorisés à exercer la pêche au thon rouge dans les eaux sous juridiction algérienne, au titre de l'année 2011 seront désignés selon la procédure administrative définie par l'arrêté du 19 avril 2010 sus-cité, parmi ceux qui sont inclus dans le registre ICCAT.

Le nombre de navire sera arrêté à concurrence du quota de l'Algérie et en fonction des estimations du SCRS des prises potentielles par type de navire.

***Gestion des quotas***

Le quota national de 2011, augmenté de 90 tonnes (la part du quota de 2009 transférée à 2011 (cf. circulaire de l'ICCAT n° 365/2011) sera réparti entre la flottille de thoniers et la flottille côtière artisanale qui pêche accessoirement et accidentellement le thon rouge.

En effet, en l'absence de pêche sportive / récréative de thon rouge en Algérie, cette espèce n'est ciblée activement que par la flottille nationale de thoniers portés sur le registre ICCAT des navires.

La Commission nationale regroupant les représentants du Ministère de la Défense National (Service National des Gardes Côtes), du Ministère des Transports du Ministère de la Pêche, instituée en vertu de l'arrêté du 19 avril 2010 sus-cité est chargée de répartir les quotas de pêche au thon rouge conformément aux conditions fixées par la législation et la réglementation en vigueur.

Ainsi, les quotas individuels pour les navires thoniers seront arrêtés sur la base des meilleurs taux de capture estimés par le SCRS pour les différents types de navires.

### ***Conditions d'exercice de la pêche***

#### ***a- Zone de pêche***

Les navires nationaux seront autorisés à exercer cette activité dans la limite des eaux sous juridiction algérienne, regroupant les eaux intérieures, les eaux territoriales et les eaux de la Zone de Pêche Réservee (ZPR).

#### ***b- Autorisation de pêche***

Les navires devant prendre part à la campagne de pêche doivent obligatoirement avoir une autorisation de pêche conformément à la réglementation nationale en vigueur.

#### ***c- Pêche conjointe***

Les opérations de pêches conjointes sont interdites depuis 2010.

#### ***d- Affrètement***

Conformément au paragraphe 17 de la recommandation 08-05 de l'ICCAT, l'affrètement de navires pour la capture de thon rouge n'est plus autorisé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

### **Plan d'inspection**

#### ***Contrôleurs-observateurs***

##### ***a- Nationaux***

Les opérations de pêche seront suivies durant toute la campagne de pêche par deux contrôleurs observateurs (Administration des Pêches et des Gardes-côtes) qui seront embarqués à bord de chaque navire thonier.

##### ***b- Régionaux de l'ICCAT***

Les armateurs des thoniers senneurs de plus de 24 mètres sont tenus d'embarquer un observateur de l'ICCAT à bord de chaque thonier.

En cas de transfert de thon rouge vivant, le capitaine du navire doit s'assurer que les opérations de transfert sont suivies par une camera vidéo sous-marine, que l'enregistrement précise la date et l'heure du transfert et que les observateurs aient un accès au transfert par tous les moyens notamment les enregistrements vidéo.

### **VMS**

Les thoniers autorisés à prendre part à la campagne de pêche 2011 doivent être équipés d'une balise de détection. La transmission des données VMS est obligatoire pour tous les navires.

### ***Mécanisme de suivi des captures***

Tout capitaine de navire de pêche au thon rouge est tenu de communiquer, par voie électronique ou par tout autre moyen, à l'Administration chargée des pêches territorialement compétente et au Service National des Gardes-Côtes, un rapport hebdomadaire de capture, comportant les informations sur les captures, y compris les registres de capture nulle, la date et la localisation des captures, latitude et longitude.

Pour les navires thoniers de plus de 24 mètres, les capitaines doivent en plus, communiquer un rapport de capture journalier comportant notamment les informations sur les captures, la date et la localisation des captures à l'Administration chargée des pêches territorialement compétente et au Service National des Gardes-Côtes.

Ce système de communication des prises permet de suivre en temps réel le niveau de consommation des quotas individuels afin de s'assurer qu'il n'y ait pas dépassement du quota national.

Par ailleurs, tout capitaine de navire est tenu de conserver à bord un carnet de pêche au thon rouge

### ***Ports de débarquement***

10 ports de pêche ont été désignés pour le débarquement du thon rouge capturé au titre de la campagne de pêche de 2011.

Les Directeurs des pêches et des ressources halieutiques des wilayates dont relèvent les ports désignés (l'Administration chargée des pêches territorialement compétente) ont pour mission de superviser le déroulement de la totalité de la campagne de pêche et notamment de désigner des inspecteurs des pêches et de les dépêcher au niveau des ports retenus pour contrôler les débarquements de thon rouge.

### ***Système de documentation des captures***

A l'issue des opérations de pêche et dans le cas où l'armateur satisfait à l'ensemble des exigences réglementaires, techniques et administratives y afférentes, un document de capture de thon rouge (BCD) ICCAT est validé et lui est délivré.

### ***Plan de gestion de la capacité***

Sur la base des possibilités de pêche au thon rouge qui lui ont été allouées depuis 2003, l'Algérie a mis en œuvre un programme de développement d'un armement thonier national visant l'acquisition de 24 navires ciblant activement le thon rouge.

Ce programme de développement a été interrompu avant son achèvement étant donné que le seuil d'équilibre entre les capacités et les possibilités de pêche a été atteint en raison des réductions successives du TAC et des quotas de capture du thon rouge de l'Est opérées par l'ICCAT depuis 2006.

Ainsi, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, les pouvoirs publics ont suspendus le soutien financier qui était accordé pour l'acquisition de navires thoniers et n'autorisent plus l'investissement dans ce domaine sauf lorsqu'il s'agit d'un remplacement de navire.

De ce fait, il a été procédé depuis 2010 au gel de la capacité de pêche actuelle, laquelle, calculée sur la base des estimations de captures potentielles du SCRS, est conforme aux limites de captures allouées à l'Algérie.

## **CHINE**

### ***Plans de pêche, d'inspection et de réduction de la capacité***

Deux navires (Jin Feng No.1 et Jin Feng No.3) sont autorisés à pêcher temporairement du thon rouge à partir de la fin du troisième trimestre de cette année. La surveillance par système VMS, le marquage, la tenue de carnets de pêche, les rapports hebdomadaires et mensuels, la couverture intégrale d'observateurs et d'autres mesures relatives à la pêche du thon rouge seront mis en œuvre pendant toute la saison de pêche. Compte tenu du quota réduit alloué à la Chine, le nombre de navires de pêche a été réduit, passant de quatre à deux navires, afin de maintenir notre capture dans les limites du quota. En raison des mauvaises conditions maritimes pendant cette saison et afin de veiller à la sécurité des navires, les deux navires doivent pêcher en groupe et aucune réduction supplémentaire ne pourra être appliquée au titre de cette saison.

### ***Plan annuel de pêche***

Les navires Jin Feng No.1 et Jin Feng No.3 qui ont capturé du thon rouge en 2010 poursuivront leurs activités pendant la saison de pêche 2011 tel que mentionné ci-dessus. Étant donné que les deux navires, dont les informations d'enregistrement sont publiées en pièce jointe<sup>2</sup>, appartiennent au même armateur et compte tenu que le nombre de navires et que le quota de thon rouge sont faibles, aucun quota individuel ne sera alloué à aucun des navires. Les navires déclareront leurs prises chaque semaine tant à l'opérateur qu'aux autorités chinoises de la pêche. Les autorités surveilleront et contrôleront ensuite l'intégralité des prises des deux navires afin de garantir que la prise de thon rouge ne dépasse pas le quota de thon rouge alloué à la Chine au titre de la saison de pêche de 2011. Les navires sont priés de rejoindre immédiatement un port désigné lorsque le quota total est estimé avoir été épuisé.

---

<sup>2</sup> Liste de navires (CP01) non incluse

# CROATIE

## Plan de pêche de thon rouge au titre de 2011

En 2011, 20 navires au total seront autorisés à prendre part à la pêche de thon rouge à la senne. La liste des navires est fournie ci-dessous. Sur ce nombre, trois navires sont supérieurs à 40 m, 10 mesurent entre 24 et 40 m et sept sont inférieurs à 24 m. Un quota individuel sera alloué à chaque navire. Le quota individuel s'élèvera à 18,35 t. Le quota a été provisoirement alloué en parts égales du montant total à la flottille de senneurs pêchant le thon rouge. La Croatie a introduit le système de quota individuel transférable (ITQ) dans la pêcherie de thon rouge à la senne, permettant aux participants d'échanger les possibilités de pêche et de les regrouper. Si des changements sont ultérieurement apportés à la liste des navires, ceux-ci seront communiqués immédiatement au Secrétariat de l'ICCAT, conformément aux recommandations de l'ICCAT.

### Plan de pêche de thon rouge

Longueur hors-tout des senneurs de BFT	N° de senneurs de BFT	Quota individuel pour chacun
<24 m	7	18,35 t
24 – 40 m	10	18,35 t
>40 m	3	18,35 t

### Liste de navires

N°	Nom du navire	N° ICCAT
1.	BOŽO	AT000HRV00048
2.	CEZAR	AT000HRV00109
3.	DINKO	AT000HRV00047
4.	EVA	AT000HRV00049
5.	FULIJA	AT000HRV00004
6.	HRVATSKI USPJEH	AT000HRV00007
7.	JADRAN I	AT000HRV00030
8.	KALI	AT000HRV00037
9.	KALI DVA	AT000HRV00011
10.	LUBIN	AT000HRV00012
11.	MARINERO II	AT000HRV00027
12.	MARITUNA	AT000HRV00045
13.	MOLO	AT000HRV00044
14.	NAPREDAK	AT000HRV00018
15.	NEPTUN I	AT000HRV00134
16.	NEPTUN II	AT000HRV00140
17.	PONOS	AT000HRV00058
18.	PREKO	AT000HRV00021
19.	SARDINA I	AT000HRV00133
20.	TULJAN	AT000HRV00024

Le respect du quota individuel sera garanti grâce aux mesures de suivi, contrôle et surveillance, comme cela a été stipulé dans le plan d'inspection, ainsi qu'au moyen de vérifications croisées du ROP et de vérifications des données. Comme chaque navire doit communiquer avec le centre de suivi de la pêche (FMC) pour recevoir l'autorisation de mise en cage, il sera rappelé au port lorsqu'il sera jugé que son quota individuel est épuisé. Les vérifications croisées des données consignées dans les rapports de capture, les demandes d'autorisation de transfert dans les cages de transport, les déclarations de transfert, les demandes d'autorisation de mise en cages, les déclarations de mise en cages, le filmage sous-marin, le système VMS, le ROP, le programme d'observateurs nationaux, ainsi que les rapports d'inspection seront menés à bien. Toutes les dispositions pertinentes des Recommandations de l'ICCAT régissant ces questions ont déjà été entièrement mises en œuvre en Croatie (détails communiqués antérieurement), et des sections pertinentes ont été décrites avec plus de détails dans le Plan d'inspection qui a été soumis.

Un quota a été alloué à 15 navires opérant à la ligne à main. Compte tenu de la taille de cette flottille et de son caractère artisanal, le quota total de 6 t a été alloué à ce segment. Le quota alloué s'est basé sur les registres antérieurs et l'intensité de l'activité. La pêche à la ligne à main a été fermée du 1<sup>er</sup> janvier au 15 février.

Trois tonnes additionnelles ont été allouées à la pêche sportive et récréative, et seront individuellement allouées à des tournois organisés et confirmés. Une inspection aura lieu lors de tous ces tournois, comme cela a été indiqué dans le plan d'inspection.

Il est prévu de lancer une étude en 2011 visant à mieux estimer le nombre et la taille des poissons entrant dans les cages. Celle-ci impliquera des activités à la mise en cages, et les autorités compétentes ont démarré des discussions sur la mise en œuvre de méthodes alternatives à l'échantillonnage direct. Les débats initiaux ont donné lieu à des définitions de base des observations sous-marines qui doivent être réalisées afin de mettre en œuvre le programme. Les détails du programme, ainsi que les résultats, seront envoyés au SCRS dès qu'ils seront disponibles.

## **Plan d'inspection du thon rouge de la Croatie au titre de 2011**

### ***Cadre de base***

Le contrôle et le suivi des activités de pêche au sein de la République de Croatie sont régis par plusieurs lois et réglementations portant sur leur mise en œuvre. Le document juridique central dans ce domaine est la Loi sur les pêcheries marines, qui définit les activités et les actions jugées être des infractions à la politique de la pêche et qui établit les organes administratifs et les fonctionnaires de l'Etat habilités à mener des activités d'inspection.

### ***Ressources humaines et techniques***

L'inspection de la pêche est assurée par les inspecteurs de la pêche du Ministère de l'Agriculture, de la pêche et du développement rural (MAFRD), les fonctionnaires du Ministère des Affaires internes (MIA), les inspecteurs du Ministère de la mer, du transport et de l'infrastructure (MSTI), ainsi que la garde côtière.

La loi sur la garde côtière (OG 109/07) a fourni la base juridique pour l'établissement de la garde côtière de la République de Croatie. Selon cette loi, la garde côtière coopère avec tous les organes administratifs étatiques chargés d'éléments spécifiques de surveillance et de contrôle en mer. Toutes les activités conjointes liées à l'inspection des pêcheries sont planifiées et coordonnées avec le consentement du MAFRD. La coordination centrale a lieu tous les trois mois, au niveau ministériel, et tous les 15 jours au niveau local. Les priorités de la période à venir sont décidées à ce moment-là, ainsi que le programme de formation des inspecteurs et la coopération opérationnelle entre les différents services. Toutes les activités des différents organes sont coordonnées au niveau de la coordination centrale.

La mise en œuvre des actions convenues au niveau de la coordination centrale est davantage renforcée et décidée dans le détail au niveau local (coordination régionale). Les coordinations régionales sont dirigées par les responsables de l'autorité portuaire, et un représentant du MAFRD doit obligatoirement en faire partie. Les actions conjointes visant au contrôle des pêcheries sont entreprises en plein accord avec le représentant du MAFRD. A ce niveau, le personnel technique discute et décide des actions qui doivent être menées en coordination avec différents organes. Ce système a été établi dans le but de maximiser l'utilisation des ressources disponibles.



Les tâches d'inspection spécifiques des pêcheries sont planifiées sur une base annuelle, des révisions et des modifications ayant lieu tous les trois mois. Les récentes activités de la Direction des pêcheries (DoF) portent sur la mise au point de rapports électroniques après chaque contrôle, qui sont ensuite intégrés dans une base de données, un résumé pouvant être consulté dans cette base. Les rapports peuvent être utilisés par tous les organismes d'inspection autorisés (police maritime, garde côtière, autorités portuaires), ce qui fournit donc un système centralisé permettant un suivi des infractions et un registre utile du nombre de contrôles et d'infractions enregistrés. La base de données est reliée au registre des flottilles et des licences, au registre des premiers acheteurs et à la base de données sur les données de capture et de débarquement, ainsi que de VMS, ce qui assure ainsi la qualité des vérifications croisées. La base de données est actuellement en cours de création et de structuration et il est envisagé, dans sa phase de test initial, des tests pour les services consacrés à l'inspection des pêcheries.

Afin de garantir une approche uniforme de tous les organes impliqués dans l'inspection des pêcheries, la DoF élabore actuellement le manuel d'inspection des pêcheries, incluant la liste des espèces et les dispositions pertinentes des réglementations nationales et internationales régissant la gestion des ressources. Il contient également une description du comportement et des procédures à suivre lors de l'inspection des pêcheries.

Etant donné que la Croatie a déjà mis en œuvre le VMS, et comme la police maritime, la garde côtière et les inspections des pêcheries couvrent les eaux maritimes au moyen de patrouilleurs, il est prévu que ce système garantira un suivi, une surveillance et un contrôle efficaces. En termes de contrôle au débarquement, la Croatie a désigné les ports pour le thon rouge.

Les dispositions de la Loi sur les pêcheries marines, couvrant des mesures de conservation et de gestion, ainsi que des questions de suivi, contrôle et surveillance de tous les éléments relatifs à ce secteur de la politique de la pêche, s'appliquent à la fois au niveau du territoire et au niveau national. Son domaine d'application est les eaux maritimes de la Croatie, mais elle s'applique également à tous les ressortissants croates et aux navires battant son pavillon, indépendamment de la zone d'activité. La Croatie a mis en œuvre l'exigence du VMS en ce qui concerne tous les navires se livrant à des opérations mettant en cause le thon rouge. Le VMS est contrôlé à tout moment au centre de suivi de la pêche (FMC), permettant aux opérateurs de vérifier les points d'opération, de débarquement ou transfert qui garantiront une couverture intégrale des activités. Les services compétents autorisés peuvent consulter les données de VMS afin de réaliser des inspections et des contrôles dans le cadre de stricts protocoles de confidentialité. Des protocoles d'entente ont été signés entre les services impliqués.

#### ***Ressources à utiliser dans les contrôles de thon rouge en 2011***

En 2011, au total, 20 inspecteurs certifiés des pêcheries, assistés de trois patrouilleurs, seront opérationnels. En outre, quatre vedettes gardes-côtes avec leur équipage (au total, 97 membres d'équipage sur lesquels 22 sont autorisés à réaliser des inspections des pêcheries) seront opérationnelles en 2010, tout comme des patrouilleurs de la police maritime avec leur équipage. Au total, sept navires appartenant à la police maritime seront opérationnels, avec au total 42 membres d'équipage. Dix-huit inspecteurs des autorités portuaires participeront au contrôle du thon rouge, ainsi que quatre navires du MSTI.

#### **Liste des navires – Inspection des pêcheries par MAFRD**

<i>Nom</i>	<i>Immatriculation</i>	<i>Zone de déploiement</i>
Jastog	RH-100-ST	Adriatique
Inćun	RH-99-ZD	Adriatique
Periska	RH-20-PU	Adriatique

#### **Liste des navires – Police maritime**

<i>Nom du navire</i>	<i>Equipage total</i>	<i>Zone de déploiement</i>
p/b „Pazin“, P-201	7	Adriatique
p/b „Trsat“, P206, RH 26 RK	7	Adriatique
p/b „Škabrnja“, P-204, 202 ZD	7	Adriatique
p/b „Sveti Nikola Tavelić“, P-102	7	Adriatique
p/b „Sveti Mihovil“, P-101	7	Adriatique
p/b „Sveti Rok“, P-205	7	Adriatique

\*p/b – patrouilleur

**Liste des navires – Garde-côtière**

<i>Nom du navire</i>	<i>MMSI</i>	<i>ICS</i>	<i>Zone de déploiement</i>
ŠB-72 „Andrija Mohorovičić“	238319840	9AA3731	Adriatique
OB-01 „Novigrad“	238319940	9AA3732	Adriatique
OB-02 „Šolta“	238320040	9AA3733	Adriatique
OB-03 „Cavtat“	238320140	9AA3734	Adriatique

**MMSI: IDENTITÉS DU SERVICE MARITIME MOBILE****Liste des navires – Ministère de la mer, du transport et de l'infrastructure (autorités portuaires)**

<i>Nom du navire</i>	<i>Zone de déploiement</i>
Pojišan	Adriatique
Vid	Adriatique
Danče	Adriatique
Šibenik	Adriatique

**Moyens budgétaires alloués pour le contrôle des pêcheries (en HRK), nombre de personnes participant au contrôle des pêcheries et leur répartition entre les différentes autorités**

Le budget pour toutes les activités d'inspection et services autorisés pour mener des inspections est alloué à l'intérieur de différentes rubriques du Budget de l'Etat adopté par le Parlement croate. Une rubrique budgétaire particulière pour l'équipement et l'appui technique à l'inspection des pêcheries du MAFRD a été introduite, d'un montant total de 4.250.000,00 HRK. En plus de ce montant, le budget alloué aux traitements des fonctionnaires employés à l'inspection des pêcheries du MAFRD en 2011 s'élève à 2.800.000 HRK. D'autres fonds sont alloués par d'autres organes administratifs étatiques chargés de l'inspection. Le total des fonds alloué par d'autres organes administratifs étatiques est plus élevé, étant donné qu'ils sont responsables d'autres activités, en plus des pêcheries. Toutefois, sur la base du pourcentage alloué, il est estimé qu'une allocation budgétaire globale se chiffre à environ 30 millions de HRK (environ 3,5 millions d'Euros).

En vertu de la Loi sur les pêcheries marines, un inspecteur des pêcheries certifié doit être titulaire d'un diplôme universitaire en sciences halieutiques ou sciences connexes et posséder au moins trois ans d'expérience professionnelle. En outre, il faut passer un concours d'inspecteur des pêcheries pour devenir un inspecteur des pêcheries indépendant. Il est prévu que, dans le cadre de la coopération avec d'autres organes administratifs étatiques, tout le personnel participant à l'inspection des pêcheries suive le même programme de formation. La DoF du MAFRD est en train d'élaborer le programme de formation destiné aux inspecteurs des pêcheries certifiés, mais il est envisagé d'appliquer le même programme à d'autres organes administratifs étatiques autorisés à mener à bien des inspections des pêcheries. Le programme prévoit des dispositions de base sur les éléments juridiques régissant les pêcheries, la formation à l'application du système VMS et ses utilisations, la formation à la base de données électroniques aux fins de l'inspection et la formation aux dispositions pertinentes des acquis. Il est prévu que les représentants de tous les organes administratifs étatiques y participent et que chaque cours de formation soit répété deux ou trois fois afin de garantir la meilleure couverture.

**Ports désignés**

La liste des ports désignés pour les débarquements de thon rouge a été communiquée à la Commission. Les ports seront intégralement couverts par les inspecteurs pertinents des autorités portuaires et des inspecteurs des pêcheries réaliseront en outre des contrôles ciblés.

**Fermes**

Toutes les activités des fermes (mise en cages, mise à mort) seront couvertes dans toutes les fermes. Il s'agit de :

- AT001HRV0000 „Kali tuna“ d.o.o.
- AT001HRV00006 „Sardina“ d.o.o.
- AT001HRV00001 „Drvenik tuna“ d.o.o.
- AT001HRV00008 „Jadran tuna“ d.o.o.
- AT001HRV00009 „Zadar tuna“ d.o.o.
- AT001HRV00007 „Bepina Komerc“ d.o.o.

**Contrôle des prises des senneurs**

<i>Zone de contrôle</i>	<i>Objectif du contrôle</i>	<i>Nb visé de contrôles</i>
Eaux territoriales de la Croatie	documentation et captures, zones d'arrimage, taux de mortalité	20
En dehors des eaux territoriales de la Croatie	documentation et captures, zones d'arrimage, taux de mortalité	20

**Remorqueurs**

<i>Objectif du contrôle</i>	<i>Nb visé de contrôles</i>
Taille dans la cage de remorquage	20
Mortalité pendant le remorquage	20
Documentation	30

**Fermes**

<i>Objectif du contrôle</i>	<i>Nb visé de contrôles</i>
Transfert dans la cage	50
Origine des poissons	50
Quantité et taille	50
BCD et autre documentation	50

**Pêcherie sportive et récréative**

<i>Objectif du contrôle</i>	<i>Nb visé de contrôles</i>
Tournois	10
Exigences de l'ICCAT	50
Contrôles des licences	50
Contrôles des captures	50

**Contrôle de la capture – engins à la ligne et à l'hameçon**

<i>Objectif du contrôle</i>	<i>Nb visé de contrôles</i>
Exigences de l'ICCAT	50
Licences et autorisations	50
Captures	50

**Marchés**

<i>Objectif du contrôle</i>	<i>Nb visé de contrôles</i>
Documentation de la capture	100
Autres (taille, origine)	100

**Plan de capacité de la Croatie**

Catégorie	Taux de capture	N° 2008	N° 2009	N° 2010	N° 2011	N° 2012	N° 2013	Cap2008	Cap2009	Cap2010	Cap2011	Cap2012	Cap2013
PS 40	70,66	3	5	5	3	2	2	211,98	353,3	353,3	211,98	141,32	141,32
PS 24-40	49,78	30	34	21	10	4	3	1493,4	1692,52	1045,38	497,8	199,12	149,34
PS 24	33,68	31	24	13	7	3	2	1044,08	808,32	437,84	235,76	101,04	67,36
LL 24-40	5,68							0	0	0	0	0	0
LL 24	5							0	0	0	0	0	0
HL	5	16	19	16	15	14	12	80	95	80	75	70	60
BB	19,8	4						79,2	0	0	0	0	0
TOTAL		84	82	55	35	23	19						
TOTAL PS		64	63	39	20	9	7	2908,66	2949,14	1916,52	1020,54	511,48	418,02
				24	19	11	2						
	<b>REDUCTION</b>	0,394464											
	Réduction 2011		0,750696										
	Réduction 2012		0,953092										
	Réduction 2013		0,990251										

## ÉGYPTE

### Plan égyptien pour la saison de pêche de thon rouge de 2011

#### *Opérations et navire de pêche de thon rouge*

Conformément au schéma d'allocation ICCAT pour la saison de pêche 2011, l'Égypte a un quota annuel de 64,58 t de capture de thon rouge de la mer Méditerranée pendant la saison 2011.

#### *L'Égypte a adopté le plan suivant :*

- Le quota de 64,58 t sera capturé par un seul navire de pêche. Le nom du navire est le *Seven Seas*, et il figure sur le Registre ICCAT sous le numéro AT000EGY00003.
- L'engin de pêche est la senne.
- La période autorisée s'étend du 15 mai au 15 juin 2011.

#### *Gestion du quota*

- L'intégralité du quota de 64,58 t est allouée à un seul navire (*Seven Seas*).
- Aucune opération de pêche conjointe ne sera autorisée.
- La pêche aura lieu dans les eaux territoriales et la ZEE égyptiennes, dans la mer Méditerranée (26°-34° E).

#### *Ports autorisés*

Deux ports seront autorisés à être utilisés pour le thon rouge, à savoir :

- 1) Le port de pêche *El MeAdia* pour le débarquement pendant la saison de pêche de thonidés.
- 2) Le port commercial d'Alexandrie pour les transbordements.

#### **Mesures de contrôle**

Cinq observateurs nationaux provenant des autorités égyptiennes compétentes assisteront aux activités de pêche, comme suit :

- Trois observateurs spécialistes des pêcheries seront embarqués pendant les opérations de pêche afin d'effectuer un suivi de la capture, de consigner les données requises et de veiller au respect des recommandations de l'ICCAT.
- Deux observateurs stationneront dans les ports pour effectuer un suivi de la capture et examiner les rapports des observateurs embarqués.
- En cas de non application du présent plan ou d'une recommandation de l'ICCAT par le navire de pêche, le code pénal sera appliqué.
- En raison des conditions difficiles que connaît l'Égypte ces derniers temps, aucun observateur étranger ne peut être accepté ; en outre, le navire ne sera pas autorisé à se livrer à la pêche au thon au cours des deux prochaines saisons. En cas de récidive de la non-application, ce navire ne sera plus autorisé à prendre part aux pêcheries thonières.

## UNION EUROPEENNE

### Plan annuel de pêche

#### Contexte

L'Union européenne a adopté le Règlement (CE) N° 302/2009 du Conseil <sup>3</sup> du 6 avril 2009 transposant dans le droit communautaire la *Recommandation de l'ICCAT visant à l'établissement d'un programme pluriannuel de rétablissement pour le thon rouge de l'Atlantique Est et de la Méditerranée* [Rec. 08-05].

Comme suite à la *Recommandation de l'ICCAT pour amender la Recommandation de l'ICCAT visant à l'établissement d'un programme pluriannuel de rétablissement pour le thon rouge de l'Atlantique Est et de la Méditerranée* [Rec. 10-04] adoptée à la réunion annuelle de l'ICCAT de 2010 tenue à Paris, l'Union européenne est en train d'amender le Règlement (CE) N° 302/2009 du Conseil dans le but de transposer la Recommandation ICCAT 10-04 dans le droit communautaire. En vertu de la Recommandation 10-04, le quota de l'UE au titre de 2010 sera de 7.266,41 t.

L'Union européenne a distribué son quota entre les États membres et a appliqué la décision de remboursement telle que définie au paragraphe 16b de la Recommandation 10-04.

Pendant la campagne de pêche de thon rouge de 2011, l'Union européenne va mettre en œuvre un programme exhaustif de contrôle et d'inspection qui est reflété dans le plan d'inspection de l'UE.

#### Détails spécifiques

Conformément aux Recommandations de l'ICCAT 08-05, 09-06 et 10-04, l'Union européenne a :

- a élaboré un plan annuel de pêche identifiant les navires de capture de plus de 24 mètres et leurs quotas individuels associés. Les quotas individuels ont été alloués à tous les senneurs indépendamment de leur longueur. Une liste des navires (91) et leurs quotas individuels correspondant sont joints à l'Annexe 1.
- Tous les senneurs de plus de 24 mètres se sont vu allouer un quota individuel supérieur au taux de capture du SCRS tel qu'adopté par la Commission pour estimer la capacité de la flottille.
- a attribué un quota de 2.136 t pour les secteurs suivants :
  - o Madragues : 1.028t
  - o Navires artisanaux (<24m) : 321t
  - o Palangriers (<24m) : 637t
  - o Canneurs (<24m) : 98t
  - o Chalutiers (<24m) : 52t
- a autorisé 441 « navires de capture », ce qui représente une différence de 163 navires en moins aux navires inclus dans le plan de gestion de la capacité,
- a autorisé 10 madragues, ce qui représente une diminution de leur nombre,
- a attribué un quota de 63 t aux fins de la pêche sportive et récréative,
- a alloué un quota spécifique de 60 t pour les prises accessoires de thon rouge,
- dispose d'un volume non-alloué de 61 tonnes.
- a présenté un plan d'inspection complémentaire couvrant toutes les pêcheries de thon rouge en vue de répondre aux exigences de contrôle de la pêche.

L'Union européenne réalise un suivi en temps réel de la pêcherie du thon rouge et s'engage à prendre les mesures nécessaires pour assurer le respect intégral de la Recommandation [10-04] de l'ICCAT et notamment celles relatives aux quotas.

<sup>3</sup> JO L 96, 15.04.2009, p.1

**Annexe 1**

<i>Pavillon</i>	<i>Numéro ICCAT</i>	<i>Nom du navire</i>	<i>LOA</i>	<i>Type de navire</i>	<i>Quota</i>
CYP	ATEU0CYP00003	QUEEN IRENE	26,5	PALANGRIER	4.700
MLT	ATEU0MLT00004	SALVATUR VI	24,2	PALANGRIER	505
MLT	ATEU0MLT00001	TA MATTEW	27	SENNEUR	50.5
ESP	ATEU0ESP01248	GRANT DEL MAR	24,5	LIGNEUR	6.666
ESP	ATEU0ESP00380	SIEMPRE KALIMA	25,7	PALANGRIER	12.001
ESP	ATEU0ESP00006	AGUSTIN DEUNA	36,2	CANNEUR	4.539
ESP	ATEU0ESP00038	ARRANTZALE	32,0	CANNEUR	31.600
ESP	ATEU0ESP00496	ATTONA DOMINGO	33,3	CANNEUR	27.058
ESP	ATEU0ESP00497	AZKOITIA	33,0	CANNEUR	2.891
ESP	ATEU0ESP00052	BERRIZ AVE MARIA	35,6	CANNEUR	1.948
ESP	ATEU0ESP00054	BERRIZ IRIGOIEN	35,6	CANNEUR	3.222
ESP	ATEU0ESP00358	BERRIZ MATUTINA	30,9	CANNEUR	24.295
ESP	ATEU0ESP00056	BETI AINGERU	33,3	CANNEUR	2.127
ESP	ATEU0ESP00059	BETI PIEDAD	36,0	CANNEUR	3.466
ESP	ATEU0ESP00061	BETI SAN LUIS	28,5	CANNEUR	4.134
ESP	ATEU0ESP00067	BUSTILLO DONOSTI	31,5	CANNEUR	9.161
ESP	ATEU0ESP00103	ERMITA PILAR	29,9	CANNEUR	3.309
ESP	ATEU0ESP00307	GUADALUPECO AMA	31,5	CANNEUR	22.837
ESP	ATEU0ESP00503	GURE AITA JOXE	32,0	CANNEUR	7.428
ESP	ATEU0ESP00130	GURE AMUITZ	28,0	CANNEUR	20.037
ESP	ATEU0ESP00504	GURE GOGOA	37,0	CANNEUR	2.521
ESP	ATEU0ESP00134	GURE SAN AGUSTIN	30,1	CANNEUR	6.918
ESP	ATEU0ESP00150	IRIGOYEN BERRIA	35,5	CANNEUR	3.292
ESP	ATEU0ESP00152	ITSAS EDER	31,0	CANNEUR	34.763
ESP	ATEU0ESP00506	ITSAS LAGUNAK	33,5	CANNEUR	15.301
ESP	ATEU0ESP00507	IZASKUN BERRIA	36,0	CANNEUR	5.842
ESP	ATEU0ESP00166	KALAMUA BI	31,6	CANNEUR	3.392
ESP	ATEU0ESP00167	KANTABRIKO BERRIA	36,0	CANNEUR	1.998
ESP	ATEU0ESP00168	KAXIMIRONA	33,5	CANNEUR	3.393
ESP	ATEU0ESP00170	KUKU ARI	31,5	CANNEUR	23.714
ESP	ATEU0ESP00125	LAU ANAYAK	28,0	CANNEUR	1.276
ESP	ATEU0ESP00179	LUIS BARRANKO	26,7	CANNEUR	34.384
ESP	ATEU0ESP00182	MADRE CONSUELO	31,5	CANNEUR	2.422
ESP	ATEU0ESP00185	MADRE LITA	29,9	CANNEUR	3.616
ESP	ATEU0ESP00191	MANUEL PADRE SEGUNDO	31,5	CANNEUR	4.818
ESP	ATEU0ESP00200	MARCELINA LECUE	29,9	CANNEUR	5.597
ESP	ATEU0ESP00204	MARIÑELAK	36,0	CANNEUR	6.206
ESP	ATEU0ESP00511	MATER BI	37,0	CANNEUR	2.705
ESP	ATEU0ESP00226	MONTSERRAT BERRIA	32,5	CANNEUR	4.728
ESP	ATEU0ESP00231	NOCHE DE PAZ	30,5	CANNEUR	4.064
ESP	ATEU0ESP00235	NUESTRA MADRE JUANITA	28,0	CANNEUR	2.263
ESP	ATEU0ESP00513	NUESTRO PADRE TONINO	31,0	CANNEUR	1.560
ESP	ATEU0ESP00238	NUEVO AIRES ASON	28,5	CANNEUR	3.175
ESP	ATEU0ESP00247	NUEVO COLLADO LINDO	29,1	CANNEUR	2.601
ESP	ATEU0ESP00251	NUEVO ERREÑEZUBI	34,4	CANNEUR	3.996

## RÉUNION INTERSESSION DU COC 2011 - BARCELONE

ESP	ATEU0ESP00256	NUEVO HORIZONTE ABIERTO	30,0	CANNEUR	19.005
ESP	ATEU0ESP00259	NUEVO JOSE DAVID	27,2	CANNEUR	3.378
ESP	ATEU0ESP00263	NUEVO LIBE	34,4	CANNEUR	5.414
ESP	ATEU0ESP00277	NUEVO PANELO VILLA	30,0	CANNEUR	1.578
ESP	ATEU0ESP00290	NUEVO TORRE QUITINA	32,5	CANNEUR	4.678
ESP	ATEU0ESP00300	ONDARZABAL	31,6	CANNEUR	3.330
ESP	ATEU0ESP01112	ONGI ETORI	33,0	CANNEUR	3.672
ESP	ATEU0ESP00309	PEDRO JOSE BERRIA	34,4	CANNEUR	3.408
ESP	ATEU0ESP00317	PITTAR	28,0	CANNEUR	20.837
ESP	ATEU0ESP00356	SAN ANTONIO BERRIA	34,8	CANNEUR	1.977
ESP	ATEU0ESP00522	SAN FERMIN BERRIA	33,3	CANNEUR	20.891
ESP	ATEU0ESP00360	SAN PRUDENTZIO BERRIA	36,0	CANNEUR	5.287
ESP	ATEU0ESP00361	SAN ROQUE DIVINO	29,0	CANNEUR	2.773
ESP	ATEU0ESP00362	SANTA LUZIA HIRU	31,2	CANNEUR	4.154
ESP	ATEU0ESP00363	SANTANA BERRIA	36,0	CANNEUR	16.708
ESP	ATEU0ESP00382	SIEMPRE PECO	27,0	CANNEUR	1.762
ESP	ATEU0ESP00388	STELLA MARIS BERRIA	32,0	CANNEUR	3.129
ESP	ATEU0ESP00400	TUKU TUKU	32,0	CANNEUR	27.052
ESP	ATEU0ESP00401	TXINGUDI	31,6	CANNEUR	20.467
ESP	ATEU0ESP00172	LA FRAU DOS	34,6	SENNEUR	185.890
ESP	ATEU0ESP00173	LEONARDO BRULL SEGON	36,7	SENNEUR	141.010
ESP	ATEU0ESP00250	NUEVO ELORZ	43,4	SENNEUR	147.590
ESP	ATEU0ESP00276	NUEVO PANCHILLETA	43,5	SENNEUR	149.980
ESP	ATEU0ESP00394	TIO GEL SEGON	36,0	SENNEUR	176.610
FRA	ATEU0FRA00019	CHRISDERIC II	29,4	SENNEUR	50.000
FRA	ATEU0FRA00021	CISBERLANDE 5	32,0	SENNEUR	70.000
FRA	ATEU0FRA00087	ERIC MARIN	38,0	SENNEUR	68.000
FRA	ATEU0FRA00093	GERALD JEAN IV	32,0	SENNEUR	52.000
FRA	ATEU0FRA00028	GERARD LUC IV	32,0	SENNEUR	55.000
FRA	ATEU0FRA00083	JANVIER LOUIS RAPHAEL	38,0	SENNEUR	121.000
FRA	ATEU0FRA00043	JEANMARIE CHRISTIAN6	42,0	SENNEUR	100.000
FRA	ATEU0FRA00078	JEANMARIECHRISTIAN7	42,0	SENNEUR	100.000
FRA	ATEU0FRA00065	ST SOPHIE FRANCOIS 3	32,0	SENNEUR	66.000
GRC	ATEU0GRC00460	AIGAION	35,9	SENNEUR	49.780
ITA	ATEU0ITA00636	ANGELO CATANIA	43,2	SENNEUR	126.941
ITA	ATEU0ITA00065	ATLANTE	42,1	SENNEUR	118.685
ITA	ATEU0ITA00235	FULVIA	41,1	SENNEUR	106.737
ITA	ATEU0ITA00654	GENEVIEVE PRIMA	40,5	SENNEUR	119.135
ITA	ATEU0ITA00289	GIUSEPPE PADRE II	29,1	SENNEUR	100.763
ITA	ATEU0ITA00664	LUCIA MADRE	42,0	SENNEUR	122.562
ITA	ATEU0ITA00348	MADONNA DI FATIMA	42,2	SENNEUR	73.449
ITA	ATEU0ITA00368	MARIA ANTONIETTA	43,8	SENNEUR	108.484
ITA	ATEU0ITA00694	MARIA GRAZIA	42,4	SENNEUR	108.235
ITA	ATEU0ITA00671	MICHELANGELO	36,3	SENNEUR	124.857
ITA	ATEU0ITA00565	SPARVIERO UNO	43,9	SENNEUR	115.355
ITA	ATEU0ITA00617	VERGINE DEL ROSARIO	48,1	SENNEUR	132.857



## **Plan d'inspection**

### ***Introduction***

L'UE pêche activement du thon rouge (BFT) avec plusieurs engins de pêche et la majorité des captures sont attribuées aux secteurs de la pêche à la senne et des madragues.

L'ICCAT a présenté un ensemble complet de mesures de conservation et de gestion concernant la gestion de la pêche de thon rouge en 2006 dans le cadre du programme pluriannuel de rétablissement. Parallèlement à l'introduction d'un système étendu de traçabilité en 2007 (programme de documentation des captures de thon rouge), la gestion de la pêche du thon continue d'être renforcée.

Les amendements récents apportés au programme de rétablissement adoptés par la Commission à la réunion annuelle de l'ICCAT de 2010 viennent s'ajouter à un ensemble exhaustif de mesures exigeant des ressources d'inspection significatives et une stratégie capable de les mettre en application.

L'Union européenne compte sept États membres qui pêchent activement du thon rouge dans plusieurs secteurs. L'exercice de l'autorité en charge du contrôle et de l'inspection incombe à différents acteurs parmi les États membre et dans de nombreux cas englobent diverses autorités compétentes.

La Commission européenne travaille en collaboration avec les États membres afin de garantir que les dispositions établies par l'ICCAT soient transposées dans le droit communautaire et des États membres et soient pleinement mises en œuvre.

### ***Perspective globale des mesures d'inspection adoptées en 2011 par l'UE***

#### ***Programme spécifique de contrôle et d'inspection***

Sur la base du travail réalisé dans le cadre du Programme conjoint ICCAT d'inspection internationale et des expériences acquises au cours des dernières années, l'UE va établir de nouveau un Programme spécifique de contrôle et d'inspection en 2011 afin de procéder au suivi de la mise en œuvre du Programme de rétablissement pour le thon rouge ainsi qu'à son application.

Le programme a constitué une initiative conjointe afin de mettre en commun les ressources de la Commission européenne, de l'Agence communautaire de contrôle des pêches (ACCP) et des États membres prenant part à la pêche.

#### ***Plan de déploiements conjoints (JDP) pour le thon rouge***

Les ressources de la Commission européenne sont complétées par celles de l'ACCP qui va adopter son Plan de déploiements conjoints pour le thon rouge (JDP-BFT) dans l'Atlantique Est et en Méditerranée le 15 mars 2011 mettant ainsi en vigueur le Programme spécifique de contrôle et d'inspection. Le plan de 2011 réunit la Commission européenne, les États membres et l'ACCP et bénéficie des ressources des sept États membres de l'UE prenant part à la pêche. Il couvre toutes les étapes de la chaîne commerciale ainsi que les contrôles en mer, sur terre, dans les madragues et dans les établissements d'engraissement.

Sur le plan opérationnel, l'UE va coordonner les activités conjointes d'inspection et de contrôle dans l'Atlantique Est et en Méditerranée en mobilisant 22 patrouilleurs et 9 navires déployés comme suit :

- 232 jours d'activités de patrouille,
- 150 jours d'inspections à terre et
- 198 heures de surveillance aérienne.

Bien que les stratégies opérationnelles et les zones exactes d'opération demeurent confidentielles, les zones générales couvertes par le JDP-BFT de 2011 incluront l'Atlantique Est (zones CIEM VII, VIII, IX, X et COPACE 34.1.1, 34.1.2 et 34.2.0) et la Méditerranée (occidentale, centrale et orientale).

Tous les cas de non-application potentielle seront notifiés à l'État de pavillon du navire/de l'opérateur concerné et au Secrétariat de l'ICCAT si le requiert la Recommandation 10-04.

Le Comité directeur, composé par des représentants de l'ACCP, de la Commission européenne et des États membres, formule des avis portant sur la stratégie globale des activités d'inspection et supervise la mise en œuvre du JDP. Le Comité directeur s'est déjà réuni à deux occasions afin de préparer la saison de pêche de 2011.

Les activités conjointes de contrôle, d'inspection et de surveillance réalisées dans le cadre du JDP sont coordonnées par le groupe technique de déploiement conjoint (TJDG) dont le siège central est basé dans les installations de l'ACCP à Vigo (Espagne). Le TJDG est composé de coordinateurs nationaux désignés par les États membres et reçoit l'assistance des coordinateurs de l'ACCP.

Le JDP a connu une amélioration significative en termes de suivi et de contrôle de la pêche du thon rouge au cours des dernières années. Cette amélioration peut s'expliquer par le renforcement du cadre réglementaire de contrôle et d'inspection, de l'évaluation du risque et de la programmation, de la formation de la coordination opérationnelle et des contrôles de qualité de l'inspection.

### ***Programmes de contrôle des États membres***

Dans le cadre du Programme spécifique de contrôle et d'inspection, les États membres de l'UE doivent établir et soumettre un programme de contrôle annuel. Il s'agit d'un programme exhaustif qui contient les ressources et la stratégie d'inspection qu'ils entendent mettre en œuvre au sein de leur juridiction.

Les points de référence présentés en Annexe 1 doivent être inclus dans les plans nationaux de contrôle des États membres afin de garantir notamment que :

- (a) le suivi complet des opérations de mise en cage ayant lieu dans les eaux communautaires;
- (b) le suivi complet des opérations de transfert;
- (c) le suivi complet des opérations conjointes de pêche;
- (d) le contrôle de l'ensemble des documents requis par la législation applicable au thon rouge, aux fins, notamment, de la vérification de la fiabilité des données consignées ;

Tel qu'extrait des programmes nationaux de contrôle, les États membres de l'UE s'engagent à appliquer les ressources suivantes d'inspection au contrôle et à l'inspection du thon rouge en 2011.

<i>État membre de l'UE</i>	<i>Nbre de patrouilleurs</i>	<i>Nbre d'aéronef</i>	<i>Nbre de contrôleurs/inspecteurs</i>	<i>Nbre de ports désignés</i>
Chypre	7	0	25	1
Espagne	2	2	92	34
France	28	2	201	21
Grèce	163	3	7140	85
Italie	81	13	175	93
Malte	1	2	16	4
Portugal	0	0	6	16
UE	282	22	7655	254

### ***Inspections de la Commission européenne***

En vertu de la politique commune de la pêche (PCP), la responsabilité principale du contrôle et de l'application incombe aux autorités de l'État membre et notamment à ses inspecteurs en charge des pêcheries. Alors que leurs compétences et leurs mandats sont différents, la Commission européenne dispose également de sa propre équipe permanente d'inspecteurs chargés de procéder au suivi et d'évaluer le respect des obligations incombant aux États membres de l'UE, y compris celles relevant du Programme de rétablissement pour le thon rouge.

Les inspecteurs de la Commission européenne ont l'intention d'être une fois de plus très actifs en 2011 en matière de suivi et de renforcement de l'application des États membres. Pendant la durée de la saison de pêche de 2011, un total de 18 missions devrait être réalisé.

### ***Système de suivi des navires et équipe d'opérations***

L'équipe en charge au sein de la Commission européenne de la déclaration des prises et du système de surveillance des navires par satellite (VMS) assurera un suivi des soumissions toutes les heures et réalisera des vérifications par croisement exhaustives afin d'éviter tout dépassement éventuel de quota.

Tous les navires seront suivis de manière continue par VMS et toutes les interruptions de la transmission des données seront directement suivies par l'État membre concerné.

Au total, la Commission européenne a chargé une équipe composée de plus de 30 personnes du suivi, du contrôle et de l'évaluation du Programme de rétablissement pour le thon rouge de l'ICCAT.

### ***Inspections des opérations d'engraissement et du commerce du poisson vivant***

Compte tenu de l'augmentation des déploiements des observateurs en 2011 qui couvrent désormais tous les senneurs et les remorqueurs ainsi que des nouvelles exigences relatives aux enregistrements vidéo et les procédures de traitement des produits estimés être illégaux, des stratégies spécifiques sont en train d'être mises en place par l'Union européenne en 2011 afin de suivre les opérations de capture, de transfert, de mise en cage et de mise à mort du thon rouge.

Les stratégies d'inspection suivantes susceptibles d'être mises en place en 2011 :

#### ***Capture et transfert :***

- Les États membres de l'UE faciliteront le plein déploiement des observateurs régionaux sur tous les senneurs applicables et des observateurs nationaux sur tous les remorqueurs autorisés à opérer en 2011.
- Une demande d'autorisation de transfert sera envoyée aux autorités de l'Etat du pavillon du navire de capture.
- L'autorisation ne sera accordée que lorsque diverses confirmations auront été effectuées, comme suit :
  - Le navire est autorisé, a transmis par VMS et dispose d'un quota individuel suffisant (ou quota de groupe dans le cas d'une opération de pêche conjointe).
  - Confirmation que le remorqueur récepteur est autorisé, a déclaré par VMS et compte à son bord un observateur.
- Des inspecteurs-plongeurs des Etats-membres de l'UE réaliseront aussi des inspections aléatoires à l'intérieur des cages de remorquage et vérifieront que le nombre et le poids estimé des poissons capturés et transféré correspondent aux données consignées dans la déclaration de transfert de l'ICCAT à bord des remorqueurs. Ceci dépendra, bien entendu, des conditions environnementales prévalant lors de chaque inspection et, au cours de certaines inspections, une caméra stéréoscopique portable sera utilisée.
- Toute indication que les autorités de l'Etat de pavillon des navires de capture reçoivent de l'observateur régional ou l'observateur national, selon laquelle les poissons en question, y compris ceux qui sont morts pendant l'opération de transfert, sont de 10% supérieurs au volume cité dans les autorisations, ou de 5% dans le cas de poissons de moins de 30 kg <sup>4</sup> entraînera la « mise sous enquête » du thon rouge. Cette enquête devra être lancée et conclue en collaboration avec les autorités de l'Etat membre/de la

<sup>4</sup> ou plus de 8 kg pour les navires pêchant dans le cadre d'une dérogation prévue au paragraphe 29 de la Rec. 10-04

CPC de la ferme. Toute « enquête ouverte » empêchera la mise en cages du thon rouge en question dans une ferme communautaire et la validation de la section « engraissement » du BCD.

### ***Mise en cages***

- Les fermes de l'UE faciliteront le déploiement intégral des observateurs régionaux pour 100% des opérations de mise en cages.
- La demande d'autorisation de mise en cages devra être envoyée aux autorités de la ferme de l'UE conformément aux exigences prévues dans la Rec. 10-04.
- Des enregistrements vidéo des transferts devront obligatoirement être soumis avant la mise en cages réelle. L'observateur régional à bord du senneur doit soumettre une confirmation écrite à l'État de pavillon indiquant que la vidéo est de bonne qualité et que le ROP est conforme aux données de capture consignées dans l'ITD avant que l'État de pavillon ne valide la capture (sous réserve de l'inclusion de cette tâche dans les conditions régissant le ROP pendant la saison 2011).
- L'État de la ferme n'acceptera pas la mise en cages du thon rouge dont la quantité en nombre et/ou en poids est supérieure à celle autorisée à des fins de mise en cages par l'État de pavillon.
- Les inspecteurs des autorités de l'État d'engraissement de l'UE visionneront les enregistrements vidéo en collaboration avec les opérateurs des fermes et l'observateur régional autant de fois que nécessaire, afin de se mettre d'accord sur le nombre et le poids du thon rouge mis en cages. A cette fin, les inspecteurs d'un État membre seront formés aux techniques de comptage vidéo.
- Des inspecteurs-plongeurs des États membres réaliseront des inspections aléatoires dans les cages des fermes afin de confirmer les quantités de poissons mis en cages. Cette opération serait réalisée par des plongeurs qui, dans un État membre, utiliseraient également une caméra stéréoscopique.
- Conformément à la Rec. 10-04, l'UE a aussi lancé, en 2011, des projets pilotes visant à l'utilisation intégrale de systèmes de caméras stéréoscopiques au moment de la mise en cages, en collaboration avec l'ACCP. Un certain nombre d'États membres a déjà commencé à utiliser ces systèmes à partir de 2009 ; toutefois, l'UE envisage, dans cette initiative globale, de consolider et d'harmoniser l'essor de ces systèmes en se fondant sur les expériences acquises dans d'autres pêcheries.
- Tout transfert de thon rouge d'une ferme à une autre ou à l'intérieur de la même ferme devra avoir lieu en présence d'un inspecteur et d'un observateur régional. Ces transferts devront faire l'objet d'enregistrements vidéo.
- Au moment de la mise en cages, un programme d'échantillonnage expérimental sera établi, soit en utilisant une méthode stéréoscopique visant à définir la composition en taille du thon rouge mis en cages, soit en mettant à mort un nombre considérable de spécimens afin d'en obtenir le poids moyen.

### ***Mise à mort et exportation***

- Les fermes de l'UE faciliteront le déploiement intégral des observateurs régionaux pour 100% des opérations de mise à mort.
- Les inspecteurs des autorités de l'État d'engraissement de l'UE seront présents durant une partie des opérations de mise à mort.
- Les autorités des fermes ne devront pas autoriser l'exportation de thons rouges dont le nombre dépasse le nombre mis en cages.
- S'il manque des autorisations et/ou des documents ou si le nombre et le poids des thons rouges dépassent ce qui a été antérieurement consigné, l'État de la ferme de l'UE sera tenu d'autoriser la remise en liberté du poisson, conformément aux procédures prévues dans la Rec. 10-04.

### ***Coopération avec d'autres CPC***

En 2011, l'UE tentera une nouvelle fois d'établir et de promouvoir davantage la coopération et la coordination avec d'autres Parties contractantes ou Parties, Entités ou Entités de pêche non-contractantes coopérantes (CPC) dans la Méditerranée en ce qui concerne l'échange d'informations sur le suivi, le contrôle et la surveillance.

L'UE espère convoquer une réunion de « formation et de coopération » avant la saison de pêche à la senne avec toutes les Parties contractantes de l'ICCAT de la Méditerranée, laquelle aura pour thème la mise en œuvre de la Rec. 10-04 de l'ICCAT. Cette réunion contribuera à aboutir à une interprétation commune des dispositions, ainsi qu'à construire des liens de communication directs entre les autorités des CPC et la Commission européenne.

L'UE fait également son possible pour promouvoir et améliorer davantage la « coopération opérationnelle », telle que l'élaboration d'un accord de suivi avec quelques CPC, ce qui faciliterait un suivi et contrôle renforcés des opérations de pêche. L'UE estime que cette coopération est essentielle pour le suivi et le contrôle des pêcheries ainsi que pour l'éradication des activités IUU.

## Annexe 1

### Points de référence pour les Programmes nationaux de contrôle

#### *Activités de mise en cages (mise à mort comprise)*

- Toute opération de mise en cages dans une ferme doit avoir été autorisée par l'Etat membre du pavillon du navire de capture dans les 48 heures suivant la soumission des informations requises pour l'opération de mise en cages ;
- Toute mise en cages à des fins d'élevage ou d'engraissement du thon rouge devra être accompagnée par des documents exacts, complets et validés, tel que requis par l'ICCAT (comme cela est prévu au paragraphe 84 de la Recommandation 10-04 de l'ICCAT) ;
- Chaque opération de mise en cages et processus de mise à mort devra faire l'objet d'une inspection, notamment par les autorités portuaires compétentes ;
- Toutes les opérations de mise en cages devront être suivies par caméra vidéo installée sous l'eau (comme cela est prévu au paragraphe 86 de la Recommandation 10-04 de l'ICCAT) ;
- Les poissons devront être mis en cages avant le 31 juillet à moins qu'une raison valide ne soit avancée en vertu de la Rec. 10-04 (comme cela est prévu au paragraphe 83 de la Recommandation 10-04 de l'ICCAT) ;

#### *Inspection en mer*

- Point de référence, à établir après une analyse détaillée de l'activité de pêche dans chaque zone ;
- Les points de référence en mer devront se référer au nombre de jours de patrouille en mer dans la zone spécifique de rétablissement du thon rouge et devront également se référer au nombre de jours de patrouille identifiant la saison de pêche et le type d'activité de pêche ciblé.

#### *Opérations de transfert*

- Toutes les opérations de transfert devront avoir été préalablement autorisées par les Etats de pavillon sur la base d'une notification de transfert préalable ;
- Un numéro d'autorisation devra être assigné à chaque opération de transfert (comme cela est prévu au paragraphe 76 de la Recommandation 10-04 de l'ICCAT) ;
- Un transfert devra être autorisé dans les 48 heures suivant la soumission de la notification de transfert préalable (comme cela est prévu au paragraphe 76 de la Recommandation 10-04 de l'ICCAT) ;
- Une déclaration de transfert de l'ICCAT devra être envoyée à l'Etat de pavillon à la fin de l'opération de transfert (comme cela est prévu au paragraphe 77 de la Recommandation 10-04 de l'ICCAT) ;
- Toutes les opérations de transfert devront être suivies par caméra vidéo installée sous l'eau (comme cela est prévu au paragraphe 79 de la Recommandation 10-04 de l'ICCAT) ;

#### *Transbordements*

- Tous les navires devront être inspectés à leur arrivée avant le début des opérations de transbordement, et également avant leur départ, à l'issue des opérations de transbordement. Des vérifications aléatoires devront être réalisées dans des ports non désignés ;
- Une déclaration de transbordement devra être transmise aux Etats de pavillon 48 heures au plus tard après la date de transbordement au port (comme cela est prévu au paragraphe 69 de la Recommandation 10-04 de l'ICCAT).

*Opérations de pêche conjointes*

- Toutes les opérations de pêche conjointes doivent avoir été préalablement autorisées par les Etats de pavillon ;
- Les Etats membres devront ensuite établir et maintenir un registre de toutes les opérations de pêche conjointes qu'ils ont autorisées.

*Surveillance aérienne*

- Point de référence flexible, à établir à l'issue d'une analyse détaillée de l'activité de pêche réalisée dans chaque zone et en tenant compte des ressources dont dispose l'Etat membre.

*Débarquements*

- Tous les navires entrant dans un port désigné afin d'y débarquer du thon rouge devront faire l'objet d'une inspection ;
- Des vérifications aléatoires devront être réalisées dans des ports non désignés ;
- Les autorités compétentes devront transmettre un rapport des débarquements aux autorités de l'Etat de pavillon du navire de pêche, dans les 48 heures suivant la fin du débarquement (comme cela est prévu au paragraphe 68 de la Recommandation 10-04 de l'ICCAT).

*Commercialisation*

Point de référence flexible, à établir après une analyse détaillée de l'activité commerciale réalisée.

*Pêcheries récréatives et sportives*

Point de référence flexible, à établir après une analyse détaillée des activités réalisées par les pêcheries récréatives et sportives.

*Madragues*

Toutes les opérations à la madrague, y compris le transfert et la mise à mort, devront faire l'objet d'une inspection.

# Plan de capacité

Taux de capture		Nbre de navires & madragues					Capacité ( tonnes)				
Catégorie	Taux de capture	2008	2010	2011*	2012**	2013**	2008	2010	2011*	2012**	2013**
PS large (> 40 m)	70,7	35	23	20	17	17	2.473	1.625	1.413	1.201	1.201
PS med. (24-40 m)	49,8	61	28	18	18	18	3.037	1.394	896	896	896
PS small (?24)	33,7	81	0	0			2.728	0	0		
Total PS		177	51	38	35	35	8.238	3.019	2.309	2.097	2.097
LL med (24-40 m)	5,7	7	15	10	12	12	40	85	57	68	68
LL small (?24)	5,0	329	191	168	187	184	1.645	955	840	935	920
Total LL		336	206	178	199	196	1.685	1.040	897	1.003	988
Canneur	19,8	64	69	68	68	68	1.264	1.363	1.343	1.343	1.343
Ligneur	5,0	85	31	31	31	31	425	155	155	155	155
Chalutier	10,0	160	78	60	60	60	1.600	780	600	600	600
Autre artisanal	5,0	253	376	222	320	320	1.265	1.880	1.110	1.600	1.600
Total		1.075	811	597	713	710	14.477	8.237	6.414	6.798	6.783
Madrague	130,0	15	13	13	13	13	1.950	1.690	1.690	1.690	1.690
Total		1.090	824	610	726	723	16.427	9.927	8.104	8.488	8.473

\* Malgré une légère augmentation du nombre total de senneurs annoncé dans le plan provisoire soumis avant la réunion annuelle de l'ICCAT de 2010, l'UE a atteint une réduction de la surcapacité de 89%, ce qui dépasse les 75% fixés dans la Recommandation 10-04.

En 2011, le nombre de senneurs inclus dans le plan annuel de pêche sera inférieur aux limites stipulées dans le plan de capacité et correspond dès lors à une réduction de l'effort de pêche de cette flottille.

\*\* Ces données sont indicatives et seront révisées avant les saisons de pêche de 2012 et 2013.

## ISLANDE

### Plan de gestion de la capacité de pêche de thon rouge au titre de 2011

Il n'existe pas de flottille de pêche de thon rouge désignée en Islande.

Tous les ans, le ministère des pêches d'Islande s'enquiert des demandes de pêche du quota de thon rouge islandais. Le quota est ensuite alloué à des navires individuels. Lorsque le quota individuel est pêché, le permis de pêche de thon rouge du navire expire.

En 2011, les autorités de la pêche islandaises ne vont délivrer qu'un seul permis de pêche de thon rouge à un navire de pêche islandais.

Le navire utilisera la palangre et la zone de pêche se situe dans le sud de l'Islande. Toutes les prises seront débarquées dans des ports islandais.

La saison de pêche commencera le 1er août 2011. Ce navire devra être titulaire d'un permis de pêche général et disposer d'un quota pour d'autres espèces présentes dans la ZEE islandaise. Lorsque le navire souhaite utiliser son quota de thon rouge, il devra notifier son intention à la direction des pêches en Islande et sera dès lors soumis au régime de gestion de l'ICCAT. Dès que le quota individuel est pêché, le permis de pêche de thon rouge expire.

Le navire ne peut donc pas être considéré comme une flottille thonière.

### **Plan de pêche de thon rouge au titre de 2011**

Tous les ans, le ministère des pêches d'Islande s'enquiert des demandes de pêche du quota de thon rouge islandais. Le quota est ensuite alloué à des navires individuels. Lorsque le quota individuel est pêché, le permis de pêche de thon rouge du navire expire.

En 2011, les autorités de la pêche islandaises ne vont délivrer qu'un seul permis de pêche de thon rouge à un navire de pêche islandais.

La saison de pêche commencera le 1er août 2011. Seule la pêche à la palangre sera autorisée et dans la zone de pêche méridionale de l'Islande. Toutes les captures seront enregistrées et pesées dans les ports islandais. La direction des pêches établira une liste des ports de débarquements désignés. Le navire devra être titulaire d'un permis de pêche général et disposer d'un quota pour d'autres espèces présentes dans la ZEE islandaise. Lorsque le navire souhaite utiliser son quota de thon rouge, il devra notifier son intention à la direction des pêches en Islande et sera dès lors soumis au régime de gestion de l'ICCAT.

Des inspecteurs de la direction des pêches d'Islande devront se trouver à bord du navire pendant au moins 20% de la durée de l'opération de pêche. Le navire ne pourra jamais quitter le port sans la présence d'un inspecteur sauf s'il possède une permission spéciale émanant de la direction de la pêche.

Dès que le quota individuel est pêché, le permis de pêche de thon rouge expire.

## **JAPON**

### **Plan de pêche**

#### **a) Type des navires de pêche**

Tous les navires de pêche japonais qui capturent du thon rouge dans l'Atlantique Est et la Méditerranée sont des grands palangriers thoniers (LSTLV).

#### **b) Plan de gestion**

L'Agence de la pêche du Japon (FAJ) poursuivra la gestion de son assignation en se basant sur la saison de pêche japonaise qui va, dans le cas du quota alloué à titre de 2011, du 1<sup>er</sup> août 2011 au 31 juillet 2011 (en excluant la saison de fermeture décrite dans le point 2 d) ci-dessous.

#### **c) Quota et nombre de navires de pêches autorisés**

Le quota du Japon au titre de la saison de pêche de 2011 s'élève à 1097,03 t. Le ministère de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche, qui s'est vu attribué des compétences en vertu de la loi sur la pêche, a amendé l'ordonnance ministérielle afin d'introduire un système de quota individuel juridiquement contraignant. Le ministère continuera à assigner un quota individuel suffisant à chaque LSTLV de manière à garantir que ce quota soit largement supérieur à sa capacité de pêche (25 t) estimée par le SCRS. Cela signifie que le Japon ne disposera d'aucune surcapacité de LSTLV au regard de son allocation.

Le ministère va autoriser 22 navires de pêche à capturer du thon rouge tel que décrit au point 3 ci-dessus. La FAJ, avec l'autorisation du ministère, va communiquer les noms, le volume des quotas individuels et toute autre information pertinente au Secrétariat de l'ICCAT (Paragraphe 10 de la Rec. 10-04).

### **Plan d'exécution**

#### **a) Rapport de capture**

Le ministère va continuer à exiger aux opérateurs de la pêche d'apposer à chaque thon rouge des marques qui ont été autorisées et distribuées préalablement et de déclarer les prises quotidiennes de thon rouge (déclaration de prises nulles comprises) à la fin du lendemain de la capture conformément à l'ordonnance. Cette déclaration doit contenir la date, la zone de capture, le volume de la capture, le poids de chaque thon rouge et les numéros des marques (Paragraphe 70 de la Rec. 10-04).



b) Transbordement

Le ministère va maintenir l'interdiction de transborder du thon rouge en mer et va autoriser le transbordement uniquement dans les ports inscrits à l'ICCAT conformément à l'ordonnance et aux dispositions des permis. (Paragraphe 70 de la Rec. 10-04)

c) Débarquement

Le ministère va maintenir l'interdiction de débarquer du thon rouge à l'étranger et ne va autoriser que les débarquements dans huit ports nationaux que le ministère a désignés par voie d'ordonnance aux fins de l'application. La FAJ va maintenir le déploiement d'agents d'exécution aux fins de l'inspection de tous les débarquements de thon rouge dans les ports désignés. (Paragraphe 67 de la Rec. 10-04)

d) Fermeture de la saison de pêche

Le ministère va maintenir l'interdiction aux opérateurs de se livrer à des activités de pêche de thon rouge dans la zone délimitée à l'Ouest à 10°W et au Nord à 42°N entre le 1<sup>er</sup> février et le 31 juillet et dans d'autres zones entre le 1<sup>er</sup> juin au 31 décembre en vertu de l'ordonnance. La FAJ va continuer à garantir l'application par le biais du suivi des données VMS (Paragraphe 89 de la Rec. 10-04).

e) Observateurs

La FAJ va déployer huit observateurs à bord de huit navires de pêche (parmi les 22 navires autorisés) en 2011. (Paragraphe 90 de la Rec. 10-04)

f) Navires d'inspection

La FAJ va maintenir le déploiement d'un navire de contrôle dans l'océan Atlantique en 2011. (Paragraphe 101 de la Rec. 10-04).

g) Imposition de sanctions

Si une infraction est constatée, le ministère va imposer des sanctions à l'opérateur de pêche qui peuvent inclure l'obligation de rester au port et cinq ans de suspension de se voir attribué un quota individuel de thon rouge.

**Plan de gestion de la capacité**

***1. Réduction de la capacité de pêche***

Le nombre de LSTLV japonais et le tonnage de jauge brute correspondant (GRT) pendant la période comprise entre le mois de janvier 2007 et juillet 2008 s'élève à 49 et 21.587 tonnes respectivement.

Le Japon a réduit sa capacité de pêche par des programmes de rachat en 2009. Le nombre de navires et le GRT de l'année de pêche 2009 s'est élevé à 33 et à 14.427 tonnes respectivement (soit une réduction de 33% par rapport à l'année de pêche 2008).

Le Japon a également réduit sa capacité de pêche à 22 navires et 9.476 GRT en 2010 (réduction de 55% et 56% par rapport à l'année 2008) et va autoriser 22 navires en 2011 de sorte que sa capacité de pêche va rester proportionnelle à son quota alloué.

***2. Preuve que la capacité actuelle est proportionnelle au quota alloué***

Le ministère va continuer à allouer à chaque LSTLV un quota supérieur à sa capacité (à savoir 25 tonnes par LSTLV) estimée pour un LSTLV par le SCRS. Par conséquent, le Japon qui a respecté l'obligation de réduction de la capacité stipulée au paragraphe 47 de la Rec. 10-04, continuera à garantir que sa capacité de pêche est proportionnelle au quota qui lui est imparti conformément au paragraphe 49 de la Rec. 10-04.

	2009	2010	2011
Quota alloué (t)	1.871,44	1.148,05	1.097,03
Nombre de grands palangriers (TRB total)	33 (14.427)	22 (9.476)	22 (à décider)
Volume de quota par navire et par année imparti par le gouvernement japonais (t)	56,7	52,1	49,8

## COREE

### Plan de pêche et de gestion de la capacité au titre de 2011

Même si la Corée a déjà soumis en 2011 un plan de gestion de la pêche et de la capacité, comme on peut le voir dans le document COC-004/i2011 de la réunion actuelle du COC, la Corée soumet un plan actualisé, comme suit.

#### *Plan de pêche*

Un senneur, *Sajomelita*, sera remplacé par le nouveau senneur *El-hader 2*, AT000LIB00037, originaire de la Lybie afin de capturer du thon rouge directement, et pas dans le cadre d'une opération conjointe.

#### *Plan d'inspection*

Conformément à la Rec. 10-04, le VMS, le marquage, les livres de bord, la déclaration hebdomadaire et mensuelle, la couverture des observateurs, le CDS et les autres mesures relatives à la pêche de thon rouge seront mises en œuvre pendant la saison de pêche.

#### *Plan de capacité*

Le remplacement d'un senneur ne va pas à l'encontre des dispositions relatives à la capacité de pêche de thon rouge, compte tenu du quota coréen de 77,53 tonnes qui a été convenu à la dernière réunion extraordinaire de Paris.

En ce qui concerne le paragraphe 87 de la Rec. 10-04 relatif au système de suivi en vidéo-stéréo :

- L'enregistrement vidéo du transfert des poissons de la cage de remorquage vers la ferme où le comptage est réalisé pour déterminer le nombre de poissons transférés.
- Le poids de chacun de ces thons rouges sera estimé à partir d'une relation longueur/poids.
- Détermination du poids moyen de l'échantillon de poissons jusqu'à deux décimales.
- Le nombre de poissons transférés est multiplié par le poids moyen afin de déterminer la quantité globale de thons rouges transférés.

A ce stade, l'utilisation du sonar n'est pas sérieusement envisagée.

Afin de garantir l'approbation de ce plan en 2011, le Gouvernement coréen notifiera au Secrétariat toute information supplémentaire sur le nouveau senneur, en temps opportun avant la saison de pêche.

## **LIBYE**

### **Plan annuel de pêche du thon rouge de l'Est au titre de 2011**

#### ***Navires de capture de thon rouge***

Le nombre de navires de capture qui participeront à la pêche du thon rouge de l'Atlantique au titre de la saison de pêche 2011 s'élève actuellement à 23 navires de capture (21 senneurs de plus de 24 mètres et 2 palangriers de plus de 40 mètres).

La liste finale des navires de capture qui participeront à la saison de pêche 2011 et les quotas qui leur a été impartis seront transmis au Secrétariat de l'ICCAT dès l'établissement de la liste.

Le nombre total d'autres navires qui participeront à la saison de pêche de thon rouge 2011 s'élève à 6 navires.

#### ***Gestion du quota***

Conformément à la Rec. 10-04 (schéma d'allocation du quota), la Libye dispose de 902,2 tonnes au titre de la saison de pêche 2011 dont 60 tonnes seront allouées aux 2 palangriers (30 tonnes chacun) et 852,2 tonnes seront allouées de manière équitable entre les senneurs autorisés à pêcher pendant la saison de 2011. La liste finale de navires autorisés et leurs quotas individuels seront transmis au Secrétariat de l'ICCAT dès leur finalisation.

#### ***Madragues de thon rouge***

La Libye compte une madrague inscrite dans le registre ICCAT. Cette madrague ne réalisera pas d'opérations pendant la saison de 2011.

#### ***Fermes***

La Libye compte un établissement d'engraissement disposant d'une capacité planifiée de 1000 tonnes, qui n'a pas opéré depuis 2006 et qui sera en activité pendant la saison 2011 au moyen de 3 cages d'une capacité de 200 tonnes chacune. Davantage de détails relatifs à cette ferme seront transmis au Secrétariat avant le début de la saison de pêche 2011.

#### ***Opération de pêche conjointe (JFO)***

En vertu de la Rec. 10-04, la Libye n'est pas autorisée à participer à des JFO.

#### ***Mesures de contrôle***

Le Comité de permis de pêche de thon rouge a transposé toutes les dispositions et les mesures pertinentes de la Rec. 08-05, 10-04 et 09-06 et les autres recommandations pertinentes dans le mandat afin de délivrer des permis de pêche de thon rouge en 2011 et seront suivies et contrôlées par des observateurs nationaux et des observateurs régionaux de l'ICCAT déployés à bord de chaque navire de pêche.

Tous les navires participant à la saison de pêche de thon rouge ne seront pas autorisés s'ils ne sont pas équipés de VMS.

#### ***Ports autorisés***

Les ports qui ont été autorisés aux fins de débarquement et de transbordement de thon rouge sont : Al-khoms, Musrata et Tripoli.

RÉUNION INTERSESSION DU COC 2011 - BARCELONE

PLAN DE GESTION DE LA CAPACITÉ DE PÊCHE DE LA LIBYE AU TITRE DE 2010 - 2013												
FLO TILLE THONIÈRE		Flottille (navires)						Capacité de pêche				
Type	Meilleurs taux de capture définis par le SCRS (t)	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013
Senneur de plus de 40m	71	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Senneur entre 24 et 40m	49,78	31	30	29	21	21	21	1493	1444	1045	1045	1045
Senneur de moins de 24m	33,68	1	1	1				34	34	0	0	0
<b>FLO TILLE TOTALE DE SENNEURS</b>		<b>33</b>	<b>31</b>	<b>30</b>	<b>21</b>	<b>21</b>	<b>21</b>	<b>1527</b>	<b>1477</b>	<b>1045</b>	<b>1045</b>	<b>1045</b>
Palangrier de plus de 40m	25	5	4	2	2	2	2	100	50	50	50	50
Palangrier entre 24 et 40m	5,68		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Palangrier de moins de 24m	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>FLO TILLE TOTALE DE PALANGRIERS</b>		<b>5</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>100</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>50</b>
<b>Total de la flottille/capacité de pêche</b>		<b>38</b>	<b>35</b>	<b>32</b>	<b>23</b>	<b>23</b>	<b>23</b>	<b>1627</b>	<b>1527</b>	<b>1095</b>	<b>1095</b>	<b>1095</b>
<b>TAC</b>								22000	13500	13500	13500	13500
<b>Quota de la Libye</b>								947	581	903	903	903
Report/transfert de quota*								145	145	0	0	0
Report de sous-consommation de 2009											0	0
"Remboursement de sous-consommation"									0	0	0	0
Quota ajusté de la Libye								1092	726	903	903	903
Sous/surcapacité								535	801	192	192	192
Dans le respect du para. 40 de la Rec. 08-05, la Libye:								<b>Réduction de la surcapacité de 2009 à 2011 (13.500 t)</b>				
1- N'a autorisé que 27 navires en 2009								Quota 2011 (Q11)		903		
2- N'a autorisé que 16 navires en 2010								Capacité de pêche 2008 (C08)		1.806		
								Capacité de pêche 2011 (C11)		1.095		
								Réduction, % (R)		78,7%		
								R = (C08 - C10)/(C08 - Q10)				

## MAROC

### Plan de pêche de thon rouge - Campagne 2011

#### *Plan de répartition des quotas/segments opérationnels*

Conformément au plan de gestion de la capacité de pêche du Maroc, adopté par la Commission à Paris en novembre 2010, le niveau de quota national (1238 t) sera réparti aux segments suivants :

Segment des madragues	11 madragues autorisées
Segment des navires thoniers	2 unités autorisées
Segment côtier et artisanal	Unités inscrites au registre ICCAT

Les niveaux de quotas seront fixés, pour chacun des segments par l'administration conformément aux dispositions de l'ICCAT en matière de quotas individuels.

#### *Conditions de pêche*

Les conditions de pêche seront établies dans le cadre du plan de gestion de la pêcherie du thon rouge TR0311 conformément aux dispositions du plan de redressement du thon rouge de l'Est adopté par la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique.

Les modalités de suivi, contrôle et observations de pêche interviendront conformément à la réglementation nationale et internationale en vigueur matérialisée par le mode opératoire 2011 qui aura pour objectifs :

- Le suivi et le contrôle des opérations de pêche,
- Le schéma de communication et l'enregistrement des informations de pêche,
- La procédure documentaire pour la commercialisation du thon rouge,
- L'application des dispositions internationales établies dans le cadre du plan de redressement de la pêcherie du thon rouge en Atlantique Est et en Méditerranée,
- Le respect des engagements internationaux du Royaume du Maroc auprès de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique.

#### *Délimitation de la pêcherie du thon rouge*

La délimitation géographique de la pêcherie du thon rouge se situe dans les zones suivantes :

- Une zone comprenant les espaces maritimes situés en Méditerranée, entre les parallèles 35°05'10''N et 35°47'50''N,
- Une zone comprenant les espaces maritimes situés en Atlantique, entre les parallèles 35°47'50''N et 20°50'15''N,
- Une zone située en dehors de la juridiction du Royaume du Maroc et placée sous la juridiction internationale et couverte par la Convention de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique. Cette zone comprend toutes les eaux de l'océan Atlantique et des mers adjacentes (Méditerranée occidentale, centrale et orientale)

### Plan de gestion de pêche & de la capacité du thon rouge au titre de 2011

En application des dispositions de la Recommandation ICCAT 08-05, j'ai l'honneur de vous communiquer, ci-joint, le plan de gestion de la capacité de pêche de thon rouge, au titre de cette saison, tel qu'il a été présenté et approuvé par la Commission, à Paris, en novembre dernier.

Comme pourra le constater la Commission, ce plan est en adéquation avec le niveau de quota de thon rouge assigné au Maroc pour 2011.

Pour les besoins de la réunion inter session du COC, ce plan vous sera également soumis par voie électronique.

S'agissant du programme de pêche 2011 y compris le plan de gestion du quota national, ce Département vous le communiquera, dans les délais requis, une fois qu'il aura été validé.

### Plan de gestion de la capacité de pêche au titre de la campagne 2011

	<i>Captures potentielles SCRS</i>	<i>Unités inscrites ICCAT avant 2010</i>	<i>Captures théoriques</i>	<i>Unités autorisées pour 2011</i>	<i>Captures théoriques 2011</i>
<b>PS large LHT &gt; 40 M</b>	70,7	2	141,4	1	70 (max)
<b>PS med 24 &lt; LHT &lt; 40</b>	49,8	3	99,6	0	0
<b>PS small LHT &lt; 24*</b>	33,7	1	33,7	1	30 (max)
<b>LL large</b>	25	0	0	0	0
<b>LL med</b>	5,7	1	5,7	0	0
<b>LL small</b>	5	63	315	0	0
<b>Baitboat</b>	19,8	0	0	0	0
<b>Handlines</b>	5	0	0	0	0
<b>Trawler</b>	10	1	10	0	0
<b>Other artisanal**</b>	5	PM	PM	PM*	30
<b>Madragues (Moroccan indicators)</b>	112,3	18	2021,4	11 (max)	1140 103,63 t / trap
<b>Total</b>		89	2616,8		
<b>2010 quota</b>	1238,00				
<b>Total theoretical catches</b>			2616,8		1270,00
<b>Taux théorique de dépassement capacité/quota</b>			61,4%		+0,16<Ttd<+2,45%

Pour mémoire :

\*: Il s'agit d'une réserve, c'est à dire qu'il n'est pas certain que ce navire soit opérationnel en 2011

\*\* Il s'agit des unités artisanales et côtières autorisées à capturer du thon rouge de manière accessoire selon le volume de quota assigné à ce segment dans le plan de pêche annuel 2011

### Plans de participation au programme d'inspection conjointe y compris listes des inspecteurs et des navires d'inspection

En application des dispositions de la Recommandation ICCAT 08-05, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que ce Département n'a pas programmé une participation au programme énoncé en objet.

Toutefois, le Royaume du Maroc continuera à assumer ses obligations en matière d'observation, d'inspection et de contrôle des opérations de pêche des segments actifs autorisés et des flux y afférents, conformément aux dispositions réglementaires nationales, régionales et internationales.

## **NORVÈGE**

### **Réglementation norvégienne portant interdiction de pêcher du thon rouge**

Il y a trois ans, le Ministère norvégien des Pêcheries et des Affaires côtières a notifié à l'ICCAT une réglementation adoptée le 19 décembre 2007. Cette réglementation édicte une interdiction pour les navires norvégiens de pêcher et de débarquer du thon rouge dans les eaux territoriales norvégiennes, dans la zone économique norvégienne et dans les eaux internationales.

Ladite réglementation stipule également que, dans le cas de prises accidentelles de thon rouge dans les pêcheries ciblant d'autres espèces, tous les thons rouges morts ou mourants doivent être débarqués et les thons rouges vivants doivent être libérés dans la mer.

Toute violation intentionnelle ou négligente de ces dispositions est passible de pénalisation en vertu du droit norvégien.

Ladite réglementation est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008 et n'est pas limitée dans le temps. Par voie de conséquence, cette réglementation s'applique également à l'année 2011.

## **SYRIE**

### **Plan de pêche de la Syrie de thon rouge au titre de l'année 2011**

Le quota de thon rouge imparti à la Syrie est très réduit ; dès lors, ce quota ne sera alloué qu'à un seul navire qui est mesure de pêcher du thon rouge. Les détails dudit navire sont présentés ci-après :

Nom actuel :	FESAL
Numéro ICCAT :	AT000SYR00019
Type de navire :	Senneur
Type d'engin :	Filet tournant
Longueur :	20,5 mètres
GRT :	55,69

Étant donné que la Syrie est un pays en développement, elle ne dispose pas d'une flottille de pêche et par voie de conséquence il n'existe pas de surcapacité à réduire.

Tel que le requiert la Rec. 08-05, nous aimerions également porter à la connaissance du Secrétariat de l'ICCAT que le ministère syrien de l'agriculture a l'intention de déployer un observateur national à bord du navire afin d'observer toutes ses activités de pêche. L'observateur s'appelle Nedal Haidar et est biologiste auprès de la Commission générale des ressources halieutiques. Le navire de pêche sera également équipé d'un VMS aux fins de suivi.

Nous aimerions également porter à votre connaissance que le débarquement de thonidés ne sera autorisé qu'au port de Lattakia et que cette activité ne sera pas autorisée dans d'autres ports syriens.

Nous avons procédé à des réaménagements au sein de l'industrie halieutique et nous déployons tous les efforts possibles afin de transposer toutes les recommandations de l'ICCAT dans notre législation. Seul un navire syrien participe à la pêche de thonidés avec notre autorisation. D'autres petits navires capturent d'autres espèces et ne sont pas équipés pour pêcher des thonidés.

En ce qui concerne la soumission d'informations, nous prions le Secrétariat de nous aider et de nous orienter afin d'améliorer notre système de soumission d'informations tel que requis.

Les autorités syriennes sont disposées à travailler en totale collaboration avec le Secrétariat. À cet égard, nous aimerions clarifier la position de la Syrie au regard du Secrétariat au sujet des éléments ci-après :

- Liste annuelle de navires ciblant le germon (aucun navire en Syrie ne participe à la capture du germon)
- Navires de charge réalisant des activités de transbordement (il n'existe aucun navire de ce genre enregistré en Syrie)

- Liste des navires ciblant l'espadon de la Méditerranée (aucun navire ne se livre à cette activité)
- Liste des navires ciblant l'espadon de la Méditerranée de l'année précédente (aucun navire ne se livre à cette activité)
- Rapports de gestion des LSTLV (aucun navire ne se livre à cette activité)
- Affrètement de navires (la Syrie n'a conclu aucun accord d'affrètement)
- Navires prenant part à des activités de pêche IUU (aucun navire n'est impliqué dans des activités de pêche IUU)
- Rapports sur des allégations d'IUU (aucune activité IUU n'a été observée)
- Rapports d'inspection portuaire (il n'existe aucune infraction)
- Sceaux et signatures de validation pour les SDP (La Syrie n'exporte pas de thon obèse congelé, tout l'espadon)
- Les données des programmes de documents statistiques de l'ICCAT (La Syrie n'exporte pas de thon obèse congelé, tout l'espadon)
- Sceaux et signatures de validation pour les BCD (déjà soumis au Secrétariat)
- Points de contact du BCD (déjà soumis au Secrétariat)
- Documents de capture de thon rouge (les BCD validés ont été envoyés au Secrétariat)
- Déclaration de transbordement (aucune activité de transbordement)
- Rapports de transbordement (aucune activité de transbordement)
- Données de non-application (aucun cas de non-application n'a été détecté au regard des mesures de l'ICCAT)
- Soumission des mesures commerciales des données d'importation et de débarquement (aucune importation ni de débarquement n'a été réalisé)
- Établissements d'engraissement de thon rouge (la Syrie ne se livre pas aux activités d'engraissement de thon rouge)
- Rapports sur l'engraissement de thon rouge (ne participe pas à l'engraissement)
- Déclaration de mise en cage de thon rouge (ne participe pas à l'engraissement)
- Coefficient de croissance et méthodologie utilisés (ne participe pas à l'engraissement)
- Échantillons de taille des fermes (ne participe pas à l'engraissement)
- Report de poissons mis en cage (ne participe pas à l'engraissement)
- Plan de gestion de la capacité (la Syrie ne dispose pas d'une flottille de pêche et l'intégralité du quota de la Syrie a été assignée à un seul navire)
- Navires de thon rouge en activité en 2009 (aucun navire syrien n'a participé à la pêche thonière en 2009)
- Liste de canneurs et de ligneurs (aucun canneur ni ligneur ne se livre à la pêche thonière)
- Navires non couverts par la Rec. 08-05 et présumés avoir mené des activités de pêche (aucune infraction n'a été constatée)
- Liste des navires opérant dans la mer Adriatique (aucun navire syrien ne s'est livré à des activités de pêche dans la mer Adriatique)
- Plans de participation au schéma d'inspection conjointe (la Syrie n'a pas pris part au schéma)
- Copies des rapports d'inspection (la Syrie dispose d'un quota très limité et seul un navire est autorisé à pêcher)
- Madragues de thon rouge (aucune madrague de thon rouge n'est disponible en Syrie)
- Déclaration des madragues de thon rouge (aucune madrague de thon rouge n'est disponible en Syrie)
- Rapport de capture hebdomadaire de thon rouge (le rapport de capture a été soumis au Secrétariat, nous allons davantage veiller à respecter les délais fixés)
- Rapport de capture mensuelle de thon rouge (le rapport de capture mensuelle a été soumis au Secrétariat, après avoir épuisé le quota imparti, le navire de pêche a cessé ses activités de pêche et a rejoint le port)
- Données relatives à la pêche sportive et récréative (aucune activité de pêche thonière)
- Opérations de pêche conjointe (la Syrie n'a pas participé à d'opérations de pêche conjointe avec d'autres CPC)



## **Ref. Paragraphe 87 de la Rec. 10-04 de l'ICCAT**

En complément au plan de pêche de la Syrie circulé précédemment, la Syrie s'engage à ce qu'un pourcentage spécifique de poissons soit échantillonné en mettant à mort une quantité adéquate de poissons en vue d'améliorer le comptage et l'estimation du poids des poissons capturés tel que le requiert le paragraphe 87 de la Rec. 10-04. Au point de la capture, le poisson sélectionné de manière aléatoire sera examiné. Le poisson mort sera pesé et mesuré. Les calculs obtenus seront utilisés afin de déterminer le volume estimé de poissons sur la base des proportions.

Le plan de pêche de la Syrie sera appliqué dans le respect de la Recommandation 10-04 de l'ICCAT.

## **TUNISIE**

### **Plan de pêche – réduction de la capacité et plan d'inspection**

La Tunisie a déployé un effort important pour réduire de sa capacité de pêche pour être en conformité avec les Recommandations de l'ICCAT. En effet, le nombre de thoniers prévu d'exercer la pêche au thon en 2011 sera de 23 navires.

#### ***Réduction de la capacité de pêche***

L'autorité compétente tunisienne a entamé, depuis l'année 2004 un programme de réduction de la capacité de pêche de thon rouge ; elle a réduit le nombre de navires de pêche de 10 senneurs, soit 20 % de la flottille thonière tunisienne. Elle a arrêté l'investissement dans la construction des navires de pêche, entre autres des thoniers, sauf à des fins de remplacement et a interdit l'affrètement de navires étrangers.

Au cours de la période 2011-2013, la Tunisie envisage de poursuivre la réduction du nombre de navires opérant la pêche au thon conformément aux dispositions du paragraphe 41 de la Recommandation 10-04 de l'ICCAT visant l'établissement d'un programme pluriannuel de rétablissement pour le thon rouge de l'Atlantique Est et de la Méditerranée.

Le tableau en annexe indique la capacité de pêche prévue de la Tunisie pour la période 2011-2013 en nombres selon les fourchettes de longueurs des navires de pêche. Ce tableau montre une réduction très importante « 19 navires » en 2011 ; les nombres des navires pour les années 2012 et 2013 sont donnés à titre indicatif et seront adaptés une fois que le TAC au titre de ces années sera arrêté.

Il y a lieu de signaler que cette réduction de la capacité de pêche des thoniers s'effectuera moyennant la reconversion de certains navires à d'autres activités de pêche pour cibler d'autres espèces de poisson, ou pour les classer dans le registre des autres navires c'est-à-dire comme navires d'appui ou d'assistance dans les fermes d'engraissement, on adoptera peut être aussi si besoin est, un mode de rotation annuelle pour certaines unités.

Chaque thonier sera équipé d'un système de contrôle VMS. À noter que dans le cadre des préparatifs pour la campagne de pêche 2011, les équipements VMS ont été déconnectés des thoniers pour les remettre en état et pour ajouter certaines variables permettant d'expérimenter la transmission par voie électronique des données au centre d'administration et de gestion des informations de la pêche installée à terre et ce, à partir de certains navires dans les zones de pêche.

Les navires prévus d'exercer pendant la saison 2011 vont travailler en groupes, la composition de chaque groupe sera communiquée au secrétariat dans les délais requis.

Chaque navire aura un quota individuel de thon rouge au titre de la campagne 2011. Les quotas ont été partagés entre les navires en exercice suivant leurs caractéristiques techniques, les normes adoptées par l'ICCAT dans l'allocation des quotas individuels et la disposition des armateurs à participer au programme de réduction de la capacité de pêche « tableaux en annexe ».

Les prises qui vont être réalisées vont être constatées par les observateurs à bord aussi bien sur les thoniers, ou les remorqueurs vers les établissements d'engraissement et par des gardes pêches quand le produit est débarqué dans les ports de pêche.

## **Plan d'inspection**

Les inspections en 2011 seront réalisées à différents niveaux de la filière par les divers types de contrôleurs et observateurs, et ce, pour assurer une traçabilité du produit de la pêche (participation au schéma conjoint d'inspection international, le contrôle par les services actifs en mer, les observateurs à bord, le contrôle dans les établissements d'engraissement et pendant l'abattage, par les gardes pêche au débarquement du produit dans les ports, etc.).

Concernant la participation au schéma conjoint d'inspection international et conformément aux dispositions des paragraphes 99-101 de la Recommandation 10-04 de l'ICCAT, la Tunisie envisage de mettre à la disposition de ce programme le navire Amilcar MA 878 pour accomplir des missions d'inspection.

Deux inspecteurs seront embarqués à bord de ce navire, il s'agit de Mrs Hachem Ben Naceur et Dheker Troudi.

Les contrôleurs désignés sont des thésards en sciences halieutiques, ils ont participé en 2010 au programme d'observateurs régionaux et ont suivi en début février 2011 une session de formation sur les Recommandations de l'ICCAT sur diverses questions se rapportant sur la mission prévue.

L'inspection dans les zones de pêche continuera aussi d'être assurée par les services actifs de la surveillance côtière. Ce contrôle couvre, en particulier, les activités exercées par les bateaux de pêche dans les eaux sous juridiction nationale.

L'inspection dans les ports sera remplie par les gardes pêche relevant des services régionaux de la pêche. Des constats vifs seront opérés au niveau de tous les débarquements faits aux ports en vue de relever les quantités pêchées et en vérifier les tailles.

L'inspection au niveau des établissements d'engraissement sera assurée moyennant un suivi par les gardes pêches des écritures faites par les exploitants pour tenir à jour les documents statistiques élaborés conformément aux modèles préétablis, et ceci en plus des missions qui seront accomplies par les observateurs régionaux au niveau des opérations de mise en cage et au niveau de l'abattage.

À signaler aussi qu'en plus des caméras sous-marines qui seront utilisées pour évaluer le nombre de poissons transférés dans les cages, la Tunisie envisage d'appliquer un programme d'échantillonnage cette année pendant la mise en cage, mais aussi avant le remorquage du poisson vers les établissements d'engraissement et ce, dans le but d'améliorer l'estimation du poids du poisson qui sera transféré dans les fermes.

### *Détermination des procédures pour la mise en œuvre du ROP-BFT pour la saison 2011*

La Tunisie a assigné 26 fonctionnaires pour participer aux programmes régional et national d'observation de l'ICCAT et d'inspection, ces observateurs et inspecteurs sont composés de cadres des administrations des pêches, des chercheurs dans des instituts de l'enseignement supérieur et des techniciens des pêches.

Les observateurs nationaux seront engagés à bord des remorqueurs des cages et des navires de pêche de longueur comprise entre 15 et 24 m.

Les inspecteurs auront des missions à bord du navire d'inspection désigné à cet effet.

Il est à signaler qu'une décision ministérielle N° 213 du 17 février 2011 a été pour cela décrétée pour désigner les personnes requises après avoir organisé à leur profit deux sessions de formation sur des thèmes ayant trait aux recommandations de l'ICCAT.

### *Ajustement de la capacité d'engraissement*

Conformément aux paragraphes de 49 à 53 de la Recommandation de l'ICCAT pour amender la Recommandation de l'ICCAT visant l'établissement d'un programme pluriannuel de rétablissement pour le thon rouge de l'Atlantique Est et de la Méditerranée, le tableau suivant indique les quantités mises en cage maximales de thon rouge capturé en liberté autorisées pour les années 2011-2013.

Ces quantités s'élèvent à 2134 tonnes, elles incluent les prises réalisées par les navires tunisiens et les importations de thon rouge enregistrées auprès de l'ICCAT en 2008 et qui sont mises dans les fermes d'engraissement tunisiennes.

Les fermes répertoriées dans le tableau continueront d'exercer leurs activités en mettant en œuvre les moyens pertinents pour l'engraissement des quantités maximales de thon rouge en 2011-2013. La gérance de la ferme SMT attribuée à une autre personne dont le nom sera communiqué ultérieurement à l'ICCAT.

**\*Quotas individuels des navires 2011**

	Nom du navire	Numéro ICCAT	Quota 2011 en t.
1	Futuro	AT 000 TUN 00065	68,67
2	Ghedir El Golla	AT 000 TUN 00030	68,67
3	Mohamed Sadok	AT 000 TUN 00051	53,50
4	Hassen	AT 000 TUN 00008	53,50
5	Jaouhar	AT 000 TUN 00046	32,33
6	Tapsus	AT 000 TUN 00024	32,33
7	Tijani	AT 000 TUN 00026	32,33
8	Horchani	AT 000 TUN 00009	39,67
9	El Khalij	AT 000 TUN 00014	39,67
10	El Houssaine	AT 000 TUN 00049	26,00
11	Hadj Mokhtar	AT 000 TUN 00025	26,00
12	Haj Hedi	AT 000 TUN 00007	26,00
13	Hadj Ahmed	AT 000 TUN 00070	42,00
14	Mohamed Yassine	AT 000 TUN 00045	23,68
15	Sallem	AT 000 TUN 00023	45,16
16	Ibn Rachiq	AT 000 TUN 00037	45,16
17	Imen	AT 000 TUN 00010	54,32
18	Abderrahmene	AT 000 TUN 00047	47,87
19	Abou Chamma	AT 000 TUN 00002	31,67
20	Denphir	AT 000 TUN 00052	23,66
21	Abderrahim	AT 000 TUN 00034	16,01
22	Ghali	AT 000 TUN 00036	16,01
23	Mohamed Ali	AT 000 TUN 00071	16,01

\*Liste préliminaire

**Quotas individuels des navires de plus de 24 m**

	Nom du navire	Numéro ICCAT	Quota 2011 en t
1	Futuro	AT 000 TUN 00065	68,67
2	Ghedir El Golla	AT 000 TUN 00030	68,67
3	Mohamed Sadok	AT 000 TUN 00051	53,50
4	Hassen	AT 000 TUN 00008	53,50
5	Jaouhar	AT 000 TUN 00046	32,33
6	Tapsus	AT 000 TUN 00024	32,33
7	Tijani	AT 000 TUN 00026	32,33
8	Horchani	AT 000 TUN 00009	39,67
9	El Khalij	AT 000 TUN 00014	39,67
10	El Houssaine	AT 000 TUN 00049	26,00
11	Hadj Mokhtar	AT 000 TUN 00025	26,00
12	Haj Hedi	AT 000 TUN 00007	26,00
13	Hadj Ahmed	AT 000 TUN 00070	42,00
14	Sallem	AT 000 TUN 00023	45,16
15	Ibn Rachiq	AT 000 TUN 00037	45,16
16	Imen	AT 000 TUN 00010	54,32
17	Abderrahmene	AT 000 TUN 00047	47,87
18	Abou Chamma	AT 000 TUN 00002	31,67
19	Denphir	AT 000 TUN 00052	23,66

\*Liste préliminaire

**CAPACITE DE PECHE- TUNISIE**

Catégories de navires	Niveau de capture	2008		2010		2011		2012*		2013*	
		Nbre	capacité	Nbre	capacité	Nbre	capacité	Nbre	capacité	Nbre	capacité
Grands senneurs $\geq 40$ m	70,66 t	1	70,66 t	1	70,66 t	0	0	0	0	0	0
Moyens senneurs 24 – 40 m	49,78 t	24	1194,72	24	1194,72	19	945,82	20	995,6	19	945,82
Petits senneurs $\leq 24$ m	33,68 t	16	538,88	16	538,88	4	134,72	1	33,68 t	1	33,68 t
Petit palangrier $\leq 24$ m	5 t	1	5	1	5	0	0	0	0	0	0
Total		42	1809,26	42	1809,26	23	1080,54	22	1029,28	21	1013,18
% de réduction							76,78%		98,51%		100%

\*Données à titre indicatif

## TURQUIE

### Plan de pêche du thon rouge de l'Est de la Turquie au titre de 2011

#### *Introduction*

Les activités de pêche, de transfert et d'engraissement du thon rouge de l'Est seront réalisées en application des recommandations applicables de l'ICCAT. Un système d'allocation de quota individuel pour chaque navire de capture de thon rouge sera appliqué. La pêche de thon rouge ne sera réalisée que conformément aux quotas individuels des navires de capture.

Le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales (MARA) annoncera la décision susmentionnée à tous les acteurs du secteur conformément au « Communiqué ministériel sur la pêche de thon rouge en 2011 », qui restera en vigueur jusqu'à la fin de la saison de pêche de thon rouge de 2011.

#### *Engagement*

La Turquie a soulevé une objection formelle au schéma d'allocation de quota à compter de 2011 prévu au paragraphe 8 de la *Recommandation de l'ICCAT pour amender la Recommandation de l'ICCAT visant à l'établissement d'un programme pluriannuel de rétablissement pour le thon rouge de l'Atlantique Est et de la Méditerranée* [Rec. 10-04], en vertu de l'Article VIII 3(a) de la Convention.

Cette objection formelle a été soulevée au motif que les chiffres de captures historiques de thon rouge de la Turquie ont fait l'objet d'une négligence, critère établi par les « Critères de l'ICCAT pour l'allocation de possibilités de pêche », par la Sous-commission 2 au cours du processus d'allocation de quotas parmi les CPC.

Néanmoins, l'entrée en vigueur tardive de la Rec. 10-04 de l'ICCAT n'empêchera pas la Turquie d'adopter/exécuter intégralement les dispositions de ladite recommandation, exception faite du paragraphe 8, à partir du début de l'année 2011. A cette fin, même si la Turquie s'oppose à la décision sur l'allocation de quotas, elle ne permettra pas la pêche qui dépasserait le volume du niveau de quota qui lui est alloué.

#### *Zones de pêche potentielles*

La zone de pêche potentielle pour la pêcherie de thon rouge de l'Est se situera au large des côtes occidentales et méridionales de la Turquie, la baie d'Antalya et la région comprise entre Antalya Gazi Pasha et l'île de Chypre. Dans l'Est de la Méditerranée, on estime que l'activité de pêche se déroule essentiellement dans la zone marine triangulaire entourée par la Turquie, Chypre et la Syrie. De rares activités de pêche pourraient avoir lieu dans les zones méridionales de la mer Égée.

#### *Liste des navires de capture du thon rouge autorisés*

Le MARA accordera des permis de pêche spéciaux à 17 navires de capture de thon rouge maximum au titre de 2011, conformément à la législation nationale et aux réglementations pertinentes de l'ICCAT. Tous les navires seront équipés et contrôlés par un système de surveillance des bateaux (VMS). En plus des navires de capture, 36 navires détiendront des licences de remorqueurs et autres navires.

Depuis le lancement des mesures de réduction de la capacité appliquées depuis 2009, à travers le communiqué ministériel sur la pêche de thon rouge et les directives ministérielles pertinentes, le MARA a réduit le nombre total de navires de capture de thon rouge de 547 %. La Turquie continuera à appliquer la réduction de capacité requise dans le but de parvenir à « 0 % » de surcapacité à partir de 2012.

La liste des navires de capture de thon rouge autorisés et des quotas individuels qui leur sont associés est fournie au **Tableau 1**. La liste finale des navires de pêche de thon rouge autorisés sera soumise au Secrétariat de l'ICCAT avant le délai spécifié.

**Tableau 1.** Liste des navires de capture de BFT autorisés en 2011

	<i>Numéro liste ICCAT</i>	<i>Nom du navire</i>	<i>Quota assigné (Kg)</i>	<i>Longueur hors-tout (m)</i>
1	AT000TUR00296	AKGUN BALIKCILIK-3	26.172	42,41
2	AT000TUR00182	AGAOGULLARI-5	26.172	39,80
3	AT000TUR00002	AKTAŞLAR-C	36.072	46,10
4	AT000TUR00014	CINAR IBRAHİM	36.072	50,00
5	AT000TUR00450	CİHAN CENGİZ KARADENİZ	26.172	40,22
6	AT000TUR00501	DENİZER	36.072	48,05
7	AT000TUR00496	GEÇİCİLER BALIKCILIK	26.172	42,05
8	AT000TUR00024	HACIMUSTAFA KULOĞLU	36.072	62,00
9	AT000TUR00502	İSMAİL SERTER	26.172	35,00
10	AT000TUR00248	KERİM REİS-4	26.172	43,97
11	AT000TUR00032	MAMULİ REİS-I	36.072	52,86
12	AT000TUR00033	MAMULİ REİS-III	26.172	48,70
13	AT000TUR00407	SÜRSAN-1	36.072	62,00
14	AT000TUR00220	TOPLU-3	26.172	46,00
15	AT000TUR00115	TRABZON SU ÜRÜNLERİ-1	36.072	39,85
16	AT000TUR00455	TUNCAY SAGUN-2	26.172	35,60
17	AT000TUR00040	TUNCAY SAGUN-6	36.072	44,98

### ***Octroi d'une licence***

Un permis de pêche spécial, qui sera délivré par les directions provinciales du MARA aux senneurs éligibles (qui ont officiellement détenu ce permis au cours d'années antérieures) afin qu'ils se livrent à la pêche de thon rouge, est obligatoire pour que les navires de capture de thon rouge opèrent pendant la saison de 2011. Le MARA établira le nombre total de « permis de pêche spéciaux » qui seront délivrés, conformément aux réglementations et recommandations pertinentes de l'ICCAT.

Un permis spécial de remorquage, qui sera délivré par les directions provinciales du MARA aux navires de pêche éligibles afin qu'ils se livrent à des opérations de transfert de thon rouge, est obligatoire pour que les autres navires de thon rouge opèrent pendant la saison de 2011.

Un navire de pêche ne devra posséder qu'un des permis susmentionnés. Aucun engin de pêche, sauf le filet de la cage, ne devra être présent à bord de tout remorqueur.

### ***Allocation de quota de capture de thon rouge***

Même si la Turquie a soulevé une objection formelle au schéma d'allocation de quota à compter de 2011, le niveau de quota contesté susmentionné sera respecté en vertu du programme de rétablissement pluriannuel pour le thon rouge de l'Est, et la Turquie ne devra pas dépasser le montant total de 535,120 t, qui a été considéré comme étant la base de l'allocation nationale de quotas individuels aux navires de capture autorisés à pêcher en 2011 en tenant compte de l'état récent des stocks de thon rouge de l'Est.

### ***Méthodologie utilisée pour l'allocation de quotas individuels.***

Le MARA a alloué 98% du quota national total en le distribuant à parts égales à chacun des navires de pêche, sur la base des longueurs hors-tout.

Si un navire de capture ne peut pas complètement épuiser son quota individuel assigné à la fin de la saison, aucun transfert de quota individuel (ou report) à l'année suivante ne sera autorisé.

*Pêcheries côtières, récréatives et sportives*

Un niveau de quota spécifique a été alloué en ce qui concerne les pêcheries artisanales, récréatives et sportives, ainsi que les prises accessoires, qui représentent 2% du total. La commercialisation du thon rouge capturé dans le cadre de la pêche récréative est interdite sauf à des fins caritatives.

***Réglementations pour la saison de pêche de thon rouge 2011***

*Période de pêche et fermeture de saison*

- La période de pêche de thon rouge autorisée pour les senneurs s'étendra du 16 mai 2011 au 14 juin 2011.
- Si le quota de capture alloué par le MARA est épuisé avant la fermeture, le MARA devra immédiatement anticiper la fermeture. Un navire de capture doit se rendre immédiatement dans le port désigné le plus proche, au plus tard dans les trois (3) jours suivant l'épuisement de son quota individuel, et doit faire rapport à la direction provinciale la plus proche du MARA.
- La pêche sportive et récréative de thon rouge, la pêche de thon rouge au chalut, à la ligne à main et à la palangre sont interdites du 15 octobre au 15 juin.
- La pêche de thon rouge sera interdite aux grands palangriers pélagiques de plus de 24 m du 1<sup>er</sup> juin au 31 décembre.

*Accords d'affrètement et accords commerciaux privés*

- Aucune opération d'affrètement n'est autorisée pour la pêcherie de thon rouge à partir de 2011.
- Aucun accord commercial privé ne sera permis à moins que les CPC concernées et l'ICCAT ne donnent leur autorisation.

*Opérations de pêche conjointes*

- Aucune opération de pêche conjointe (JFO) avec une autre CPC n'est autorisée à moins que la CPC concernée ne détienne moins de cinq senneurs autorisés (maximum quatre).
- Une opération de pêche conjointe de thon rouge ne sera autorisée qu'avec le consentement du MARA et de l'autorité de l'autre CPC concernée, si les navires impliqués sont équipés pour pêcher du thon rouge et disposent de quotas individuels suffisants.
- Les navires de pêche réalisant une opération de pêche conjointe avec les navires d'une autre CPC devront présenter au MARA les certificats et lettres de consentement requis au moins 15 jours avant le début de l'opération (départ du port), pour être transmis au Secrétariat de l'ICCAT dans les délais spécifiés.
- Au moment de la demande d'autorisation, le(s) navire(s) de capture participant à l'opération de pêche conjointe devra (ont) fournir les informations suivantes :
  - o Durée de l'opération,
  - o Identité des opérateurs y participant
  - o Quotas individuels des navires,
  - o Clef d'allocation entre les navires pour les prises concernées,
  - o L'information sur les fermes d'engraissement ou d'élevage de destination.
- Les capitaines des navires de capture prenant part à une opération de pêche conjointe devront enregistrer dans leur carnet de pêche les éléments ci-après :
  - o Nom, numéro ICCAT et indicatif international d'appel radio du navire de capture,
  - o Nom, numéro ICCAT et indicatif international d'appel radio du remorqueur,
  - o La date et l'heure de la capture et du transfert,
  - o L'emplacement de la capture et du transfert (longitude/latitude),
  - o Le volume des prises hissées à bord,
  - o Le volume des prises transférées dans des cages,
  - o Le volume des prises décomptées de son quota individuel,
  - o Le nom du remorqueur et son numéro ICCAT.

*Ports de débarquement/transbordement de thon rouge*

- Les navires de pêche de thon rouge devront uniquement transborder/débarquer des prises de thon rouge dans les ports désignés à cette fin.
- Les ports suivants ont été désignés par le MARA aux fins du débarquement/transbordement de thon rouge :

Province	Port de débarquement/transbordement désigné
ADANA	Port de pêche de Karataş
ANTALYA	Port d'Atalya Port de pêche de Gazipaşa
MERSİN	Port de pêche de Karaduvar
HATAY	Port de pêche d'İskenderun
ÇANAKKALE	Port de pêche de Kabatepe Port de pêche de Gülpınar
İSTANBUL	Port de pêche de Kumkapı Port de pêche de Tuzla
İZMİR	Port de pêche de Karaburun

*Exigences du système de surveillance des navires*

- Les navires de pêche sollicitant un permis de pêche et de transport de thon rouge au titre de 2011 devront être équipés à bord d'un dispositif de suivi par satellite ou d'un système de surveillance des bateaux (VMS) opérationnel à temps complet, tel que requis par le MARA.
- Pendant les opérations de pêche et de transport de thon rouge, les navires de capture et les remorqueurs devront maintenir à bord leurs dispositifs de suivi par satellite opérationnels. Si le dispositif du transpondeur VMS installé à bord est défectueux, le capitaine devra immédiatement en informer le MARA et envoyer manuellement au MARA, toutes les deux heures, les données sur l'emplacement en se servant de tous les moyens disponibles, jusqu'à ce que le problème soit résolu.
- Les prises/transports des navires de pêche qui agissent à l'encontre des exigences VMS susmentionnées ou qui les bafouent seront invalidés par le MARA.
- Une fois terminée l'opération de capture ou de remorquage de thon rouge, les données d'emplacement indiquées sur le document de capture de thon rouge (BCD) et la déclaration de transfert de l'ICCAT (ITD) devront être vérifiées par croisement par le centre de suivi des pêcheries du MARA (opérant le VMS). Si les registres susmentionnés ne coïncident pas, le MARA devra refuser les documents de capture/transfert en question.
- La transmission à l'ICCAT des données de VMS, par les navires de capture inclus dans le registre ICCAT de navires de capture de thon rouge, devra démarrer avant le début des saisons de pêche et se poursuivre après la clôture de la saison de pêche chaque année. Ils devront également certifier leur garantie de signalisation, comme requis.
- Les remorqueurs figurant dans le Registre ICCAT d'autres navires de thon rouge devront certifier leur garantie de signalisation et transmettre les données de VMS à l'ICCAT pendant toute la période de l'autorisation.

*Enregistrement et déclaration*

- Après chaque capture de thon rouge, le capitaine du navire devra notifier au MARA l'emplacement de la capture, la quantité et le nombre de poissons capturés, par voie électronique ou télécopie, aux fins du suivi et de la surveillance du quota individuel.
- Après l'opération de capture, le capitaine/l'opérateur du navire de capture devra transmettre, dans les 24 heures, des copies électroniques du BCD émis, de la déclaration de transfert de l'ICCAT et de la page pertinente du livre de bord élaboré au format de fichier approprié à l'adresse électronique suivante [orkinos@kkgm.gov.tr](mailto:orkinos@kkgm.gov.tr).



- Après le transfert du thon rouge capturé vivant dans la cage de remorquage du remorqueur, le capitaine du navire de capture devra compléter le BCD et l'ITD requis et devra les remettre au capitaine du remorqueur. Les remorqueurs ne devront pas quitter la zone de transfert sans avoir reçu les documents complétés susmentionnés.
- Si l'estimation des observateurs régionaux embarqués sur le navire de capture et dans la ferme d'engraissement est supérieure d'au moins 10% en nombre et/ou en poids moyen à la quantité déclarée par le capitaine du navire de capture, une enquête devra être lancée par le MARA et conclue avant le moment de la mise en cage à la ferme. Dans l'attente des résultats de cette enquête, la mise en cage ne devra pas être autorisée et la section « mise en cage » du BCD ne devra pas être validée et aucune mise à mort ne sera réalisée.
- Si les résultats de l'enquête indiquent que le nombre et/ou le poids moyen du thon rouge dépasse de 10 % celui déclaré par le capitaine du navire de capture, le MARA devra émettre un ordre de remise à l'eau pour le nombre et/ou le poids en excès, qui serait exécuté dans les 48 heures, sous la présence d'un observateur régional de l'ICCAT.
- Le capitaine/le propriétaire des navires de pêche de thon rouge doivent faire parvenir par courrier électronique au MARA ([orkinos@kkgm.gov.tr](mailto:orkinos@kkgm.gov.tr)) un rapport hebdomadaire de capture, comprenant également les registres de capture nulle. Ce rapport devra être transmis au MARA au plus tard le lundi à 10h, et indiquer les captures effectuées la semaine précédente jusqu'au dimanche minuit (temps universel).
- Chaque navire de pêche possédant un permis spécial de pêche/remorquage est dûment tenu de consigner et déclarer l'information requise concernant la quantité de thon rouge capturé, transféré et vendu.
- Les capitaines des navires de capture devront conserver un carnet de pêche relié consignant les opérations réalisées, en indiquant en particulier les volumes de thon rouge capturés et conservés à bord, si les prises ont été pesées ou estimées, la date et le lieu de réalisation de ces captures et le type d'engin utilisé, conformément aux dispositions prévues par le MARA.
- Le journal de bord doit être rempli tous les jours (minuit) ou avant l'arrivée au port. Le journal de bord doit être complété au cas où des inspections auraient lieu en mer, et il convient d'y consigner toutes les activités qui se sont déroulées ce jour-là jusqu'à ladite inspection.
- Si une prise est réalisée, le journal de bord devra être complété en conséquence et transmis au MARA par e-mail ou fax, avec le BCD pertinent.
- Aucun BCD ou certificat sanitaire – sauf pour la pêcherie de type sportif, récréatif et côtier - ne devra être émis pour le thon rouge qui n'a pas été déclaré (non déclaré bien que capturé pendant la saison de pêche), qui est surpêché (capturé alors que le quota individuel des navires de capture est épuisé) et/ou capturé pendant la fermeture de saison. Ces poissons devront être immédiatement remis à l'eau s'ils sont capturés vivants ; ils devront être saisis s'il s'agit de spécimens morts. Les navires de pêche qui commettent l'une des infractions susmentionnées ne recevront pas de permis spécial de pêche ou de remorquage pour leurs opérations futures.

#### *Opérations de remorquage*

- Avant l'opération de remorquage de tout thon rouge vivant, le capitaine du navire de capture ou du remorqueur ou ses représentants devra notifier au MARA les informations suivantes :
  - o Heure du début de l'opération de remorquage du thon rouge vivant,
  - o Emplacement du transfert, information sur la position (latitude/longitude) où le transfert aura lieu,
  - o Port, établissement d'engraissement ou cage de destination (route) du thon rouge,
  - o Heure d'arrivée estimée,
  - o Nom du navire de capture, de l'établissement d'engraissement ou de la madrague fournissant le thon rouge et numéro de registre ICCAT,
  - o Nom du remorqueur, nombre de cages remorquées et numéro de registre ICCAT, selon le cas.
  - o Numéros de cages identifiables et quantité estimée de thon rouge devant être transférée dans les cages.
- Le capitaine du remorqueur devra s'assurer que les activités de transfert sont contrôlées et enregistrées par caméra vidéo immergée et il sera chargé de garder à bord de l'embarcation ces images vidéo. Au début et/ou à la fin de chaque vidéo, le numéro ICCAT de la déclaration de transfert doit être affiché. L'heure et la date de la vidéo devront être affichées de manière continue dans tous les enregistrements vidéo.

- Un enregistrement vidéo devra être réalisé et transmis à l'observateur régional et à l'observateur de la CPC embarqué à bord du remorqueur, ce dernier devant accompagner la déclaration de transfert et les prises associées auxquelles il se rapporte. Une copie des images vidéo devra également être présentée au MARA et montrée aux inspecteurs des pêcheries, sur demande.

#### *Opérations de mise en cage*

- L'opérateur de la ferme devra contrôler et enregistrer, au moyen d'une caméra vidéo immergée, les activités de transfert à partir des cages vers la ferme et il sera chargé de conserver ces images vidéo dans la ferme.
- Un enregistrement vidéo devra être réalisé lors de chaque opération de mise en cage. Au début ou à la fin de chaque vidéo, le numéro de déclaration de transfert ICCAT devra être affiché. L'heure et la date de la vidéo devront être affichées de manière continue dans tous les enregistrements vidéo. Une copie des images vidéo devra également être présentée au MARA, sur demande.
- Il sera interdit de mettre en cages du thon rouge non accompagné de certificats et informations validés, en règle et complétés, conformément aux règles de l'ICCAT.
- Si du thon rouge mis en cages s'avère avoir été erronément déclaré et/ou capturé par des navires de pêche non autorisés ne disposant pas de quota individuel ou dont le quota individuel était insuffisant, ce poisson devra être saisi et remis en liberté.
- Si un établissement d'engraissement de thon rouge s'avère être en infraction, il ne sera pas autorisé à mettre en cages du thon rouge vivant, ni à mettre à mort ou exporter le thon rouge se trouvant dans les cages de son établissement.

#### *Opérations de transfert*

- Avant toute opération de transfert de thon rouge vivant dans les cages du remorqueur/de la ferme, que ce soit du thon rouge capturé sur le quota national de la Turquie ou bien importé (reçu) d'autres CPC, il est obligatoire de recevoir une autorisation de transfert préalable du MARA (dans le cas du quota national) ou de la CPC de pavillon (dans le cas du quota d'autres CPC).
- Le capitaine du navire de capture devra solliciter auprès du MARA, avant toute opération de transfert de thon rouge vivant dans les cages de remorquage d'un remorqueur, l'autorisation de transfert préalable, avec les informations suivantes :
  - o Nom du navire de capture et numéro de registre ICCAT,
  - o Heure estimée du transfert,
  - o Estimation du volume de thon rouge devant être transféré,
  - o Information sur la position (latitude/longitude) à laquelle le transfert aura lieu et numéros de cage identifiables,
  - o Nom du remorqueur, nombre de cages remorquées et numéro de registre ICCAT, selon le cas.
  - o Établissement d'engraissement ou cage de destination du thon rouge.
- Le transfert du thon rouge vivant capturé dans le cadre du quota national devra être autorisé ou non autorisé par le MARA dans les 48 heures suivant la soumission de la notification de transfert préalable, et le capitaine du navire de capture ou le propriétaire de la ferme devra être informé par téléphone ou e-mail de l'état de l'autorisation.
- Si le transfert n'est pas autorisé, le capitaine du navire de capture, le propriétaire de l'établissement d'engraissement ou de la madrague, selon le cas, devra relâcher les poissons dans la mer.
- Le propriétaire de la ferme devra solliciter auprès du MARA une autorisation de transfert préalable avant chaque transfert de thon rouge vivant, y compris d'un navire de pêche à une ferme ou vice-versa ou d'une ferme à une autre ferme.
- Suite à la réception de l'autorisation de transfert sollicitée auprès du MARA ou de la CPC de pavillon, il faudra compléter, comme requis, la déclaration de transfert de l'ICCAT, sans laquelle tous les transferts sont considérés illégaux et non valides.
- Le capitaine du navire de capture ou le propriétaire de la ferme devra commencer l'opération de transfert visée en consignnant le code de l'autorisation de transfert dans la déclaration de transfert de l'ICCAT.
- L'autorisation de transfert préalable pour le transfert de thon rouge vivant du navire de capture au remorqueur ne devra pas être considérée comme une autorisation de mise en cage dans la ferme.
- Le thon rouge vivant faisant l'objet d'opérations de transfert non autorisées devra être remis en liberté sous la supervision d'un observateur régional de l'ICCAT.

- Suite à la livraison du thon rouge vivant dans une ferme, le navire de capture qui a procédé à l'opération de transfert devra présenter la déclaration de transfert de l'ICCAT, dont les sections pertinentes ont été remplies par le remorqueur et l'opérateur de la ferme, à la direction provinciale du MARA, et gardera une copie.
- Le BCD et la déclaration de transfert de l'ICCAT devront accompagner le thon rouge vivant pendant son transfert vers une ferme ou un port de destination.
- Une fois le thon rouge mis à mort dans la ferme, la déclaration de transfert de l'ICCAT devra être émise pour le transport/transbordement du poisson vers les navires de transformation.
- La mise en cages ou l'achèvement du transfert jusqu'à la ferme du thon rouge vivant capturé pendant la saison de pêche devra être réalisé(e) avant le 31 juillet, sauf si des raisons valides, y compris la force majeure, sont invoquées.
- Les informations relatives à la longueur et au poids du poisson mort pendant une opération de transfert devront être fournies à la direction provinciale du MARA, dès la fin de la mise en cages à la ferme.

#### *Transbordement*

- Les opérations de transbordement en mer de thon rouge, y compris les prises accessoires, dans l'Atlantique Est et en Méditerranée devront être interdites.
- Les navires de pêche ne devront transborder les prises de thon rouge que dans les ports désignés à cet effet par le MARA.
- Le capitaine du navire de pêche réalisant le transbordement devra compléter la déclaration de transbordement de l'ICCAT et la soumettre au MARA dans les 24 heures.
- Avant l'entrée dans un port, le capitaine du navire de pêche récepteur/procédant au transbordement devra fournir au MARA, au moins 48 heures au préalable et aux directions provinciales compétentes, au moins 4 heures avant l'heure d'arrivée prévue, les informations suivantes :
  - o Heure d'arrivée prévue au port de transbordement,
  - o Noms du navire de pêche procédant au transbordement et du navire de pêche récepteur,
  - o Tonnage (poids) et nombre de thons rouges devant être transbordés,
  - o Information relative à la zone géographique où la capture a été réalisée,
  - o Numéros du registre ICCAT de navires de capture et d'autres navires.
- Les capitaines des navires de pêche récepteurs/procédant au transbordement devront être responsables des informations relatives au transbordement. Ces informations devront être notifiées au MARA dans les 48 heures suivant l'opération de transbordement.
- Le poids du thon rouge transbordé devra être déterminé par le pesage.

#### *Vérification croisée*

- Les informations pertinentes consignées dans les carnets de pêche des navires de pêche, dans les documents de transfert/transbordement et dans les documents de capture devront être vérifiées par le MARA au moyen des rapports d'inspection, des rapports d'observateurs et des données de VMS disponibles.
- Le MARA devra procéder à des vérifications croisées de tous les débarquements, de tous les transbordements ou mises en cages entre les volumes par espèces enregistrés dans les carnets de pêche des navires de pêche ou les volumes par espèces consignés dans la déclaration de transbordement, et les volumes enregistrés dans la déclaration de débarquement ou la déclaration de mise en cage, ainsi que tout autre document pertinent, tel que facture et/ou bordereau de vente.

#### *Mesures d'exécution*

- Le non-respect des réglementations régissant la pêche et le transfert de thon rouge conduira à l'invalidation du permis de pêche spécial ou du permis de remorquage spécial délivré par le MARA.
- Les navires de pêche en défaut d'application ne recevront aucun des permis spéciaux susmentionnés pour leurs opérations futures.

### *Mesures de marché*

- Le commerce extérieur et national, le transport, le débarquement, les importations, les exportations, la mise en cages à des fins d'engraissement, les réexportations et les transbordements de thon rouge de l'Atlantique Est et de la Méditerranée et de ses produits (à l'exception des segments de poissons autres que la chair, c'est-à-dire têtes, yeux, œufs, entrailles et queues), ainsi que leur maintien à bord, en stock ou à l'intérieur des cages de remorquage fixées à un navire de capture/remorquage qui ne sont pas accompagnés de la documentation exacte, complète et validée seront interdits.

### *Exigences en matière d'observateurs*

- La présence d'observateurs régionaux de l'ICCAT devra être requise pendant toutes les opérations de capture, transfert et mise en cages du thon rouge en mer et dans les fermes en 2011. Les activités des navires de remorquage devront être suivies par les observateurs nationaux qui seront déployés à bord des embarcations.
- Pendant la saison de pêche, tous les senneurs de plus de 24 mètres de longueur hors-tout, autorisés et détenteurs d'un quota, sont tenus d'employer des observateurs régionaux de l'ICCAT avec une couverture de 100%. Le capitaine/opérateur devra fournir toute l'assistance et l'aide requises en vue de faciliter les tâches de l'observateur à bord. Les senneurs sans observateur régional ICCAT ne devront pas être autorisés à pêcher ou à opérer dans la pêcherie de thon rouge.
- Des observateurs régionaux de l'ICCAT devront également être présents pendant tout le transfert de thon rouge dans les cages et toute la mise à mort des poissons en cages afin de suivre et faire rapport sur ces activités, comme requis.
- Pendant la période autorisée d'une opération de pêche conjointe, tous les senneurs, indépendamment de leur longueur, devront employer des observateurs régionaux de l'ICCAT, avec une couverture de 100%.
- La couverture d'observateurs nationaux suivante devra être assurée sur les navires actifs dans la pêcherie de thon rouge en 2011 :
  - o 100 % de ses senneurs actifs mesurant 24 mètres ou moins en 2011,
  - o 100% de ses remorqueurs.
- Le capitaine/opérateur devra fournir toute l'assistance et l'aide requises en vue de faciliter les tâches de l'observateur national à bord.
- Tous les transferts dans les cages des fermes ou en provenance de celles-ci, ainsi que toute la mise à mort ayant lieu dans les cages des fermes devront se dérouler en présence d'observateurs régionaux de l'ICCAT. L'opérateur de la ferme devra fournir toute l'assistance requise en vue de faciliter les tâches des observateurs.
- L'observateur régional ICCAT devra signer et inscrire son nom et son numéro ICCAT de manière claire sur la déclaration de transfert ICCAT. Il devra vérifier que la déclaration de transfert ICCAT est complétée et transmise de façon pertinente au capitaine du remorqueur. La déclaration de transfert de l'ICCAT devra être contresignée par l'observateur régional de l'ICCAT afin de vérifier l'information contenue.
- Par voie de conséquence, une couverture d'observateurs de 100% devra être appliquée au suivi des opérations de pêche, de transfert, de mise en cage et de mise à mort.
- Les opérations de transport/transfert de thon rouge vivant devront être enregistrées par caméras vidéo sous-marines.
- Le capitaine/opérateur du navire de capture/remorqueur devra faciliter l'accès de l'observateur régional de l'ICCAT à tous les documents/informations qu'il pourra solliciter. Il devra mettre à disposition des copies des enregistrements vidéo, cette copie devant être une copie numérique enregistrée sur un support de stockage dur (DVD, mémoire USB, lecteur de disque dur, etc.) et devant mentionner la date et l'heure de l'enregistrement. Il y aura également lieu d'indiquer les spécifications du matériel d'enregistrement (type, marque et modèle), les spécifications de l'enregistrement (type de version de la vidéo, compression, logiciel) et le matériel de visualisation vidéo mis à la disposition de l'observateur (téléviseur, ordinateur, écran de la caméra vidéo, etc.).

#### *Taille du maillage et engin de pêche*

- La taille du maillage à l'extrémité du filet de senne, pour la pêche de thon rouge, ne devra pas être inférieure à 44 millimètres.

#### *Utilisation d'aéronefs*

- L'utilisation des avions ou des hélicoptères pour la recherche du thon rouge est interdite.

#### *Taille minimale*

- La capture, la rétention à bord, le transbordement, le transfert, le débarquement, le transport, le stockage, la vente, l'exposition ou la proposition de vente de thon rouge d'un poids inférieur à 30 kg sont interdits.
- Pour les navires de capture pêchant activement du thon rouge, une prise accidentelle de 5% maximum de thon rouge pesant entre 10 et 30 kg devra être autorisée et ces prises accidentelles devront être déduites du quota de capture de thon rouge alloué à la Turquie au titre de 2011. Le pourcentage susmentionné sera calculé à partir des prises accessoires totales du poisson retenu à bord du navire, comme leur équivalent en poids exprimé en pourcentage.
- Les navires ne ciblant pas le thon rouge ne sont pas autorisés à retenir à bord du thon rouge dépassant plus de 5 % de la prise totale à bord en poids ou en nombre de spécimens. Ces prises accessoires devront également être déduites du quota de capture de thon rouge alloué à la Turquie au titre de 2011.

#### *Exigences d'échantillonnage*

Outre l'obligation d'enregistrements vidéo, un certain pourcentage de poissons sera échantillonné, en mettant à mort une quantité appropriée de poisson, pour améliorer la comptabilisation et l'estimation du poids des poissons mis en cage, pour répondre à l'exigence du paragraphe 87 de la Rec. 10-04 de l'ICCAT.

Au moment du transfert des poissons de la cage de remorquage vers la cage d'engraissement, les poissons choisis par échantillonnage aléatoire seront mis à mort. Les poissons morts doivent être mesurés et pesés; les calculs obtenus serviront à déterminer le montant estimé de poissons en cage en tenant compte des proportions.

Au cours du processus, le support scientifique doit être obtenu afin de minimiser les erreurs de l'estimation du poids.

Entre-temps, les opérateurs de l'établissement d'engraissement doivent être encouragés à développer des projets scientifiques et des méthodes technologiques afin d'améliorer la précision de l'estimation de poids et de la quantité sans devoir tuer le poisson.

En outre, il serait opportun de charger le SCRS d'élaborer d'une méthode et une technique standardisés qui pourraient également être adoptés communément par l'ICCAT

#### ***Conclusion***

- Quelles soient spécifiées ou non dans le plan fourni ci-dessus, toutes les dispositions stipulées dans les recommandations de l'ICCAT en vigueur devront être transposées et appliquées dans leur intégralité.
- Les armateurs/opérateurs des navires de pêche, les gestionnaires/opérateurs des établissements d'engraissement et les exportateurs seront responsables de la mise en œuvre adéquate de toutes les dispositions susmentionnées, ainsi que des autres règles et recommandations applicables imposées par l'ICCAT.

## **Plan d'inspection des pêcheries de la Turquie**

### **Ière partie**

#### **Cadre renforcé des mesures de suivi, de contrôle et de surveillance (MCS)**

##### **I- Cadre légal du MCS**

Le ministère turc de l'agriculture et des affaires rurales (MARA) constitue l'autorité principale en charge de la gestion des pêcheries. Néanmoins, le MARA et le Commandement turc de la garde-côtière en mer (CGC) partagent la responsabilité de l'ensemble de la coordination des activités de contrôles des pêches en mer, y compris la planification, la mise en œuvre et la coordination du MCS.

Le MARA a l'intention de créer une « unité centrale en charge de toutes les questions halieutiques » en vertu d'un projet de loi relatif à l'organisation et aux compétences du ministère de l'alimentation et de l'agriculture, qui remplacera le MARA. Il est escompté que ledit projet de loi renforce davantage les ressources administratives et humaines qui permettront de faire en sorte que le MCS soit plus efficace.

##### **II. Cadre institutionnel du MCS**

La loi sur la pêche, les réglementations régissant la pêche, les notifications ministérielles et les communiqués ministériels constituent le cadre juridique actuel.

Les règlements mentionnés ci-dessus établissent les principales dispositions en matière de MCS, à savoir :

- Autorisation et procédure d'octroi de permis aux navires de pêche,
- Mesures techniques et saisonnières, ainsi que la réglementation régissant les engins de pêche,
- Autorisation suivi et déclaration des activités de pêche à l'étranger
- Mise en place et exploitation d'un système VMS,
- Prise de dispositions pour la désignation des ports et des points de débarquement,
- Prise de dispositions pour la désignation des premiers points de vente,
- Prise de dispositions pour l'enregistrement des premiers acheteurs,
- Établissement des procédures d'inspection,
- Prise de dispositions sur les mesures d'application,
- Mise en œuvre des dispositions des accords internationaux auxquels la Turquie est partie.

##### **III- Mesures spécifiques de contrôles des pêches en vigueur**

###### *Permis de pêche et autorisation de pêche*

La Turquie dispose actuellement d'un système de permis et des autorisations spécifiques sont nécessaires pour réaliser des activités particulières, telles que la pêche dans des eaux situées au-delà de la juridiction nationale. Le régime du TAC et de quotas est applicable au thon rouge de l'Atlantique l'Est (BFT), à la praire, à l'anguille et en partie à l'anchois dans le bassin de la mer Noire. Des autorisations spécifiques (à savoir le permis spécial de pêche et le permis spécial de remorquage) qui se rapportent à la pêche du thon rouge existent.

###### *Système d'information sur la pêche (FIS)*

La Turquie a mis en œuvre depuis 2008 un système d'information sur la pêche (dénommé « SUBIS ») qui s'applique actuellement à tous les types de pêche, y compris la pêche du thon rouge en Turquie. Le FIS compte les fonctions généralisées polyvalentes suivantes :

- Registre de navires de pêche,
- Registre de pêcheurs commerciaux,
- Permis de pêche spéciaux des navires de pêche,
- Suivi du quota de capture de thon rouge,
- Suivi du quota de praires,
- Suivi de la pêche d'anchois,

- La vérification croisée du document de capture est réalisée par le biais du FIS, dans le respect de la réglementation IUU de l'Union européenne (UE) (No.1005/2008).
- Nom d'utilisateur et mot de passe afin que les pêcheurs et les exportateurs puissent accéder au FIS,
- Poursuite des travaux techniques de développement du logiciel pour des sous-systèmes supplémentaires de FIS,
- Il est prévu que tous les pêcheurs soient autorisés à consulter et à suivre les données de carnet de pêche qu'ils ont soumises,
- Les registres des navires de pêche sont liés à ceux tenus par le sous-secrétariat des affaires maritimes turc.

#### *VMS, AIS et FMC*

La Turquie a mis en œuvre un système de surveillance des navires (VMS) depuis 2006 qui s'applique actuellement aux navires ciblant le thon rouge sous les auspices de l'ICCAT. Les navires de pêche de thon rouge sont légalement tenus de disposer d'un dispositif du système de surveillance des navires par satellite. En 2010, 61 navires de capture et de remorquage ont été suivis par VMS. Des données ont été régulièrement soumises au Secrétariat de l'ICCAT par le biais du centre de surveillance des pêches (FMC) situé dans les locaux du MARA à Ankara, Turquie. Le MARA a l'intention d'étendre l'application du VMS aux navires de plus de 12 m jusqu'en 2015. Le MARA prévoit également l'établissement d'un système intégré composé d'un VMS par satellite, un système automatique d'identification (AIS) et un carnet de pêche électronique.

Tous les navires de pêche de plus de 15 mètres sont tenus de disposer d'un dispositif AIS à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010. 1263 navires sont suivis par le biais d'AIS. Le suivi des navires de plus de 15 mètres par AIS contribue à contrôler plus efficacement les activités de pêche. Il est prévu que les résultats de ces contrôles seront saisis dans la base de données FIS. La base de données de contrôle sera utilisée communément avec d'autres institutions gouvernementales en charge du contrôle. La base de données inclura l'établissement d'une « liste noire » des navires prenant part à des activités de pêche IUU.

Les navires de pêche de  $\geq 12$  mètres de longueur hors-tout sont tenus de disposer de carnet de pêche et cette exigence sera progressivement étendue aux navires de plus de 10 mètres. Le passage des carnets de pêche sur support papier aux carnets de pêche sur support électronique est encore à l'examen.

#### *Postes au port de pêche (FPO en anglais)*

En 2010, la construction et l'ameublement de quatre nouveaux FPO ont été terminés dans les ports les plus importants et concentrant le plus grand volume d'activités halieutique en termes d'activités de débarquement, dans le but de réaliser les tâches suivantes :

- Contrôles de la pêche et des débarquements,
- Contrôle des engins de pêche,
- Saisie des données des carnets de pêche dans le FIS,
- Octroi de certificat de transport,
- Réception, évaluation et transmission des demandes des pêcheurs.

Actuellement, 40 FPO servant de points de contrôle des débarquements sont opérationnels et il est prévu que trois autres FPO soient construits d'ici la fin de l'année 2011.

Il convient de noter que presque aucun débarquement de thon rouge n'a été relevé jusqu'à présent, étant donné que tous les thons rouges sont généralement acheminés vivants vers les établissements d'engraissement compte tenu que la possibilité d'engraisser et de vendre/d'exporter le produit présente une valeur économique plus élevée que la consommation locale. Toutefois, en octobre 2010, un seul spécimen de 121 kg, qui a été capturé en tant que prise accessoire, a été débarqué et déclaré à l'ICCAT.

### *Système de carnet de pêche*

La Turquie a établi un nouveau système de carnet de pêche depuis 2008 qui fait encore l'objet d'un processus de mise en œuvre. Le système turc a été appliqué aux navires de  $\geq 12$  mètres de longueur hors-tout. La mise en œuvre d'un système de carnet de pêche électronique est envisagée à court terme. Un règlement d'application, ayant valeur de cadre réglementaire, doit être élaboré aux fins de la consignation et de la présentation des données des carnets de pêche, y compris la version électronique du système, et de la définition des responsabilités et des obligations des opérateurs lors de la présentation des données.

### *Consignation des données de prise et d'effort*

Le suivi en temps réel des prises et la transmission régulière de ces données au MARA s'applique notamment aux pêcheries faisant l'objet de TAC et de contrôles de quota, au titre desquelles figure la pêche du thon rouge. Le MARA renforce actuellement la capacité de consigner et de publier ces informations en temps réel pour tous les types de pêcheries. L'élaboration d'un système de soumission et d'enregistrement électronique des carnets de pêche est prévue. Le FIS sera mis à jour afin de saisir les données requises d'effort à recueillir par le biais de carnets de pêche sur support papier/électronique.

### *Réglementation des engins de pêche*

La loi et les réglementations relatives à la pêche actuellement en vigueur en Turquie établit des réglementations détaillées relatives aux engins de pêche, c'est-à-dire qu'aucun engin de pêche, à l'exception des enclos en filet, ne pourra se trouver à bord d'un navire de remorquage de thon rouge.

### *Transbordement en mer*

Aucun transbordement en mer ne sera permis dans le cadre de la pêche de thon rouge dans le but d'empêcher que de potentielles prises illégales ne soient blanchies dans une pêche légale et que des importations et des exportations ne se déroulent illégalement. La liste des FPO désignés aux fins du débarquement de thon rouge, au sein desquels des transbordements peuvent également être réalisés sous le contrôle des inspecteurs de la pêche, est présentée ci-dessous.

<b>Province</b>	<b>Ports désignés de débarquement/transbordement</b>
ADANA	Port de pêche de Karataş
ANTALYA	Port d'Antalya Port de pêche de Gazipaşa
MERSİN	Port de pêche de Karaduvar
HATAY	Port de pêche de İskenderun
ÇANAKKALE	Port de pêche de Kabatepe Port de pêche de Gülpınar
İSTANBUL	Port de pêche de Kumkapı Port de pêche de Tuzla
İZMİR	Port de pêche de Karaburun

### *Marquage des engins de pêche*

En Turquie, des normes concernant le marquage des cages de transfert relevant des normes de l'ICCAT sont actuellement applicables aux pêcheries de thon rouge. L'introduction de nouvelles normes relatives au marquage des engins de pêche est à l'examen afin que le marquage constitue une condition d'octroi de permis et/ou d'autorisation de pêche.

### *Marquage et documentation des navires de pêche*

L'indicatif d'appel radio international (IRCS) s'applique à la plupart des navires de pêche. Le numéro de permis de pêche doit figurer de façon visible sur le navire. Les navires de pêche doivent également porter leurs numéros d'inscription sur la coque en vertu des lois et règlement maritimes.

Le permis et/ou l'autorisation de pêche, les carnets de pêche et les certificats de transfert/de capture pertinents constituent des éléments fondamentaux des documents à conserver à bord du navire de pêche de thon rouge gérés par le MARA en conformité avec les normes de l'ICCAT. En ce qui concerne le cadre réglementaire, la loi



turque de base relative à la pêche stipule que « les permis doivent être présentés à la demande des autorités compétentes » et stipule également à l'article 36 qu'une amende sera délivrée à « ceux qui ne présentent pas leurs permis à la demande des autorités compétentes ».

#### *Registre de la flottille de pêche*

La Turquie a mis en place un registre électronique de flottille de pêche dans le cadre du FIS s'inscrivant dans la ligne de la plupart des dispositions relatives au registre de flottille définies par la réglementation UE.

Le FIS est également connecté aux autres bases de données gouvernementales, telles que celle du ministère de l'intérieur en matière de données des numéros d'identité et de sécurité sociale. En termes techniques, l'intégration du FIS à d'autres bases de données gouvernementales est déjà en cours de réalisation et est techniquement possible.

Le lien institutionnel turc entre les navires de pêche en cours d'inscription et en cours d'obtention de permis est fort ce qui garantit que la possession d'un permis est une condition préalable pour l'inscription d'un navire de pêche.

#### *Autorisation d'opérer à l'étranger*

La Turquie dispense à l'heure actuelle une autorisation spécifique aux navires ciblant le thon rouge, l'espadon de la Méditerranée et d'autres thonidés relevant du mandat de l'ICCAT. De ce fait, la procédure d'autorisation des opérations de pêche à l'étranger existe déjà. En ce qui concerne le cadre réglementaire, l'article 18 de la réglementation sur la pêche établit que le MARA devra autoriser ces activités et en fixer les conditions s'il l'estime nécessaire.

Les exigences suivantes devront être réunies pendant toute opération de pêche menée à l'étranger :

- Des copies de permis de pêche du pays tiers (le cas échéant) doivent être fournies au MARA,
- Le VMS doit être présent à bord et être opérationnel à tout moment,
- Les données de prise et d'effort doivent être soumises au MARA par le biais d'un carnet de pêche,
- Les capitaines des navires de pêche doivent fournir au MARA toutes les informations relatives au navire, aux débarquements et aux inspections menées par les autorités du pays tiers (le cas échéant) et les résultats de ceux-ci.

#### *Suivi de la capacité de pêche et puissance du moteur*

La Turquie a limité le nombre total de navires de pêche de l'intégralité de la flottille. Si un navire de pêche titulaire d'un permis de pêche n'est plus en activité (car il ne se livre plus à des activités de pêche pendant une durée donnée, pour des raisons techniques/légales), son permis de pêche devra être annulé. De nouveaux accords visant à limiter la capacité de pêche en termes de puissance du moteur devront être conclus à court terme.

#### *Ports désignés*

Le MARA a désigné les FPO désignés aux fins de débarquement de thon rouge, dans lesquels des transbordements peuvent avoir lieu sous la supervision des inspecteurs des pêches. Le MARA a également envisagé que toutes les transactions de navires de pêche nationaux industriels (navires de plus de 15 mètres) soient restreintes aux ports désignés. Dans le cas des navires sous pavillon étranger, aucune activité de pêche de ces navires ne sera autorisée dans les eaux territoriales turques et dans la ZEE.

Un navire de pêche sous pavillon étranger, qui va capturer/recevoir des produits de la pêche/de poissons en haute mer, ne pourra débarquer sa capture / son envoi que dans les ports turcs désignés à des fins de dédouanement et d'autres démarches.

Des normes détaillées relatives aux ports désignés et aux systèmes seront élaborées sur la base des instruments internationaux tels que l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'Etat du port.

### *Notification préalable et autorisation de rejoindre un port*

En Turquie, à l'exception de la pêche du thon rouge, aucune règle de ce type n'existe à l'heure actuelle. Néanmoins, les fondements juridiques d'initier une procédure de notification et d'autorisation aux navires de pêche de rejoindre le port existent déjà. Les navires sous pavillon turc ayant l'intention de débarquer des captures dans des ports étrangers doivent être équipés d'un VMS opérationnel et doivent recevoir une autorisation du MARA à cet effet. Aucun pêcheur turc n'a réalisé cette activité jusqu'à présent.

### *Inspection au port*

La Turquie est devenue signataire de l'APSM qui vise à renforcer les accords de contrôle par l'État du port. Le traité prévoit un système de notification préalable, de permission d'entrée au port, d'inspection au port et de refus d'introduction/de débarquement de prises s'appliquant aux navires de pêche sous pavillon étranger sollicitant l'entrée au port. Le traité va entrer en vigueur après avoir été ratifié par 25 États.

Les inspecteurs des pêches en poste dans les FPO devront réaliser leurs tâches d'inspection conformément aux programmes annuels/périodiques d'inspection ou de contrôle des pêches planifiés et faisant l'objet de suivi.

### *Suivi et MCS de recherche scientifique*

Au cours des cinq dernières années, la Direction générale de protection et de contrôle (GDPC) relevant du MARA a commencé à mettre en place une gamme d'outils de suivi qui englobent les carnets de pêche des navires de plus de 12 mètres de longueur, les notes relatives à la première vente, les documents de transport et les certificats d'origine. Il est supposé que les opérations et les débarquements des navires <12m sont suivis sur la base de l'échantillonnage.

Dans le cadre de ses obligations en tant que membre de l'ICCAT et de la réglementation de l'Union européenne sur les activités IUU, la Turquie a commencé à délivrer des certificats de capture (et des documents connexes) depuis le début de l'année 2010. Tous ces documents, qui sont rassemblés dans le FIS, devront permettre aux autorités de suivre le poisson depuis le navire jusqu'au point de vente final, que ce soit sur le marché national ou d'exportation.

Le processus de saisie des données des différents documents dans le système est en train d'être mis en place. La capacité de traçabilité et de suivi de la GDPC vers la fin de l'année 2010 s'est améliorée.

Des vérifications croisées ont été réalisées en ce qui concerne quelques groupes de données au sein du FIS. Il existe des routines automatisées au sein du système visant à détecter d'importantes incohérences entre les jeux de données connexes.

Les éléments de recherche scientifique ne font actuellement pas partie du travail régulier du MCS de la Turquie, néanmoins il sera possible d'utiliser ces outils à l'avenir. L'institut *Trabzon Central Fisheries Research Institute* réalise des activités de recherche avancée dans le domaine de la génétique des poissons et est capable d'extraire de l'ADN mitochondrial des échantillons de tissus.

### *Déclarations de débarquement*

Des dispositions relatives à un système de déclarations de débarquement sont déjà prévues dans le projet révisé de la loi de base relative à la pêche. Le système ne s'applique pas aux navires qui ne passent jamais plus de 24 heures en mer. Alors que presque tous les navires < de 10 mètres et de nombreux navires ≥10 mètres limitent la durée de leurs sorties à moins de 24 heures, quelques navires plus grands passent plus de 24 heures en mer. La promulgation des normes pertinentes dans le cadre de la loi révisée de base relative à la pêche et/ou de la réglementation révisée relative à la pêche doit être assurée. Il convient de noter que les débarquements de thon rouge dans les FPO sont très limités étant donné que tous les thons rouges sont généralement acheminés vivants vers les établissements d'engraissement car la possibilité d'engraisser et de vendre/d'exporter le produit présente une valeur économique plus élevée que la consommation locale.

### *Mesures de marché*

Les mesures de marchés, les normes relatives à la documentation (documents relatifs aux ventes, documents de transport, certificats d'origine, etc.), les exigences en matière de traçabilité, l'inscription des acheteurs et les informations à soumettre aux consommateurs ont déjà été élaborées et sont actuellement mises en œuvre de manière active en Turquie.

### *Certificat de capture (Réglementation de l'UE sur les activités IUU et de l'ICCAT)*

En tant que pays exportateur de produits de la pêche aux marchés du Japon et de l'Union européenne, la Turquie a déjà mis en place son système de certification établissant la légalité des captures débarquées par ses navires.

En tant que pays exportateur, la Turquie respecte les normes existantes et des certificats de capture sont actuellement établis sur le produit du jour qui est prêt à être expédié à partir des établissements d'engraissement ou des usines de transformation de thon rouge. La Turquie a établi les rapports pertinents entre les carnets de pêche, les notes de vente et les certificats de capture au sein du FIS (qui garantira en dernière instance la traçabilité des produits tout au long du système) et a établi les rapports pertinents et traçables des certificats. Actuellement, la traçabilité est assurée sur support papier de manière plus ou moins complète.

### *Zone d'origine et tailles minimales des espèces*

Dans le cadre des règles de traçabilité, la zone géographique d'origine des produits de la pêche doit être connue dès que les produits sont débarqués et mis en vente pour la première fois. Cette information doit rester connue tout au long de la chaîne de contrôle jusqu'à ce que le détaillant vende les produits du poisson au consommateur final. En outre, en ce qui concerne les pêcheries soumises à des normes de taille minimale pour les espèces, les opérateurs qui achètent, vendent ou transportent du poisson doivent être en mesure de prouver la zone géographique d'origine des poissons. Ce système a été mis en place en Turquie il y a plusieurs années et est déjà fonctionnel.

Le débarquement de poisson sous-taille, à l'exception de toute dérogation légale, doit être interdit au moyen d'inspections à imposer légalement. La mise en vente de poissons sous-taille sur le marché et chez les détaillants doit être interdite.

### *Notes de vente et documents de transport*

La législation nationale actuelle prévoit l'élaboration de notes de vente lorsque des acheteurs enregistrés, des ventes aux enchères ou des organisations de producteurs achètent du poisson en provenance de navires. Ces notes de ventes doivent être soumises aux autorités compétentes dans les 48 heures après leur élaboration. Elles peuvent être présentées en format électronique.

Les documents de transport doivent être établis lorsque des produits doivent être transportés du point de débarquement à un autre endroit et lorsque la vente du produit a lieu ultérieurement. Le document de transport contient des informations détaillées sur le lieu du débarquement, le nom du navire et les captures transportées. Il sera soumis aux autorités compétentes dans les 48 heures et peut également être soumis par voie électronique.

Le système de notes de vente et de documents de transport a été mis en place en Turquie ces dernières années. En ce qui concerne le régime de carnet de pêche, la saisie électronique de tous ces documents dans le FIS (à savoir la base de données centrale) a été finalisée. Il est prévu que le FIS soit amélioré de manière à permettre aux acheteurs de ventes aux enchères et aux transporteurs enregistrés de saisir directement et par voie électronique leurs notes de vente et les informations du document de transport dans le système.

### *Traçabilité*

Toutes les données qui doivent être obtenues à partir des documents, y compris les carnets de pêche, les déclarations de débarquement, les certificats d'origine géographique, les notes de ventes et de transport et la saisie de toutes ces données par voie électronique et dans la base de données FIS, doivent constituer la base d'un système de traçabilité efficace du secteur national de la pêche.

### *Information aux consommateurs*

Bien que le système de traçabilité en Turquie permette généralement de suivre toutes ces informations, et qu'il s'améliorera davantage au fil du temps, il n'est pas encore généralement obligatoire en Turquie d'afficher toutes ces informations au niveau des détaillants.

Il a été prévu, dans le cadre du projet de règlement d'exécution, que les consommateurs doivent disposer d'informations indiquant : a) si le poisson a été capturé dans la nature ou s'il provient d'un élevage; b) dans le cas d'un poisson capturé, s'il provient de la pêche maritime ou fluviale; c) dans quelle zone statistique de la FAO le poisson a été capturé ; d) et à quelle espèce il appartient.

### *Mesures MCS de l'ICCAT*

La Turquie a émis une objection formelle au régime d'allocation des quotas à partir de l'année 2011 sur la base du paragraphe 8 de la *Recommandation de l'ICCAT pour amender la Recommandation de l'ICCAT visant à l'établissement d'un programme pluriannuel de rétablissement pour le thon rouge de l'Atlantique Est et de la Méditerranée* [Rec. 10-04], conformément à l'article VIII 3 (a) de la Convention.

Cette objection formelle a été émise en raison de négligence des montants historiques de capture de thon rouge de la Turquie – l'un des critères énoncés par la *Résolution de l'ICCAT relative aux critères d'allocation des possibilités de pêche* - présentés par la Sous-commission 2 pendant le processus d'allocation des quotas entre les CPC.

Néanmoins, l'entrée en vigueur différée de la Recommandation 10-04 de l'ICCAT ne devrait pas empêcher la Turquie d'adopter/d'exécuter intégralement les dispositions d'application de ladite recommandation, à l'exception du paragraphe 8, à partir du début de l'année 2011.

Les mesures de MCS adoptées, y compris celles qui ne sont pas indiquées dans la liste, mais imposées par l'ICCAT, sont mises en œuvre par la Turquie;

- Programme de documentation des captures de thon rouge (BCD) [Rec. 09-11 de l'ICCAT] La Turquie a mis en œuvre toutes les dispositions du programme BCD de l'ICCAT jusqu'à présent. Par conséquent, les exigences adoptées récemment du programme BCD devront être mises en œuvre.
- Registre de navires (plusieurs recommandations) : La liste requise des navires de pêche devra être soumise à l'ICCAT dans les délais impartis, tel que cela a été réalisé jusqu'à présent.
- Registre des ports [Rec. 10-04 de l'ICCAT] : Les listes des ports désignés par la Turquie pour le transbordement et le débarquement de thon rouge doivent être soumises à l'ICCAT dans les délais impartis, comme cela a été fait jusqu'à présent.
- Liste des navires IUU [Recs 10-04 et 09-10 de l'ICCAT] Toute information pertinente requise par l'ICCAT qui conduirait à l'identification des navires IUU doit être soumise au Secrétariat à tout moment.
- Schéma d'inspection internationale conjointe [Rec. 10-04 de l'ICCAT] : La Turquie a participé activement au schéma d'inspection pendant la saison de pêche de 2010 par divers moyens d'inspection de la CCG. Les noms des inspecteurs à nommer pour la saison 2011 seront communiqués au Secrétariat de l'ICCAT dans les délais impartis.
- Programme régional d'observateurs pour le thon rouge (ROP-BFT) [Rec. 10-04 de l'ICCAT] : La Turquie a mis en œuvre intégralement les programmes régionaux d'observateurs (ROP-BFT) de 2009 et 2010 afin d'assurer une couverture complète : a) des senneurs de plus de 24 m, pendant toute la saison de pêche annuelle; b) de tous les senneurs participant à des opérations conjointes de pêche, quelle que soit la longueur des navires, et c) pendant tout le transfert du thon rouge dans les cages et toutes les mises à mort des poissons mis en cage. Toutes les exigences du ROP-BFT pour l'année 2011 doivent être respectées et mises en œuvre par la Turquie.
- VMS [Recs 07-08 et 03-14 de l'ICCAT] : Jusqu'à présent, la Turquie a installé des systèmes VMS à bord de tous les navires de pêche de thon rouge (y compris les navires de capture/de remorquage) et le FMC a communiqué les données de position au Secrétariat de l'ICCAT par voie électronique. La Turquie continuera à mettre en œuvre les dispositions et les procédures nécessaires du VMS en 2011.

Le MARA a déjà mis en place un service chargé des questions relatives aux ORGP (mesures de gestion et de mise en œuvre - y compris les MCS). Ce service sera également chargé de s'assurer que les mesures de suivi prévues par les recommandations des ORGP soient incluses dans les plans de travail annuels et les règlements d'application du MARA.

Un système de suivi de la mise en œuvre des recommandations des ORGP a été mis en place pour évaluer régulièrement les performances nationales en interne. Des mesures correctives requises doivent être prises chaque fois que cela s'avère nécessaire.

#### *Mesures d'exécution*

Les mécanismes suivants sont établis dans le cadre de la loi sur la pêche, les réglementations relatives à la pêche, les notifications ministérielles et les communiqués ministériels. Les agents autorisés disposent du mandat nécessaire afin de les mettre en œuvre.

- a) Arrêt immédiat des activités de pêche
- b) Le déroutement au port d'un navire de pêche
- c) Le déroutement du véhicule de transport vers un autre endroit aux fins de l'inspection
- d) L'établissement d'une caution
- e) La saisie de l'engin de pêche, des prises ou des produits de la pêche
- f) L'immobilisation temporaire du navire de pêche ou du véhicule de transport concerné
- g) la suspension de l'autorisation de pêche
- h) La libération des poissons vivants des filets ou des cages
- i) La confiscation de l'engin de pêche interdit, des prises ou des produits de la pêche
- j) La suspension ou le retrait de l'autorisation de pêche
- k) Des amendes et des pénalisations administratives.

Le non respect des dispositions de la Recommandation 10-04 concernant, entre autres, les fermetures de saison, la taille minimale et les exigences en matière d'enregistrement d'un navire de pêche donné, devra entraîner l'adoption de mesures d'exécution par le MARA, en fonction de la gravité de l'infraction et conformément aux dispositions de la législation nationale :

- des amendes ;
- la saisie des prises et engin de pêche illicites ;
- l'immobilisation du navire,
- la suspension ou le retrait de l'autorisation de pêche ;
- la réduction ou le retrait du quota de pêche, si applicable.

Le non respect des dispositions des Recommandations 06-07 et 10-04 de l'ICCAT concernant, entre autres, les opérations de mise en cage et les observateurs d'une ferme donnée, devra entraîner l'adoption de mesures d'exécution par le MARA, en fonction de la gravité de l'infraction et conformément aux dispositions de la législation nationale :

- des amendes ;
- la suspension ou la radiation du Registre des établissements d'engraissement (FFB);
- l'interdiction de mettre en cage ou de commercialiser des quantités de thon rouge.

#### IV – Mesures d'amélioration du MCS prises par le MARA

Les mesures prises/envisagées par le MARA en vue d'améliorer davantage le cadre du MCS sont les suivantes :

- Une unité séparée relevant du MARA et de la Direction générale de protection et de contrôle (GDPC) a été créée (à savoir le « Département de collecte de données et de statistiques) qui est globalement et uniquement responsable de diriger, de planifier, de coordonner et de suivre les activités de contrôle des pêches au niveau national.
- De nouvelles améliorations du Protocole d'entente actuel conclu entre KKGM et le CGC, qui définit la façon dont les données et les communications relatives au MCS seront échangées entre les deux agences. Le Protocole d'entente devra également établir des accords de coopération opérationnelle, tels que la planification globale, l'échange de données et le déploiement d'inspecteurs des pêches à bord des unités de patrouille du CGC.
- Nouvelles améliorations du FMC central situé au GDPC. Des FMC plus petits devront être établis dans les FPO au fil du temps.
- La réalisation de démarches en vue d'augmenter le personnel des FMC et des FPO en engageant du personnel dûment formé et spécialisé et de garantir leurs opérations sur une base permettant de suivre efficacement les opérations de pêche au port.
- Établir un cours de formation à l'intention des inspecteurs sur la base du programme conçu par l'ICCAT et former tous les inspecteurs des pêches.
- Des routines de contrôles automatisées et permanentes qui vérifient par croisement les données saisies dans la base de données FIS devront être établies en vue de détecter des fraudes de déclaration incorrecte, de sous-déclaration ou d'absence de déclaration des prises et des débarquements ou de sources erronées de poissons aux fins du traitement et de l'exportation.
- Un système de collecte de données a été établi pour les données d'inspection de sanctions. Chaque inspection, indépendamment du résultat, devra faire l'objet d'une entrée de registre définissant la date, l'entrée, l'entité inspectée et le résultat. Toutes les données mentionnées ci-dessus devront être saisies dans le FIS.
- Mise en place de routines de travail annuelles aux fins de l'analyse complète et détaillée des données d'inspection et d'application.
- Publication des résultats des activités de surveillance et d'inspection sur la page web du MARA.
- Établissement d'un mécanisme général et annuel de planification des actions de contrôle qui se base sur les résultats et l'expérience acquise antérieurement afin d'établir les risques et les points de référence pertinents du programme d'action de contrôle des années suivantes.

#### V. Exécution et sanctions imposées par le MARA et la CGC

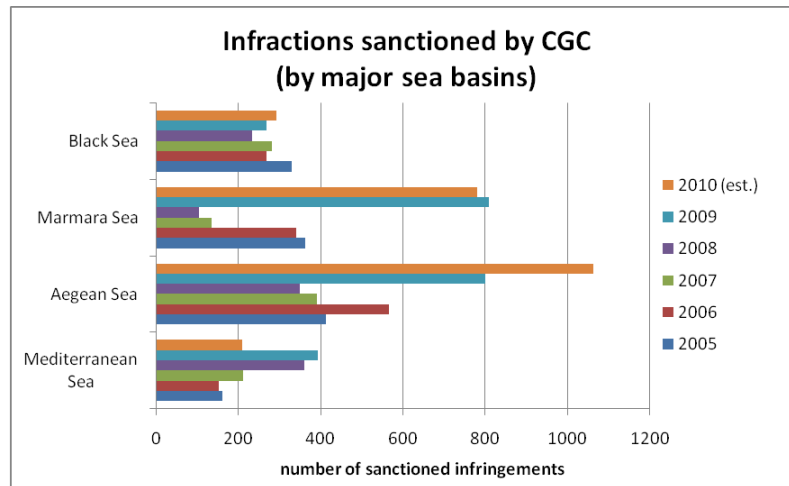
La CGC est l'entité principale chargée de réaliser d'une manière efficace les missions de surveillance aérienne et maritime axées sur les opérations de pêche. A partir de 2012, le MARA prévoit aussi le déploiement d'un nouveau navire d'inspection de grande vitesse qui pourra naviguer en haute mer pour contribuer davantage aux activités d'inspection en mer. Les missions de patrouille aérienne et maritime réalisées par la CGC ont normalement de nombreux buts. Les patrouilles aériennes sont plus rares que les maritimes.

<i>Données de la CGC &amp; GDPC</i>	<i>Nombre de navires actifs</i>	<i>Infractions graves</i>	<i>Taux de détection en % % (infractions / flotte)</i>
CGC (2006)	18,396	1,327	7,2
GDPC (2006)		786	4,3
<b>Turquie (2006)</b>		<b>2,113</b>	<b>11,5</b>
CGC (2009)	17,424	2,271	13,0
GDPC (2009)		2,790	16,0
<b>Turquie (2009)</b>		<b>5,061</b>	<b>29,0</b>

**Sources:** Projet de Plan d'action pour aligner le cadre MSC turc avec l'Acquis de la politique de pêche de la UE et avec les instruments internationaux connexes, préparé dans le cadre du projet Ref. n° No. EuropeAid/TR0702.02-02/001.

En 2010, le MARA y la CGC ont mené à bien 72.078 inspections. 156 t des produits halieutiques et 6.116 engins de pêche ont été saisis. Le nombre total des infractions, indépendamment de leurs types, s'élève à 5.989. Le volume total des amendes appliquées aux sanctions s'éleva à 2.954.000 €.

La **Figure 1** présente un résumé pour la période 2005-2010 des sanctions imposées par la CGC dans les quatre bassins océaniques bordant la Turquie. Presque toutes les sanctions imposées par la CGC portent sur des infractions détectées



**Figure 1.** Résumé des infractions détectées par la CGC pendant les opérations en mer entre 2005 y 2010 (Source: *Projet de Plan d'Action pour aligner le cadre MSC turc avec l'Acquis de la politique de pêche de la UE*).

## II<sup>ÈME</sup> PARTIE

### Schéma d'inspection prévu par la Turquie

#### I- Inspections dans le cadre du Schéma ICCAT d'inspection internationale conjointe

##### *Inspections de l'ICCAT en 2009*

En 2009, 12 navires de pêche de thon rouge sous pavillon turc ont fait l'objet d'une inspection par les navires d'inspection de l'UE originaires de l'Agence communautaire de contrôle des pêches (ACCP), et plusieurs cas d'infraction ont été signalés à MARA et à l'ICCAT. A cet égard, MARA a réalisé une enquête exhaustive et a fait officiellement part à l'ICCAT et aux autorités de l'UE des conclusions de l'enquête.

##### *Inspections de l'ICCAT en 2010*

En 2010, le Commandement turc de la garde-côtière en mer (CGC) a participé au Schéma ICCAT d'inspection internationale conjointe avec 44 navires et 138 membres d'inspection et a mené à bien plus de 30 inspections et observations de l'ensemble de la flottille turque opérant dans le bassin de la Méditerranée orientale. Les navires d'inspection communautaires de l'ACCP ont également effectué un certain nombre d'inspections de navires de capture de thon rouge sous pavillon turc et ont signalé cinq infractions qui ont été communiquées à MARA et à l'ICCAT. En conséquence, MARA a réalisé une enquête exhaustive et a fait officiellement part à l'ICCAT et aux autorités de l'UE des conclusions de l'enquête. Par rapport aux résultats de l'année antérieure, le nombre d'infractions signalées a considérablement chuté en raison du renforcement des mesures de suivi, contrôle et surveillance grâce à la participation active des navires du CGC à ce programme.

##### *Inspections de l'ICCAT en 2011*

Le CGC turc prévoit de contribuer au Schéma ICCAT d'inspection internationale conjointe de 2011 avec 45 navires des gardes-côtes et 141 membres d'inspection. Des informations détaillées sur le programme d'inspection en mer sont fournies dans les sections ultérieures. Comme la couverture de patrouille potentielle des

navires d'inspection du CGC est relativement limitée, la participation de navires de contrôle hauturiers du Commandement des Forces navales turques (NFC) au schéma d'inspection est jugée nécessaire afin de parvenir à la possibilité de réaliser des inspections en haute mer dans toutes les zones de la Méditerranée. À cette fin, le Commandement des Forces navales a assigné un total de 97 inspecteurs et 23 navires au Schéma conjoint d'inspection internationale.

## **II – Programme d'inspection en mer au titre de 2011**

### *Planification des activités d'inspection*

Le Commandement turc de la garde-côtière en mer (CGC) a réalisé une étude sur l'analyse des risques en se fondant sur les emplacements où les navires de pêche ont été détectés pendant l'inspection et les contrôles effectués en 2010 dans le cadre du Schéma ICCAT d'inspection internationale conjointe.

Dans le contexte de l'analyse des risques susmentionnée, il est prévu de mener des inspections en 2011 aux endroits où les navires de pêche et les remorqueurs ont été détectés par le Commandement turc de la garde-côtière en mer (CGC) en 2011 et qui ont un potentiel d'activités de pêche et de transport de thon rouge.

Pour la première fois en 2011, les inspections seront réalisées par le NFC en coopération avec la CGC. Une analyse des risques devraient être réalisées par la NFC pour les années suivantes en vertu des expériences des inspections de 2011.

Les enregistrements des messages VMS sont régulièrement contrôlés au principal centre d'opérations des gardes-côtes situé à Ankara et aux centres d'opération régionaux. Le CGC tient compte des données de position probable des navires de pêche qui sont obtenues par VMS pendant les inspections de l'ICCAT. Les systèmes de surveillance du Sous-secrétariat des affaires maritimes, du NFC, de la CGC ainsi que du MARA seront utilisés.

### *Epoque et zone d'inspection par régions*

Les inspections doivent être menées dans les eaux territoriales de la Turquie et en haute mer en Méditerranée et dans la mer Egée.

Les effectifs des gardes côtes turcs sous pavillon de l'ICCAT réalisent aussi des tâches de gardes-côtes, y compris le contrôle des pêcheries, les recherches et le secours, la patrouille, etc. 24 heures sur 24. C'est pourquoi, tout en accomplissant leur mission de garde-côtes, les effectifs du CGC devront réaliser les inspections de l'ICCAT pendant toute la durée de la saison de pêche de thon rouge, entre le 16 mai et le 14 juin 2011 (30 jours). Les moyens d'inspection devront être déployés principalement sur les lieux de pêche de thon rouge qui sont déterminés selon les données de l'évaluation des risques de 2010.

Quant au NFC, il est prévu que les inspections aient lieu pendant toute la durée de la saison de pêche (du 16 mai au 14 juin 2011) avec les frégates et les corvettes sous pavillon du NFC. Toutefois, conformément aux missions prévues, les inspections peuvent être effectuées dans les autres zones des eaux internationales par le NFC, autant que possible.

En outre, il est prévu que des inspections aériennes soient réalisées au sein de la zone par les avions de patrouille maritime de la NFC pendant 12 heures pendant toute la durée de la période de pêche de thon rouge.

### *Ressources humaines*

Il est prévu que les gardes-côtes réalisent des inspections avec 141 agents dans 45 patrouilleurs en 2011. Quant à la NFC, il a été prévu d'effectuer des inspections avec 67 personnes autorisées par l'ICCAT et 30 membres du personnel supplémentaire nécessaires à autoriser. À cet égard, les inspections sont menées par le NFC avec un total de 97 personnes et 23 navires. Lorsque cela est nécessaire ou requis, davantage de navires et / ou de personnel d'inspecteur devront être autorisés.



Cinq membres travaillent en équipe, 24 heures sur 24, de façon permanente, au principal centre d'opérations des gardes-côtes à Ankara.

En plus du centre d'opérations principal au siège d'Ankara, 3-4 agents travailleront en équipes à chaque centre d'opération du Commandement régional turc de la garde-côtière en mer situé à Ixmir et Mersin et aux centres d'opération du Commandement de groupe turc de la garde-côtière en mer situés à İskenderun, Antalya, Marmaris et Çanakkale.

Le centre d'opérations de NFC doit rester en communication avec les navires d'inspection pendant 24 heures. En vue de la coordination des activités du centre d'opérations, 3 officiers et 4 sous-officiers travaillent à temps plein.

La coordination des inspections à temps plein sera effectuée par les différents centres d'opération situés dans différentes régions, à savoir au moyen d'1 officier et 3 sous-officiers à la base navale de Gölcük, 1 officier et 2 sous-officiers à la base navale de Foça et 1 officier et 2 sous-officiers à la base navale Aksaz.

#### *Moyens d'inspection*

MOYENS DEVANT ÊTRE DÉPLOYÉS	NOMBRE
Patrouilleurs côtiers	45
Patrouilleurs hauturiers/navires d'inspection	23*

\* Les navires d'inspection devront inclure 17 frégates et 6 corvettes.

Dans le cas du NFC, le suivi des navires en temps réel est effectué au moyen de :

- systèmes nationaux de surveillance comprenant les radars et les systèmes AIS,
- systèmes VMS du MARA
- systèmes fondés sur internet tel que l'AIS-Live, Equasis, Marine Trafic,
- *Virtual Regional Maritime Traffic Center (V-RMTC)*,
- *Marine Command and Control Information System (MCCIS)* et *Marine Safety and Security Information System (MSSIS)* (gérés par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord OTAN),
- HORIZON (OTS) Système du Sous-secrétariat des affaires maritimes,
- Système *Long Range Identification and Tracking (LRIT)*

Toutes les activités mentionnées ci-dessus doivent être coordonnées par les navires en mer pour procéder à l'établissement et la maintenance des images en temps réel.

#### *Centre d'opération et de suivi des données*

Toutes les données relatives aux inspections sont recueillies au siège du CGC et du NFC et envoyées à MARA aux fins de leur transmission au Secrétariat de l'ICCAT.

#### *Coordination opérationnelle*

Pendant les inspections, le flux d'informations sera assuré grâce aux systèmes radiophoniques et téléphoniques. Les rapports officiels devront être transmis par fax, e-mail ou courrier une fois les missions d'inspection accomplies.

Les enregistrements VMS sont régulièrement contrôlés au principal centre d'opérations des Gardes-côtes au siège d'Ankara et dans six centres d'opération qui sont situés aux commandements régionaux des Gardes-côtes et aux commandements de groupes de Gardes-côtes. A cet égard, les commandements régionaux ou de groupes fournissent l'information requise au navire garde-côte qui réalise des missions d'inspection et des plans d'inspection sont réalisés.

Quant à la coordination avec le MARA, le Commandement turc de la garde-côtière en mer (CGC) devra obtenir les certificats et l'information suivantes auprès de MARA :

- La carte d'identité et les pavillons d'inspection avant la session d'inspection.
- Les réglementations de l'ICCAT actualisées en vue de la réalisation des inspections.
- L'appui à la formation théorique du personnel d'inspection titulaire de la carte d'identité d'inspecteur de l'ICCAT.

Le Commandement turc de la garde-côtière en mer (CGC) et NFC seront chargés de transmettre les rapports d'inspection à l'issue des inspections menées auprès des navires de capture et de remorquage de thon rouge. Le FMC du MARA devra être notifié par voie électronique ou par téléphone spécial.

Le NFC transmet les informations au moyen de systèmes de communication militaires et civils. En outre, les unités d'inspection transmettent également des données au Centre de coordination de surveillance de la Méditerranée afin d'assurer un suivi en temps réel des navires de pêche. De plus, le suivi des navires de pêche de thon rouge par le NFC peut être effectué par système VMS coordonné par le MARA.

#### *Surveillance et contrôle des navires sous pavillon étranger*

Les navires de pêche sous pavillon étranger pénétrant dans les eaux turques afin de se livrer à des activités de pêche sans autorisation ou permis spécial sont saisis par les autorités turques en charge du MCS. Dans le passé, quelques cas de saisie se sont présentés impliquant des navires de pêche sous pavillon de pays voisins. Le suivi et le contrôle de ces navires sont assurés par des patrouilles des navires de contrôle de la CCG et du NFC, qui sont déjà autorisés dans le cadre du Schéma ICCAT d'inspection internationale conjointe.

Lorsque le protocole nécessaire à la transmission des rapports de position et des données VMS au format NAF est établi avec le Secrétariat de l'ICCAT (conformément au point 87 de Recommandation 08-05 de l'ICCAT), le suivi des activités et des données de position des autres navires de pêche battant pavillon doit être surveillé par le biais du VMS disponible du MARA, ainsi que par la surveillance, les systèmes de commandement et de contrôle opérés par le NFC, et les moyens d'inspection doivent être coordonnés en conséquence.

#### *Déclaration*

Les rapports suivants doivent être délivrés / déclarés au Centre d'opérations du NFC :

- Des rapports relatifs à l'évolution des inspections doivent être émis et déclarés en temps utile ;
- Les rapports d'évaluation hebdomadaires doivent être soumis aux fins de la saisie des données statistiques MCS.

#### *Formation des inspecteurs*

En 2010, le programme d'éducation a été réalisé pour le personnel d'inspection dans six différents centres (situés à Antalya, Mersin, İskenderun, Marmaris, Bodrum, İzmir). Du personnel antérieurement formé a été affecté à des lieux différents. Il est donc prévu que le personnel qualifié de MARA et du CGC formera les 42 agents nouvellement assignés avant le début légal de la saison de pêche de 2011.

En ce qui concerne le NFC, il est prévu que 30 membres du personnel supplémentaires soient formés et autorisés. Cette formation sera réalisée en deux séances imparties par du personnel de NFC le 21 Mars 2011 à la base navale de Gölcük et le 22 Mars 2011 à base navale Aksaz .

#### *Inspections mutuelles*

Étant donné qu'un nombre suffisant d'inspecteurs et de navires d'inspection a été attribué, aucune inspection mutuelle n'est nécessaire ni prévue avec d'autres moyens d'inspections d'autres CPC pour la saison de pêche 2011.

### III – Inspections basées sur les CCP

*Mesures visant à vérifier le volume estimé de thon rouge basées sur l'approche des points de contrôle critiques (CCP)*

Les CCP suivants devront être appliqués, comme exigence minimum, aux opérations de capture, transfert, mise en cages et mise à mort du thon rouge en 2011.

#### **CAPTURE**

*Quantité et nombre précis de thons rouges*

- Les images vidéo devront être obligatoires pour chaque transfert de thon rouge du navire de capture aux cages de remorquage/transport.
- Le pêcheur, l'acheteur et l'observateur de l'ICCAT, à savoir trois parties différentes, devront compter, de façon indépendante, le thon rouge transféré ; s'il existe plus de 10% de différence entre les estimations du pêcheur/de l'acheteur et celles de l'observateur, MARA devra lancer une enquête.
- Après avoir vérifié/garanti l'application de toutes les réglementations requises de l'ICCAT, MARA sera tenu/ne sera pas tenu de vérifier le volume des captures.

*La quantité devrait s'inscrire dans le quota.*

- Les quotas individuels devront être consignés et suivis sur une base journalière à travers le système informatique de MARA (FIS), tout navire de pêche ayant épuisé son quota individuel devant être rappelé au port.
- Si le quota individuel est dépassé (capture dépassant le quota), il est obligatoire de remettre immédiatement en liberté les poissons excédentaires.
- Une limite de taille de 10-30 kg avec une marge de tolérance de 5% devra être appliquée en termes de nombres de poissons.
- Si une capture comprend des poissons sous-taille (inférieurs à la taille légale) dont le volume dépasse 5% de la prise totale, ces petits spécimens devront être remis en liberté. Si cette remise à l'eau n'est pas possible, l'intégralité de la prise devra être remise à l'eau.
- MARA (ou la CPC de pavillon) devra tenter de procéder à des vérifications.

#### **TRANSFERT**

*Autorisations préalables pour les transferts dans des cages de remorquage et des cages d'engraissement*

- L'autorisation préalable de transfert de MARA est obligatoire pour les transferts de thon rouge vivant du navire de capture aux remorqueurs et des remorqueurs aux cages d'engraissement.
- Les observateurs régionaux de l'ICCAT devront observer et vérifier toutes les opérations de transfert de thon rouge vivant et devront contresigner la déclaration de transfert ICCAT (ITD).

*Quantité et nombre précis de poissons transférés dans les cages du remorqueur*

- Les images vidéo sont obligatoires pour chaque transfert du navire de capture aux cages du remorqueur.
- Le pêcheur, l'acheteur et l'observateur de l'ICCAT, à savoir trois parties différentes, devront compter, de façon indépendante, le thon rouge transféré ; s'il existe plus de 10% de différence entre les estimations du pêcheur/de l'acheteur et celles de l'observateur, MARA devra lancer une enquête.
- Après avoir vérifié/garanti l'application de toutes les réglementations requises de l'ICCAT, MARA sera tenu/ne sera pas tenu de vérifier le volume transféré/capturé.

*Mortalité pendant l'opération de remorquage*

- Pour la saison 2011, tous les remorqueurs devront être couverts par les observateurs nationaux de thon rouge, qui devront être chargés de la vérification, de l'enregistrement et de la déclaration des poissons morts, le cas échéant.
- Le volume total des poissons morts devra être déduit du quota respectif alloué à la Turquie.
- MARA (ou la CPC de pavillon) devra tenter de procéder à des vérifications.

## **FERME**

### *Confirmation de la légitimité de la capture et autorisation préalable de la CPC de pavillon*

- Les fermes opérationnelles à réinscrire devront être déterminées et notifiées au Secrétariat de l'ICCAT bien avant le début de la saison, tout comme les listes des navires de capture, des remorqueurs et des navires d'engraissement autorisés.
- Tous les navires et installations relatifs au thon rouge devront être dûment notifiés, en temps opportun, à l'ICCAT en vue de leur enregistrement sur les listes pertinentes de l'ICCAT de FFB et navires autorisés.

### *Quantité et nombre précis de poissons transférés dans les cages d'engraissement*

- Les images vidéo sont obligatoires pour chaque transfert du remorqueur aux cages d'engraissement.
- Le pêcheur, le gestionnaire/l'opérateur de la ferme, le représentant officiel de MARA et l'observateur régional de l'ICCAT, à savoir quatre parties différentes, devront compter, de façon indépendante, le thon rouge transféré ; s'il existe plus de 10% de différence entre les estimations du gestionnaire de la ferme et celles de l'observateur, MARA devra lancer une enquête.
- S'il existe plus de 10% de différence entre les volumes capturés et les volumes mis en cages, MARA devra également lancer une enquête et corriger les volumes, si nécessaire.
- Après avoir vérifié/garanti l'application de toutes les réglementations requises de l'ICCAT, MARA sera tenu/ne sera pas tenu de vérifier le volume mis en cages.

### *Programme d'échantillonnage/de marquage visant à estimer les gains en poids*

- Aucune procédure adéquate n'a été établie à cette fin. Les compagnies devront être exhortées/encouragées à enquêter sur le déploiement de systèmes susceptibles d'estimer correctement le gain de poids.
- Les recommandations pertinentes du SCRS devront être suivies afin de calculer le gain de poids.
- MARA (ou la CPC d'engraissement) devra tenter de procéder à des vérifications.

## **MISE À MORT ET EXPORTATION**

### *Quantité et nombre précis de thons rouges mis à mort*

- Le représentant de la ferme, le représentant de l'acheteur, le représentant de MARA, les douaniers et l'observateur régional de l'ICCAT devront être présents pendant le processus. On pourrait consigner à ce stade l'estimation/le calcul le plus précis de la quantité de poissons.
- La couverture de l'observateur régional de l'ICCAT est obligatoire.
- Aucune opération de mise à mort ne sera autorisée sans la présence d'un observateur régional de l'ICCAT.

### *Quantité exacte par type de produit*

- A ce stade, le représentant/les inspecteurs de MARA devront strictement contrôler tout type de poids de produits, de quantité, de conversions, si nécessaire, etc.
- MARA devra vérifier de près toutes les étapes entre la mise à mort et l'exportation.
- Les registres de la base de données du FIS (système d'information sur la pêche) devront être consultés aux fins de la vérification par croisement et de la vérification des certificats. Tous les registres devront être documentés et adéquatement vérifiés.
- MARA (ou la CPC d'engraissement) devra tenter de procéder à des vérifications.

## **IMPORTATION**

### *Examen de l'expédition*

- En ce qui concerne l'importation de thon rouge vivant, le représentant de la ferme/l'acheteur, le représentant/l'inspecteur de MARA, le douanier/l'inspecteur des douanes et l'observateur régional de l'ICCAT devront être présents pendant le processus.
- Toutes les exigences pertinentes de transfert/mise en cages imposées par l'ICCAT seront honorées.

### *Vérification de l'information contenue dans les BCD*

- La CPC de pavillon et la CPC ré-exportatrice devront être contactées afin de vérifier l'information contenue dans les documents de capture de thon rouge (BCD).
- Si l'information n'est pas vérifiée par la CPC de pavillon/exportatrice, les mesures de marché pertinentes imposées par l'ICCAT devront être appliquées.
- MARA (ou la CPC d'importation) devra tenter de procéder à des vérifications.

**CADRE DES EXIGENCES DE SUIVI, CONTROLE ET SURVEILLANCE (MCS) POUR LA PÊCHE, LE TRANSFERT, L'ENGRAISSEMENT ET LE COMMERCE DE THON ROUGE**

**CAPTURE**

- Allocation de quota individuel (IQ)
- Navires de capture/autres navires de thon rouge devant être enregistrés dans le registre ICCAT
- Saison de pêche légale
- Réglementations régissant les opérations de pêche conjointes (JFO)
- Exigences du programme BCD
- Exigences des livres de bord
- Couverture de 100% du ROP-BFT de l'ICCAT
- Images vidéo
- Vérifications croisées



**TRANSFERT**

- Notification et autorisation antérieures au transfert
- Images vidéo
- Vérifications croisées
- Couverture de 100% des observateurs régionaux de l'ICCAT (pour tous les navires de capture)
- Couverture de 100% des observateurs nationaux (pour tous les remorqueurs)
- Exigences du programme BCD
- Exigences de la déclaration de transfert ICCAT (ITD)



**TRANSPORT / REMORQUAGE**

- Couverture de 100% des observateurs nationaux
- Exigences du programme BCD
- Exigences de la déclaration de transfert ICCAT (ITD)



**IMPORTATION (de thon rouge vivant)**

- Couverture de 100% des représentants de MARA
- Couverture de 100% du ROP-BFT (à la ferme/à la mise en cage)



**MISE EN CAGE**

- 100% d'images vidéo
- Couverture de 100% des représentants de MARA
- Couverture de 100% des observateurs de l'ICCAT (engraissement)
- Exigences du programme BCD
- Déclaration de mise en cages



**ENGRAISSEMENT**

- Inspections aléatoires de MARA



**MISE À MORT**

- Couverture de 100% du ROP-BFT de l'ICCAT
- Couverture de 100% des représentants de MARA
- Exigences du programme BCD



**EXPORTATION**

- Couverture de 100% des représentants de MARA
- Programme BCD



**INSPECTIONS**

- Une couverture d'inspection intégrale devra être assurée pendant la saison de pêche de thon rouge de 2011 (par la Marine turque, le CGC, MARA et d'autres effectifs d'inspection/de contrôle des CPC)
- Les inspections aléatoires de MARA devront se poursuivre même avant/après la saison de pêche.

## **Plan de gestion de la capacité de pêche de thon rouge de l'Est de la Turquie au titre de 2011**

### ***Ajustement de la capacité de pêche***

Les mesures ci-après ont été adoptées afin garantir que la capacité de pêche de thon rouge de la Turquie est proportionnelle à son quota alloué :

- Le nombre total de licences de pêche de thon rouge à délivrer et donc le nombre total de navires de pêche de thon rouge seront ajustés à un niveau inférieur à celui de 2008 et/ou d'une date antérieure.
- Aucune nouvelle licence de pêche de thon rouge ne sera délivrée aux navires n'en disposant pas par le passé (aucune nouvelle entrée dans la flotte ne sera autorisée).
- 535,120 tonnes de quotas de capture seront allouées individuellement à 17 navires de pêche au titre de la saison de pêche de thon rouge de 2011.

### ***Gel de la capacité de pêche***

En vertu du paragraphe 42 de la *Recommandation de l'ICCAT pour amender la Recommandation de l'ICCAT visant à l'établissement d'un programme pluriannuel de rétablissement pour le thon rouge de l'Atlantique Est et de la Méditerranée* [Rec. 08-05], la Turquie a limité le nombre et le tonnage de jauge brute correspondant de ses navires de pêche au nombre et au tonnage de ses navires ayant pêché du thon rouge pendant la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2007 au 1<sup>er</sup> juillet 2008.

### ***Réduction de la capacité de pêche***

#### *Informations contextuelles*

- Pendant la réunion intersession du Comité d'application de l'ICCAT, qui s'est tenue du 24 au 27 mars 2009 à Barcelone, la Turquie s'est engagée à geler sa capacité de pêche actuelle de thon rouge en 2009 et à poursuivre ce gel avec des réductions de l'ordre de 50% des niveaux actuels en 2010 et de 30% des niveaux actuels en 2011.
- La Turquie a également déclaré, par sa lettre en date du 4 mai 2009, que la réduction de la capacité de pêche de thon rouge commencerait à s'appliquer à partir de la saison de pêche 2009 avec une réduction de 36 % par rapport à la flotte de 2008.
- Au cours de la 21<sup>e</sup> réunion ordinaire de la Commission tenue à Recife (Brésil) du 9 au 15 novembre 2009, la Turquie a fait un sacrifice et a réduit sa capacité de pêche de plus de 200% par rapport à l'année antérieure.
- La réunion intersession du Comité d'application de l'ICCAT, tenue du 24 au 26 février 2010 à Madrid, a adopté le programme de gestion de la capacité de pêche de la Turquie, conformément à la méthodologie approuvée à la réunion annuelle de 2009.
- Pendant la 17<sup>e</sup> réunion extraordinaire de l'ICCAT tenue à Paris, la Turquie a présenté son programme de gestion de la capacité à la Sous-commission 2 de l'ICCAT qui a été adopté en l'absence de toute objection.

Ce programme comprenait les éléments suivants :

- Il a été prévu qu'un total de 21 navires de capture de thon rouge soient autorisés à pêcher du thon rouge pendant la saison de 2011.
- Cependant, il reste encore une surcapacité en appliquant le schéma de réduction susmentionné, conformément aux critères actuels du SCRS.

### ***Schéma de la capacité prévue au titre de 2011***

À cette fin, conformément aux récentes mesures de gestion de la capacité et aux tableaux d'allocation des quotas adoptés pendant la 17<sup>e</sup> réunion extraordinaire de l'ICCAT, la Turquie a modifié son programme de gestion de la capacité de pêche comme suit :

- Le nombre total de navires de capture de thon rouge (senneurs) autorisés à pêcher du thon rouge a été réduit de 21 à 17 au titre de l'année de pêche 2011.

- Sur la base de la nouvelle allocation de quota et du nombre réduit de navires de pêche, la surcapacité a été ramenée à 8,6 %, ce qui dépasse largement les exigences imposées par la Recommandation 10-04, paragraphe 47, qui stipule une diminution de la surcapacité de 75 % au titre de l'année 2011.

En conclusion, la réduction de la capacité totale de la Turquie s'élève à 547 % au total, depuis le début de l'application des mesures de réduction de la capacité établies par l'ICCAT en 2009. La Turquie devra poursuivre l'application du programme de réduction de la capacité adopté afin d'atteindre une surcapacité de 0% en 2012.

Le programme de gestion de la capacité de pêche du thon rouge de la Turquie est présenté en dans le tableau ci-dessous.

SCHEMA DE RÉDUCTION DE LA CAPACITÉ DE PÊCHE DE THON ROUGE DE LA TURQUIE AU TITRE DE 2011								
Catégorie	Taux de capture	Nombre de navires			Capacité			
		2009	2010	2011	2008 (*)	2009	2010	2011
PS 40	70,66	32	12	13		2261,12	847,92	918,58
PS 24-40	49,78	24	11	4		1194,72	547,58	199,12
PS 24	33,68	0	0	0		0	0	0
TOTAL		56	23	17	5697,32	3455,84	1395,5	1117,7
Quota		2009	2010	2011	(*) Montant de base adopté			
		683	419,183	535,89				

Année	% de réduction ciblé	Nombre de navires	% de réduction atteint
2009	NA	56	44,70%
2010	25%	23	81,50%
2011	75%	17	88,73%

*Il convient de noter que la Turquie a émis une objection au schéma d'allocation de quota( prévu au paragraphe 8 de la Rec. 10-04)*

## TAIPEI CHINOIS

Réglementation du Taipei chinois portant interdiction de pêcher du thon rouge de l'Atlantique en 2011

Conformément à la Recommandation 10-04 de l'ICCAT, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'une Réglementation intérieure a été établie interdisant à nos navires de pêche de pêcher du thon rouge dans l'océan Atlantique en 2011. De plus, conformément aux dispositions pertinentes de notre réglementation, les prises accessoires de thon rouge doivent être immédiatement libérées en mer et les informations pertinentes des libérations doivent être consignées et déclarées à l'Agence des pêches du Taipei chinois.

En outre, conformément au paragraphe 60 de la Recommandation 10-04 de l'ICCAT, je vous informe par la présente que le Taipei chinois a également interdit à ses navires de pêche de pêcher du thon rouge de l'Atlantique en 2010, décision qui vous a été notifiée par courrier électronique le 25 janvier 2010.

**LETTRES DES PRESIDENTS DE LA COMMISSION ET DU COMITÉ D'APPLICATION  
SOLLICITANT DES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LES PLANS DE PECHE  
(REC. 10-04) [COC020A/I2011]**

**Albanie**

En vertu de la *Recommandation de l'ICCAT pour amender la Recommandation de l'ICCAT visant à l'établissement d'un programme pluriannuel de rétablissement pour le thon rouge de l'Atlantique Est et de la Méditerranée* (Rec. 10-04), chaque CPC soumise à ladite Recommandation est tenue de soumettre des plans de pêche, d'inspection et de réduction de la capacité à la réunion intersession du Comité d'application de 2011 en vue de garantir l'application des dispositions de ladite Recommandation. Conformément au paragraphe 9 de la Recommandation, le Comité d'application a été chargé d'entériner les plans ou de les renvoyer à la Commission afin de décider par le biais d'un vote par correspondance de la suspension de pêcher de thon rouge de cette CPC au titre de la saison de pêche 2011. Ces plans doivent être soumis avant la tenue de la réunion intersession.

Au nom de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (ICCAT), nous avons l'honneur de porter à votre connaissance qu'à sa réunion intersession tenue à Barcelone (Espagne) du 21 au 25 février 2011, le Comité d'application a déterminé qu'il ne pouvait pas entériner les plans de pêche, d'inspection et de réduction de la capacité de l'Albanie car aucune information n'avait été reçue.

Le Comité d'application a déterminé qu'il entérinera les plans d'inspection, de gestion de la capacité et de pêche du thon rouge de l'Albanie si des informations complètes et suffisantes sont soumises tel que le requiert la Rec. 10-04. Dès que le Comité d'application confirme que les informations ont été fournies et remplissent toutes les exigences, la ratification prendra effet. Si les informations requises ne sont pas fournies, la non-ratification du plan de l'Albanie sera renvoyée à la Commission aux fins d'un vote par correspondance portant sur la suspension de la pêche de thon rouge au titre de 2011 tel que le stipule le paragraphe 9 de la Rec. 10-04.

Afin de permettre au Comité d'application d'examiner ces informations, celles-ci doivent être reçues avant le **11 mars 2011**. Veuillez vous reporter aux lignes d'orientations ci-jointes qui ont été établies pendant la réunion intersession aux fins de la formulation de votre réponse à cette demande ainsi qu'aux plans entérinés d'autres Parties contractantes disponibles sur la page web de l'ICCAT. Si vous avez besoin d'éclaircissement supplémentaire concernant l'information requise, n'hésitez pas à prendre contact avec le Secrétariat (info@iccat.int).

En vous remerciant pour votre attention sur cette importante question, nous vous prions d'agréer l'expression de notre parfaite considération.

**Chine**

En vertu de la *Recommandation de l'ICCAT pour amender la Recommandation de l'ICCAT visant à l'établissement d'un programme pluriannuel de rétablissement pour le thon rouge de l'Atlantique Est et de la Méditerranée* (Rec. 10-04), chaque CPC soumise à ladite Recommandation est tenue de soumettre des plans de pêche, d'inspection et de réduction de la capacité à la réunion intersession du Comité d'application de 2011 en vue de garantir l'application des dispositions de ladite Recommandation. Conformément au paragraphe 9 de la Recommandation, le Comité d'application a été chargé d'entériner les plans ou de les renvoyer à la Commission afin de décider par le biais d'un vote par correspondance de la suspension de pêcher de thon rouge de cette CPC au titre de la saison de pêche 2011.

Au nom de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (ICCAT), nous avons l'honneur de porter à votre connaissance qu'à sa réunion intersession tenue à Barcelone (Espagne) du 21 au 25 février 2011, le Comité d'application a déterminé qu'il pouvait entériner les plans de pêche et d'inspection de la République populaire de Chine pour autant que certaines insuffisances dans le contenu des plans soient rectifiées.

Le Comité a notamment déterminé que le plan de pêche ne contenait pas d'informations suffisamment détaillées pour répondre à l'exigence du paragraphe 11 de la Recommandation 10-04. Bien que les navires aient été



identifiés, les quotas individuels et la méthode utilisée pour allouer le quota n'ont pas été spécifiés. Le COC a pris note de l'approche adoptée par la Chine pour allouer le quota à ses deux navires mais cette approche n'était pas conforme aux exigences de la Rec. 10-04.

Le Comité d'application a déterminé qu'il entérinera les plans d'inspection, de gestion de la capacité et de pêche du thon rouge de la Chine si des informations complètes et suffisantes sont soumises tel que le requiert la Rec. 10-04. Dès que le Comité d'application confirme que les informations ont été fournies et remplissent toutes les exigences, la ratification prendra effet. Si les informations requises ne sont pas fournies, la non-ratification du plan de la Chine sera renvoyée à la Commission aux fins d'un vote par correspondance portant sur la suspension de la pêche de thon rouge au titre de 2011 tel que le stipule le paragraphe 9 de la Rec. 10-04.

Afin de permettre au Comité d'application d'examiner ces informations, celles-ci doivent être reçues avant le **11 mars 2011**. Veuillez vous reporter aux plans entérinés d'autres Parties contractantes disponibles sur la page web de l'ICCAT. Si vous avez besoin d'éclaircissement supplémentaire concernant l'information requise, n'hésitez pas à prendre contact avec le Secrétariat (info@iccat.int).

En vous remerciant pour votre attention sur cette importante question, nous vous prions d'agréer l'expression de notre parfaite considération.

## Égypte

En vertu de la *Recommandation de l'ICCAT pour amender la Recommandation de l'ICCAT visant à l'établissement d'un programme pluriannuel de rétablissement pour le thon rouge de l'Atlantique Est et de la Méditerranée* (Rec. 10-04), chaque CPC soumise à ladite Recommandation est tenue de soumettre des plans de pêche, d'inspection et de réduction de la capacité à la réunion intersession du Comité d'application de 2011 en vue de garantir l'application des dispositions de ladite Recommandation. Conformément au paragraphe 9 de la Recommandation, le Comité d'application a été chargé d'entériner les plans ou de les renvoyer à la Commission afin de décider par le biais d'un vote par correspondance de la suspension de pêcher de thon rouge de cette CPC au titre de la saison de pêche 2011.

Au nom de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (ICCAT), nous avons l'honneur de porter à votre connaissance qu'à sa réunion intersession tenue à Barcelone (Espagne) du 21 au 25 février 2011, le Comité d'application a déterminé qu'il pouvait entériner les plans de pêche et d'inspection de l'Égypte pour autant que certaines insuffisances dans le contenu des plans soient rectifiées.

Le Comité a notamment déterminé que les plans de pêche et d'inspection ne contenaient pas d'informations suffisamment détaillées pour répondre aux exigences de la Recommandation 10-04 :

- Paragraphe 22 – Établir une saison de pêche à la senne du 16 mai au 14 juin 2011 ;
- Paragraphe 62 - Interdire les transbordements en mer ;
- Paragraphe 89 – Mettre en œuvre un système de suivi des navires et communiquer les messages VMS au Secrétariat ;
- Paragraphe 87 - Lancer des études pilotes, incluant dans la mesure du possible des caméras stéréoscopiques, et un programme d'échantillonnage et/ou un programme alternatif.

Si tous les poissons capturés par le senneur égyptien seront débarqués directement aux fins de transformation dans les ports désignés d'Alexandrie et de El MeAdia, les dispositions du paragraphe 87 ne seraient pas d'application.

Le Comité d'application a déterminé qu'il entérinera les plans d'inspection et de pêche de thon rouge de l'Égypte si des informations complètes et suffisantes sont soumises tel que le requiert la Rec. 10-04. Dès que le Comité d'application confirme que les informations ont été fournies et remplissent toutes les exigences, la ratification prendra effet. Si les informations requises ne sont pas fournies, la non-ratification du plan de l'Égypte sera renvoyée à la Commission aux fins d'un vote par correspondance portant sur la suspension de la pêche de thon rouge au titre de 2011 tel que le stipule le paragraphe 9 de la Rec. 10-04.

Afin de permettre au Comité d'application d'examiner ces informations, celles-ci doivent être reçues avant le **11 mars 2011**. Veuillez vous reporter aux lignes d'orientations ci-jointes qui ont été établies pendant la réunion intersession aux fins de la formulation de votre réponse à cette demande ainsi qu'aux plans entérinés d'autres Parties

contractantes disponibles sur la page web de l'ICCAT. Si vous avez besoin d'éclaircissement supplémentaire concernant l'information requise, n'hésitez pas à prendre contact avec le Secrétariat ([info@iccat.int](mailto:info@iccat.int)).

En vous remerciant pour votre attention sur cette importante question, nous vous prions d'agréer l'expression de notre parfaite considération.

## Islande

En vertu de la *Recommandation de l'ICCAT pour amender la Recommandation de l'ICCAT visant à l'établissement d'un programme pluriannuel de rétablissement pour le thon rouge de l'Atlantique Est et de la Méditerranée* (Rec. 10-04), chaque CPC soumise à ladite Recommandation est tenue de soumettre des plans de pêche, d'inspection et de réduction de la capacité à la réunion intersession du Comité d'application de 2011 en vue de garantir l'application des dispositions de ladite Recommandation. Conformément au paragraphe 9 de la Recommandation, le Comité d'application a été chargé d'entériner les plans ou de les renvoyer à la Commission afin de décider par le biais d'un vote par correspondance de la suspension de pêcher de thon rouge de cette CPC au titre de la saison de pêche 2011.

Au nom de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (ICCAT), nous avons l'honneur de porter à votre connaissance qu'à sa réunion intersession tenue à Barcelone (Espagne) du 21 au 25 février 2011, le Comité d'application a déterminé qu'il pouvait entériner les plans de pêche et d'inspection de l'Islande pour autant que certaines insuffisances dans le contenu des plans soient rectifiées.

Le Comité a notamment déterminé que les plans de pêche et d'inspection ne contenaient pas d'informations suffisamment détaillées pour répondre aux exigences de la Recommandation 10-04 :

- Paragraphe 62 - Interdire les transbordements en mer ;
- Paragraphes 63 et 67 – Désigner les ports de transbordement et de débarquement et
- Paragraphe 89 – Mettre en œuvre un système de suivi des navires et communiquer les messages VMS au Secrétariat.

Le Comité d'application a déterminé qu'il entérinera les plans d'inspection, de gestion de la capacité et de pêche du thon rouge de l'Islande si des informations complètes et suffisantes sont soumises tel que le requiert la Rec. 10-04. Dès que le Comité d'application confirme que les informations ont été fournies et remplissent toutes les exigences, la ratification prendra effet. Si les informations requises ne sont pas fournies, la non-ratification du plan de l'Islande sera renvoyée à la Commission aux fins d'un vote par correspondance portant sur la suspension de la pêche de thon rouge au titre de 2011 tel que le stipule le paragraphe 9 de la Rec. 10-04.

Afin de permettre au Comité d'application d'examiner ces informations, celles-ci doivent être reçues avant le **11 mars 2011**. Veuillez vous reporter aux plans entérinés d'autres Parties contractantes disponibles sur la page web de l'ICCAT. Si vous avez besoin d'éclaircissement supplémentaire concernant l'information requise, n'hésitez pas à prendre contact avec le Secrétariat ([info@iccat.int](mailto:info@iccat.int)).

En vous remerciant pour votre attention sur cette importante question, nous vous prions d'agréer l'expression de notre parfaite considération.

## Libye

En vertu de la *Recommandation de l'ICCAT pour amender la Recommandation de l'ICCAT visant à l'établissement d'un programme pluriannuel de rétablissement pour le thon rouge de l'Atlantique Est et de la Méditerranée* (Rec. 10-04), chaque CPC soumise à ladite Recommandation est tenue de soumettre des plans de pêche, d'inspection et de réduction de la capacité à la réunion intersession du Comité d'application de 2011 en vue de garantir l'application des dispositions de ladite Recommandation. Conformément au paragraphe 9 de la Recommandation, le Comité d'application a été chargé d'entériner les plans ou de les renvoyer à la Commission afin de décider par le biais d'un vote par correspondance de la suspension de pêcher de thon rouge de cette CPC au titre de la saison de pêche 2011.

Au nom de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (ICCAT), nous avons l'honneur de porter à votre connaissance qu'à sa réunion intersession tenue à Barcelone (Espagne) du 21 au 25

février 2011, le Comité d'application a déterminé qu'il pouvait entériner les plans de pêche et d'inspection de la Libye pour autant que certaines insuffisances dans le contenu des plans soient rectifiées.

Le Comité a notamment déterminé que les plans de pêche et d'inspection ne contenaient pas d'informations suffisamment détaillées pour répondre aux exigences de la Recommandation 10-04 :

- Paragraphe 11 de la Recommandation 10-04 – Identifier les navires de capture de plus de 24 mètres et le quota individuel alloué à chacun des navires, la méthode utilisée pour allouer le quota et les mesures en vigueur visant à garantir le respect du quota individuel.
- Paragraphes 50-54 concernant les ajustements de la capacité d'engraissement et de gestion des fermes.
- Paragraphe 87 - Lancer des études pilotes, incluant dans la mesure du possible des caméras stéréoscopiques, et un programme d'échantillonnage et/ou un programme alternatif.
- Paragraphe 91 – Garantir une couverture d'observateurs à 100% des senneurs de plus de 24 mètres par le biais du Programme régional d'observateurs de l'ICCAT.

Le Comité d'application a déterminé qu'il entérinera les plans d'inspection, de gestion de la capacité et de pêche du thon rouge de la Libye si des informations complètes et suffisantes sont soumises tel que le requiert la Rec. 10-04. Dès que le Comité d'application confirme que les informations ont été fournies et remplissent toutes les exigences, la ratification prendra effet. Si les informations requises ne sont pas fournies, la non-ratification du plan de la Libye sera renvoyée à la Commission aux fins d'un vote par correspondance portant sur la suspension de la pêche de thon rouge au titre de 2011 tel que le stipule le paragraphe 9 de la Rec. 10-04.

Afin de permettre au Comité d'application d'examiner ces informations, celles-ci doivent être reçues avant le **11 mars 2011**. Veuillez vous reporter aux lignes d'orientations ci-jointes qui ont été établies pendant la réunion intersession aux fins de la formulation de votre réponse à cette demande ainsi qu'aux plans entérinés d'autres Parties contractantes disponibles sur la page web de l'ICCAT. Si vous avez besoin d'éclaircissement supplémentaire concernant l'information requise, n'hésitez pas à prendre contact avec le Secrétariat (info@iccat.int).

En vous remerciant pour votre attention sur cette importante question, nous vous prions d'agréer l'expression de notre parfaite considération.

## Syrie

En vertu de la *Recommandation de l'ICCAT pour amender la Recommandation de l'ICCAT visant à l'établissement d'un programme pluriannuel de rétablissement pour le thon rouge de l'Atlantique Est et de la Méditerranée* (Rec. 10-04), chaque CPC soumise à ladite Recommandation est tenue de soumettre des plans de pêche, d'inspection et de réduction de la capacité à la réunion intersession du Comité d'application de 2011 en vue de garantir l'application des dispositions de ladite Recommandation. Conformément au paragraphe 9 de la Recommandation, le Comité d'application a été chargé d'entériner les plans ou de les renvoyer à la Commission afin de décider par le biais d'un vote par correspondance de la suspension de pêcher de thon rouge de cette CPC au titre de la saison de pêche 2011.

Au nom de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (ICCAT), nous avons l'honneur de porter à votre connaissance qu'à sa réunion intersession tenue à Barcelone (Espagne) du 21 au 25 février 2011, le Comité d'application a déterminé qu'il pouvait entériner les plans de pêche et d'inspection de la Syrie pour autant que certaines insuffisances dans le contenu des plans soient rectifiées.

Le Comité a notamment déterminé que les plans de pêche et d'inspection ne contenaient pas d'informations suffisamment détaillées pour répondre aux exigences de la Recommandation 10-04 :

- Paragraphe 62 - Interdire les transbordements en mer ;
- Paragraphe 87 - Lancer des études pilotes, incluant dans la mesure du possible des caméras stéréoscopiques, et un programme d'échantillonnage et/ou un programme alternatif.

Si tous les poissons capturés par le senneur syrien seront débarqués directement aux fins de transformation dans le port désigné de Lattakia, les dispositions du paragraphe 87 ne sont pas d'application.

Le Comité d'application a déterminé qu'il entérinera les plans d'inspection, de gestion de la capacité et de pêche du thon rouge de la Syrie si des informations complètes et suffisantes sont soumises tel que le requiert la Rec. 10-04. Dès que le Comité d'application confirme que les informations ont été fournies et remplissent toutes les exigences, la ratification prendra effet. Si les informations requises ne sont pas fournies, la non-ratification du plan de la Syrie sera renvoyée à la Commission aux fins d'un vote par correspondance portant sur la suspension de la pêche de thon rouge au titre de 2011 tel que le stipule le paragraphe 9 de la Rec. 10-04.

Afin de permettre au Comité d'application d'examiner ces informations, celles-ci doivent être reçues avant le **11 mars 2011**. Veuillez vous reporter aux lignes d'orientations ci-jointes qui ont été établies pendant la réunion intersession aux fins de la formulation de votre réponse à cette demande ainsi qu'aux plans entérinés d'autres Parties contractantes disponibles sur la page web de l'ICCAT. Si vous avez besoin d'éclaircissement supplémentaire concernant l'information requise, n'hésitez pas à prendre contact avec le Secrétariat (info@iccat.int).

En vous remerciant pour votre attention sur cette importante question, nous vous prions d'agréer l'expression de notre parfaite considération.

## Appendice 6

### LIGNES D'ORIENTATIONS POUR L'ÉVALUATION DES PLANS SOUMIS EN VERTU DE LA RECOMMANDATION 10-04 [COC-016A/i2011]

*(Projet du Président)*

En vertu de la Recommandation 10-04, adoptée par l'ICCAT en 2010, les CPC pêchant du thon rouge de l'Atlantique Est et de la Méditerranée sont tenues de soumettre leurs plans de pêche, d'inspection et de réduction de la capacité au Comité d'application. Si le Comité découvre une « faute grave » dans le plan soumis par une CPC et ne peut pas entériner le plan, la Commission devra décider de suspendre la pêche de thon rouge de cette CPC en 2011 par vote par correspondance.

Les principaux éléments de la Recommandation 10-04 sont présentés ci-dessous. Si ceux-ci ne sont pas mentionnés dans un plan ou ne sont pas présentés de manière suffisamment détaillée, ceci peut constituer une « faute grave » et peut conduire le Comité d'application à déterminer s'il ne peut pas entériner un plan de pêche, d'inspection et/ou de capacité d'une CPC.

Question préliminaire : Est-ce que la CPC a soumis des plans de pêche, d'inspection et de capacité au COC aux fins d'examen à la réunion intersession ? (§ 9).<sup>5</sup>

### PLANS DE PÊCHE

#### TAC et quotas

- Gérer la pêche dans le respect des quotas alloués avec les remboursements adéquats et l'interdiction de report (§ 8, 10, 15 et 16).
- Identifier les navires de capture de plus de 24 mètres, les quotas individuels qui leur sont alloués (§ 10) et la méthode utilisée pour calculer le quota ainsi que les mesures visant à garantir le respect du quota (§11).
- Interdire les accords commerciaux privés et/ou le transfert de quotas non-autorisés entre les CPC (§ 18).
- Interdire les opérations conjointes de pêche entre CPC impliquant cinq senneurs autorisés ou plus (§20).
- Exiger aux navires de rejoindre le port lorsque le quota est épuisé (§ 15).
- Allouer un quota spécifique pour les pêcheries sportives et récréatives. Établir des mesures adéquates de suivi et de déclaration s'appliquant à la pêche récréative et à la pêche sportive, comprenant l'application des mesures (§ 12, 33, 35, 36, 37, 38)

**Fermetures de saisons.** Appliquer des fermetures de saison de pêche par type de navire (§21-25).

**Aéronefs.** Interdire l'utilisation d'avions / d'hélicoptères aux fins de la recherche de thon rouge (§ 27)

<sup>5</sup>Toutes les citations des paragraphes proviennent de la Rec. 10-04 sauf indication contraire.

**Transbordement.** Interdire les transbordements en mer de thon rouge et mettre en œuvre des exigences de transbordement au port (§ 62, 63, 64).

**Taille minimale.** Établir et faire appliquer des exigences de tailles minimales (§ 28, 29, Annexe 1)

**Prise accidentelle/prise accessoire** Respecter les limites (§30) et les exigences (§62, 63, 64, 65, 67, 68 et 69) de prise accidentelle et de prise accessoire et décompter correctement les prises accessoires et les prises accidentelles du quota (§ 31).

**Interdire les opérations d'affrètement (§19)**

## PLANS DE RÉDUCTION DE LA CAPACITÉ

### Capacité de pêche et d'engraissement

- Limiter le nombre des navires de pêche et des madragues et le tonnage par dates de référence (§43/44/45 et Annexe 1, §1 et 2).
- Réduire les divergences de surcapacité conformément à la méthodologie accordée d'au moins 75 % en 2011 (§ 43/44/45/47/48/49).
- Limiter la capacité d'engraissement et les volumes d'entrée aux fermes (§ 51, 52)

## PLANS D'INSPECTION

**Notification.** Limiter l'autorisation de pêche aux navires figurant sur la liste de navires ICCAT (et aux madragues saisies dans le registre ICCAT) (§ 55, 58).

**Consignation et communication des informations** Garantir que les informations requises sont correctement consignées et transmises dans les délais impartis, informations au titre desquelles figurent : inspection du navire au port, déclarations de capture, documents de transfert et de transbordement, notifications, déclarations et carnets de pêche des navires de capture (§§ 65, 70, Annexe 5, §§ 71, 74, 82, 88).

**Opérations de transfert.** Garantir que les activités de transfert font l'objet d'un suivi par caméra vidéo (§ 79).

**Opérations de mise en cage.** Garantir que les opérations de mises en cage et de libérations pertinentes respectent l'ensemble des exigences. Interdire la mise en cage de thons rouges qui ne sont pas accompagnés de la documentation précise, complète et validée requise par l'ICCAT (§ 83, 84, 85 et 76).

**Estimation des prises.** Estimer le nombre et le poids des thons rouges au point de capture et de la mise en cage et échantillonner des poissons afin d'estimer les facteurs et les coefficients de croissance des poissons depuis la mise en cage jusqu'à la mise à mort (§ 86, 87, 98)

**VMS.** Mettre en œuvre un système de suivi des navires tel que requis et transférer dûment les données VMS (§ 89)

**Programme national d'observateurs.** Veiller à ce que la couverture d'observateur à bord des navires participant activement à la pêche du thon rouge soit conforme aux niveaux requis et d'autres exigences pour chaque flottille. Garantir la collecte et la déclaration des données d'observation (§90).

**Programme régional d'observateurs.** Respecter les exigences du ROP, notamment le transfert des senneurs aux remorqueurs, des remorqueurs aux cages d'engraissement et la mise à mort (§91, 92, Annexe 7).

**Mesures d'exécution.** Les CPC sont tenues d'appliquer des mesures d'exécution lorsqu'un navire de pêche battant son pavillon ne respecte pas les fermetures de saison, les exigences de taille minimale et de déclaration (§ 21 à 25, 28 à 30, 65 à 69, 93 et 94).

**Inspection internationale conjointe.** Les noms des navires sont communiqués au Secrétariat ainsi que les noms des inspecteurs dûment autorisés et formés selon les exigences de l'ICCAT. Garantir que, lorsque plus de 15 navires de pêche se livrent à des activités de pêche de thon rouge, les CPC disposent d'un navire d'inspection dans la zone de la Convention ou coopèrent avec une autre CPC afin d'opérer de manière conjointe un navire d'inspection (§ 99, 100, 101).

## Résumé de la capacité [COC-014A/i2011]

	Nombre d'unités de capture 2011					
CPC	Nombre total de navires de capture	Nombre total de madragues	Capacité totale de capture 2008	Capacité totale de capture 2011	Quota ajusté 2011	Réduction surcapacité %
Albanie	no info	0	0		32,3	0,00
Algérie*	15	0	353,46	599	228,46	-196,43
Chine	2	0	100	50	36,77	79,08
Taipei chinois	non applicable				106,05	
Croatie	20	0	2908,66	1020,54	376,01	74,55
Egypte	1	0	0	49,78	64,58	<i>pas de surcapacité</i>
UE	597	13	16427	8104	5756,41	78,00
Islande	1	0	10	25	78,82	<i>pas de surcapacité</i>
Japon	22	0	1125	550	1097,3	<i>pas de surcapacité</i>
Corée	1	0	33,68	70,66	77,53	<i>pas de surcapacité</i>
Libye	23	0	1806,2	1095,38	902,66	78,67
Maroc	2	11	2660,9	1270	1238,33	97,77
Norvège*	non applicable				29,82	
Syrie	1	0	15,68	33,68	82,05	<i>pas de surcapacité</i>
Tunisie	23	0	1809,26	1080,54	860,18	76,78
Turquie*	17	0	5697,32	1117,7	535,89	88,73
Méthodologie approuvée par la Commission en 2009						
			$(C_8 - C_{11})$	$\geq 75\%$		
	Réduction =		$(C_8 - Q_{11})$			
*A émis une objection à la Rec. 10-04						

## Examen des exigences en matière de déclaration de l'ICCAT [COC-012/i2011]

N°	Informations requises	Rec/Res	Fréquence et délais	Formulaire adopté par la Commission	Traité/stocké /publié	Objectif de l'information	Commentaires	Chevauchement possible	Action recommandée	Renvoyé aux fins d'action
GÉNÉRAL										
1	Rapports annuels (scientifiques)	Convention; Rés. 01-16 et Réf. 04-17.	Chaque année, au début de la réunion du SCRS	Oui, cf. Réf. 04-17	Rapport semestriel	Scientifique	Exigence de base en matière de déclaration	N/A	Aucune	N/A
2	Rapports annuels (Commission)	Convention; Rés. 01-16 et Réf. 04-17.	Chaque année, un mois avant la tenue de la réunion de la Commission	Oui, cf. Réf. 04-17	Rapport semestriel	Mise en oeuvre de la gestion	Exigence de base en matière de déclaration	N/A	Aucune	N/A
3	Tableaux d'application	Rec. 98-14	Chaque année avec le rapport annuel (un mois avant la tenue de la Commission)	Oui (CP13-COC_Sec obsolète)	Publié dans le rapport de la Commission	Déterminer si les prises déclarées et la distribution par taille sont conformes aux limites de capture/de taille de la CPC aux fins d'examen par le Comité d'application; Convenir d'accords relatifs à la sur/sous-consommation de l'année précédente.	Le système actuel autorisant des changements jusqu'au premier jour de la réunion n'est pas conforme à la Rec. Le formulaire adopté par la Commission ne s'adapte plus aux méthodes actuelles. Les ajustements sont convenus pour l'année précédente après la réalisation de la pêche. Il est difficile de comptabiliser les données révisées de l'année précédente et les prises non déclarées. Le COC (2008) a convenu de fixer le délai de soumission au 31 juillet sans amender la Rec. 98-14.	Soumissions des données de Tâche I et II. En ce qui concerne le E-BFT, chevauchement avec les rapports hebdomadaires/mensuels de capture.	1) Résoudre les différences de délai entre la Rec. 98-14 et le délai adopté par la Commission en 2008. 2) Revoir la Recommandation afin de refléter les pratiques de déclaration actuelles.	COC
4	Liste des navires de plus de 20 mètres	Rec. 09-08	Dès que des modifications sont apportées	Il n'existe aucun formulaire de déclaration mais des éléments de données spécifiés dans la Recommandation et la soumission électronique est encouragée (CP01-2008-01-01)	Page web de l'ICCAT	Veiller à ce que seuls des navires autorisés pêchent dans l'Atlantique. Fournir un soutien aux inspections en mer et au port et un suivi commercial en vérifiant l'autorisation de l'État de pavillon du navire.	Les navires incluent souvent des données après avoir commencé à pêcher. Les informations sont souvent incomplètes. De nombreux navires ont des autorisations périmées sur la liste.	Avec d'autres listes de navires	Établir un protocole qui regroupe les navires disposant de permis périmés sur une liste d'archives. Faciliter la recherche de la liste active et archiver par période d'activité. Mentionner dans tous les cas la date de notification. Envisager la consolidation avec d'autres listes.	Commission
5	Rapports sur les mesures internes pour les navires de 20 mètres	Rec. 09-08, para. 6	Chaque année, non spécifié	Oui (CP10-IntAc20)	Non traitée actuellement	Garantir que les États de pavillon exercent un contrôle légal sur les navires	Un nombre limité de CPC soumettent des informations	Chevauchement avec les rapports annuels antérieurs, rapports annuels et rapports requis par la Rec. 06-14	Unir les rapports requis par la Rec. 09-08 et la Rec. 06-14 avec le rapport annuel, rubrique 4.	Commission
6	Normes de gestion des LSTLV	Res. 01-20	Chaque année, non spécifié	Oui (CP17-LSTLV.doc)	Non traitée actuellement	Garantir que les États de pavillon exercent un contrôle légal sur les navires	Un nombre limité de CPC soumettent des informations, la plupart ne présentent aucun changement par rapport à l'année antérieure.	Avec les rapports des années antérieures	Inclure dans le rapport annuel	Commission

RÉUNION INTERSESSION DU COC 2011 - BARCELONE

7	Affrètement de navires - Accords et résiliation	Rec. 02-21	Au moment de la conclusion et de la résiliation	Non (CP05-ChartrCP.xls / CP06-ChartrFS)	Publié partiellement sur la page web de l'ICCAT au sein de la liste consolidée des navires	Veiller à ce que les navires affrétés opèrent conformément à la réglementation de l'ICCAT et que l'État de pavillon et l'État affréteur conviennent de déclarer la prise et de la décompter de leurs limites de capture.	Des rapports récapitulatifs sont rarement envoyés de sorte qu'aucune base de données n'a été établie. Le Secrétariat n'est pas toujours informé de la résiliation.	Avec d'autres listes de navires	Revoir afin d'inclure sur la liste les informations complètes relatives à l'affrètement en vertu de la Rec. 09/08, y compris les dates de finalisation et les mises à jour en temps réel. Les États d'affrètement devraient inclure des résumés des données de prise et d'effort dans le cadre de l'affrètement dans le rapport annuel	Commission
8	Affrètement de navires - rapport récapitulatif	Rec. 02-21	Chaque année, avant le 31 juillet	Non (CP036-ChartSum)	Non publié	Veiller à ce que les navires affrétés opèrent conformément à la réglementation de l'ICCAT et que l'État de pavillon et l'État affréteur conviennent de déclarer la prise et de la décompter de leurs limites de capture.	Des rapports récapitulatifs sont rarement envoyés de sorte qu'aucune base de données n'a été établie. Le Secrétariat n'est pas toujours informé de la résiliation.	Avec d'autres listes de navires	Revoir afin d'inclure sur la liste les informations complètes relatives à l'affrètement en vertu de la Rec. 09/08, y compris les dates de finalisation et les mises à jour en temps réel. Les États d'affrètement devraient inclure des résumés des données de prise et d'effort dans le cadre de l'affrètement dans le rapport annuel	Commission
9	Navires de (charge) procédant à des transbordements	Rec. 06-11	Dès que des modifications sont apportées	Il n'existe aucun formulaire de déclaration mais des éléments de données spécifiés dans la Recommandation et la soumission électronique est encouragée (CP02-VessLsts.xls)	Page web de l'ICCAT	Veiller à ce que les transbordements en mer ne soient réalisés que vers des navires autorisés	Il n'apparaît pas clairement si l'obligation de notification s'applique à l'État de pavillon des navires de pêche ou à l'État de pavillon du navire de charge, étant donné qu'il s'agit souvent de deux États différents.	Doubles entrées en raison du texte actuel de la Recommandation; Il n'apparaît pas clairement lorsque les autorisations expirent.	Revoir afin d'indiquer que les États de pavillon du navire de charge et du navire de capture sont tous deux responsables de la notification; inclure des informations sur l'opérateur et la date d'expiration; tenir une liste archive après l'expiration.	Commission et Sous-commission s pertinentes
10	Déclaration de transbordements - divers	Rec. 06-11	Divers	Oui (CP19-TransDec)	Traité par le consortium	Fournir des informations sur les volumes transbordés; comparer les volumes à différents points (de transfert et de débarquement) et les SDP	Déclaration des navires de charge récepteurs sont requises dans les 24 heures après la réalisation du transbordement et 48 heures avant le débarquement	N/A	Aucune	
11	Rapports de transbordement	Rec. 06-11	En mer: chaque année (15 sept.); au port: chaque année (avec le rapport annuel)	Non (CP037-TransRep)	Joint au rapport du Secrétariat au COC	Vérifier par croisement les déclarations de transbordement; établir une liste des LSTLV qui réalisent des transbordements; Examiner les activités de transbordement sur la base des rapports d'observateur	Les CPC sont responsables de l'examen des déclarations de transbordement des LSTLV et de les comparer avec les prises déclarées. La déclaration au Secrétariat comprend les quantités totales, les navires prenant part aux activités de transbordement et les rapports d'observateur	N/A	Aucune	



RÉUNION INTERSESSION DU COC 2011 - BARCELONE

12	Approche alternative de suivi scientifique	Rec. 10-10	Chaque année, en 2011 requise avant le début de la saison de pêche; à partir de 2012 requise avant la tenue de la réunion du SCRS	Aucun format spécifique	Rapport du SCRS	Assurer un suivi et une déclaration adéquats des pêches		Avec les exigences de déclaration annuelle	Unir avec le rapport annuel	PWG
DONNÉES STATISTIQUES										
13	Caractéristiques des flottilles	Art-IX de la Convention ICCAT et Rec. 05-09 et Res. 66-01	31 juillet sauf disposition contraire stipulée dans la demande de statistiques	ST01-T1FC	Rapport du SCRS	Fournir un soutien à l'évaluation des stocks	Exigence de base en matière de déclaration	N/A	Aucune	N/A
14	Estimation de la prise nominale (Tâche I)			ST02-T1NC	Rapport du SCRS	Fournir un soutien à l'évaluation des stocks	Exigence de base en matière de déclaration	N/A	Aucune	N/A
15	Prise & Effort (Tâche II)			ST03-T2CE	Rapport du SCRS	Fournir un soutien à l'évaluation des stocks	Exigence de base en matière de déclaration	N/A	Aucune	N/A
16	Echantillonnage de tailles (Tâche II)			ST04-T2SZ/ST06-T2FM	Rapport du SCRS	Fournir un soutien à l'évaluation des stocks	Exigence de base en matière de déclaration	N/A	Aucune	N/A
17	Prise estimée par taille			ST05-CAS	Rapport du SCRS	Fournir un soutien à l'évaluation des stocks	Exigence de base en matière de déclaration	N/A	Aucune	N/A
18	Déclaration de marquage			TG01-TG03	Rapport du SCRS	Fournir un soutien à l'évaluation des stocks	Exigence de base en matière de déclaration	N/A	Aucune	N/A
INFORMATION AD HOC										
19	Navires participant à des activités de pêche IUU	Rec. 09-10; paragraphe 2	Au moment où ceci se produit (au moins 120 jours avant la tenue de la réunion annuelle)	Non (CP11-IUULst)	Page web de l'ICCAT	Identifier et lutter contre les activités de pêche IUU réalisées dans la zone de la Convention de l'ICCAT	Le paragraphe 12 de la Rec. stipule que la Commission devra, lors de sa réunion annuelle de 2011, examiner et, le cas échéant, revoir afin d'inclure d'autres activités IUU	Mesure d'observations des navires (94-09)	Examiner la mesure en vertu du paragraphe 12 de la Rec.; Examiner l'harmonisation avec les mesures d'autres ORGP	PWG
20	Rapports sur des allégations d'IUU	Rec. 06-14	Au moment où ceci se produit	Non	Envoyé au Secrétariat et aux CPC concernées	Garantir que les CPC prennent les actions pertinentes envers les infractions détectées	Fait référence à liste précédente des navires IUU	Avec les fiches d'observation des navires	Mettre à jour la référence relative aux navires IUU de la Rec. 09-10	PWG
21	Observations de navires	Res. 94-09	Au moment où ceci se produit	Oui (CP18-VessSight - obsolète)	Envoyé au Secrétariat et aux CPC concernées	Semblable au point précédent. Formulaire obsolète étant donné qu'il ne fait référence qu'au BFT également couvert par la Rec. 08-05.		Avec la liste de navires IUU de la Rec. 09-10	Mettre à jour et unir avec le formulaire de la Rec. 09-10	PWG
22	Rapports d'inspection au port	Rec. 97-10	Au moment où ceci se produit	Aucun format spécifique	En cours de traitement	Garantir que les CPC prennent les actions pertinentes envers les infractions détectées	Quelques éléments peuvent être mis en oeuvre par le biais d'autres mesures (rec. 10-04)	Avec la liste de navires IUU de la Rec. 09-10 et Rec. 10-04	Envisager la consolidation des exigences en matière de déclaration lors de l'examen de l'adoption de la Rec. PSM	PWG

RÉUNION INTERSESSION DU COC 2011 - BARCELONE

23	Soumission des données d'importation et de débarquement des mesures commerciales	Rec. 06-13	Chaque année, dans les délais impartis	CP12-TM0613	Examiné par le Comité d'application	Constituer une base aux fins de l'identification	Quelques CPC ont demandé des éclaircissements sur le type et la teneur des informations qui devraient être réalisées	Quelques chevauchements avec des exigences de base en matière de déclaration et des soumissions dans le cadre du BCD	Clarifier le type et la teneur des informations devant être déclarées	PWG
24	Données sur la non-application	Rec. 08-09	Au moins 120 jours avant la réunion annuelle	Non	Examiné par le Comité d'application	Attirer l'attention de la Commission sur d'éventuelles actions de non-application	La Recommandation établit un processus de partage et de réponse des informations soumise	Avec la mesure relative à la liste des navires IUU (Rec. 09-10)	Aucune	
24bis	Navires non déclarés en tant que navires actifs en vertu de la Rec. 08-05 et présumés avoir réalisé des activités de pêche	Rec. 08-05 et Rec. 10-04	Dès disponible	Aucun format spécifique	Jusqu'à présent, aucune soumission n'a été reçue	Contribuer à assurer qu'il n'existe aucune pêche illégale de E-BFT		Chevauchement avec la liste IUU actuelle et les informations de non-application	Inclure dans la liste IUU ou d'autres exigences en matière de déclaration de non-application et révoquer	Sous-commission 2
SPÉCIFIQUE AUX ESPÈCES										
BCD/SDP (BFT/BET;SWO)										
25	Signatures et sceaux de validation pour les Programmes de Documents Statistiques	Rec. 01-21 & Rec. 01-22	Dès que des modifications sont apportées	Oui (CP15-SDP_Valid)	Page web de l'ICCAT	Permettre aux CPC de vérifier l'authenticité des sceaux/des signatures	Quelques CPC et NPC n'ont pas soumis en temps voulu les informations relatives aux autorités de validation et des questions ont été soulevées quant à l'implication des importateurs en la matière	Avec les signatures des BCD, mais ne représente actuellement pas un problème	Clarifier les questions soulevées au sujet du manque d'information adéquate concernant les autorités de validation et l'importation	PWG
26	Données des Programmes de Documents Statistiques ICCAT	Rec. 01-21 & Rec. 01-22	01 avril 011 et 01-Oct-2011	Oui (CP16-SDP-REP)	Tenue de la base de données	Appuyer la traçabilité des produits et comparer avec les données de capture	Les coefficients de conversion de quelques produits demeurent inconnus. Les données sont souvent soumise sans indiquer l'océan ou le pays d'origine	Quelques chevauchements avec les données commerciales requises en vertu de la Rec. 06-13	Envisager de clarifier les exigences en matière de déclaration afin de fournir des détails sur les éventuelles activités IUU	PWG
27	Signatures et sceaux de validation pour les BCD	Rec. 09-11	Dès que des modifications sont apportées	Oui (CP15-SDP_Valid)	Page web de l'ICCAT	Permettre aux CPC de vérifier l'authenticité des sceaux/des signatures		Avec les signatures des SDP mais ne représente actuellement pas un problème	Examiner les questions de mise en oeuvre pendant l'élaboration du programme du eBCD	PWG
28	Points de contact BCD	Rec. 09-11	Dès que des modifications sont apportées	Non	Page web de l'ICCAT	Permettre aux CPC de maintenir des contacts bilatéraux en ce qui concerne des questions relatives au BCD		N/A	Aucune	

RÉUNION INTERSESSION DU COC 2011 - BARCELONE

29	Législation relative au BCD	Rec. 09-11	Dès que des modifications sont apportées	Non	Page web de l'ICCAT	Indiquer si la Rec a été transposée dans la législation nationale		N/A	Aucune	
30	Résumé de marquage, échantillon de marque des BCD	Rec. 09-11	Dès que des modifications sont apportées	Non	Page web de l'ICCAT	Permettre aux importateurs de se familiariser avec les exigences en matière de marquage des exportateurs	Les BCD ne sont pas tous envoyés par l'État de capture au Secrétariat. Étant donné que les produits marqués sont exemptés, les totaux des bases de données ne vont jamais coïncider avec la prise réelle	N/A	Aucune	
31	Documents de capture de thon rouge	Rec. 09-11	Dans les 5 jours suivant son établissement	Oui (Cf. Annexe Rec. 09-11)	Page web de l'ICCAT	Suivre les produits du BFT de la prise jusqu'au marché; permettre à l'État importateur de vérifier que la prise a été autorisée, dans le respect des limites de capture et que la prise a été déclarée à l'ICCAT	Les BCD ne sont pas tous envoyés par l'État de capture au Secrétariat. Étant donné que les produits marqués sont exemptés, les totaux des bases de données ne vont jamais coïncider avec la prise réelle		Examiner les questions de mise en oeuvre pendant l'élaboration du programme du eBCD	PWG
32	Rapport annuel du BCD	Rec. 09-11	Chaque année, 1er oct	Oui (CP30-BCD_Rep)	Page web de l'ICCAT	Permettre aux CPC de comparer et de réconcilier les statistiques d'importation et d'exportation	Il peut s'avérer difficile d'analyser les informations des rapports annuels de BCD dans leur format actuel de soumission	N/A	Envisager de revoir le format de rapport annuel afin de faciliter l'analyse	PWG
ESPADON										
33	Liste des navires ciblant l'espardon de la Méditerranée	Rec. 09-04 /09-08	Chaque année, 31 août	Aucun format de déclaration mais référence aux exigences de la Rec. 09-08 (CP01-VessLsts.xls)	Page web de l'ICCAT	Veiller à ce que seuls des navires autorisés pêchent de l'espardon de la Méditerranée.	Le texte mentionne que tous les navires retenus de l'espardon sont inclus (pêche dirigée et prise accessoire). Aucune limite de taille de navire et resoumission avant le 31 août de chaque année n'est pas conforme à la Rec. 09-08	Avec d'autres listes de navires	Revoir afin d'inclure l'autorisation des navires ciblant l'espardon de la Méd. dans la liste tenue en vertu de la Rec. 09-08, comprenant les dates d'expiration et tenue d'une liste en temps réel	Sous-commission 4
34	Liste des grands palangriers pêchant en Méditerranée l'année antérieure	Rec. 09-04 /09-08	Chaque année, le 30 juin au plus tard	La Rec. 09-04 énumère les éléments de données, fait référence aux directives en matière de soumission des données et fait également référence aux exigences de la Rec.09-08 (CP35-SWOM PyYr)	en cours	Évaluer la capacité/l'effort de pêche pour l'espardon et d'autres grands pélagiques en Méd.	La référence aux grands pélagiques pourraient inclure davantage de navires que dans la liste des navires ciblant l'espardon de la Méditerranée. Formulaire doit être révisé conformément à la Rec.	Avec d'autres listes de navires	Revoir afin d'inclure l'autorisation des grands pélagiques dans la liste tenue en vertu de la Rec. 09-08, comprenant les dates d'expiration, tenue d'une liste en temps réel et publication de la déclaration de l'effort de pêche	Sous-commission 4
35	Application de la fermeture saisonnière pour l'espardon de la Méditerranée	Rec. 09-04	Chaque année, le 15 octobre au plus tard	Non	Non	Garantir l'application des fermetures saisonnières	Le délai du 15 octobre n'est pas conforme avec d'autres rapports	Rapports d'années antérieures, rapport annuel	Inclure dans le rapport annuel	Sous-commission 4

RÉUNION INTERSESSION DU COC 2011 - BARCELONE

36	Résumé historique de la pêche d'espadon et plan de développement/de gestion	Rec. 10-02	Une seule fois, 15 sept 2011	Non	À déterminer	Établir une mesure pluriannuelle de conservation et de gestion s'appliquant à l'espadon	À utiliser lors de la réunion de 2011 aux fins de l'établissement d'une mesure s'appliquant à l'espadon	N/A	Aucune action	
GERMON										
37	Liste annuelle des navires ciblant le germon du Nord	Rec. 98-08	Chaque année, le 1er juin	Non (CP03-VessALBN)	En cours de traitement	Nécessaire initialement pour appuyer les limitations de l'effort dans le cadre des pêcheries de germon du Nord. La pêche est désormais gérée au moyen de limites de capture	La liste, dans sa structure actuelle, ne peut pas être utilisée à des fins scientifiques	Avec d'autres listes de navires	Envisager d'éliminer l'exigence	Sous-commission 2
ESPÈCES TROPICALES										
38	Procédures internes aux fins de l'application de la fermeture spatio-temporelle dans le golfe de Guinée	Rec. 04-01	Avec le rapport annuel	Non	Peuvent être incluses dans les rapports annuels, dans le cas contraire cela ne sera pas publié	Garantir l'application des fermetures saisonnières	Il n'apparaît pas clairement si cette mesure est applicable au-delà de 2005		Revoir l'exigence lors de l'examen de la nouvelle mesure de gestion s'appliquant au thon obèse en 2011	Sous-commission 1
THON ROUGE										
39	Établissements d'engraissement de thon rouge	Rec. 06-07	Au moment où ceci se produit	Non (CP07_FamLst)	Page web de l'ICCAT	Veiller à ce que les établissements d'engraissement opérant sont autorisés par une CPC		Non	Aucune	
40	Rapports d'engraissement de thon rouge	Rec. 06-07	Chaque année, 31 août	Non	Non	Vérifier avec les rapports d'engraissement/BCD/déclarations de transfert	Aucun format n'a été adopté pour l'instant. Les formats initiaux conçus par le Secrétariat ne sont pas adéquats. À moins que toutes les activités ne soient déclarées, aucune vérification ne peut être réalisée.	Non	Nécessité de revoir le formulaire et de modifier le délai afin de coïncider avec le rapport du report du poisson mis en cage. Total des mises à mort de l'année antérieure + mortalité devraient = au report	Sous-commission 2
41	Déclaration de mise en cages de thon rouge	Rec. 06-07	Dans la semaine suivant l'opération de transfert	Oui	Oui	Vérifier avec les rapports d'engraissement/BCD/déclarations de transfert	Le total de toutes les déclarations de mises en cages devrait correspondre au total mentionné dans le rapport annuel d'engraissement	Quelques confusions avec la déclaration de transfert	Examiner la nécessité de déclarations séparées dans le cadre de l'établissement du eBCD. Le format actuel devrait être utilisé pour déclarer toutes les phases d'engraissement, y compris la mise en cage, la mortalité, le transfert entre les fermes, etc.	PWG/ Sous-commission 2

RÉUNION INTERSESSION DU COC 2011 - BARCELONE

42	Echantillonnage de tailles des établissements d'engraissement	Rec. 06-07	Chaque année, 31 juillet (pour l'échantillonnage de l'année précédente)	Cf. Données statistiques	Oui	Appuyer la définition des taux de croissance et des coefficients de croissance		Avec la 10-04	Clarifier s'il s'agit d'une exigence continue	Sous-commission 2
43	Report de poissons mis en cage	Rec. 09-11	Chaque année, dans les 15 jours suivant le début de la saison des senneurs (06/01/2011)	Non	Oui	Assurer le suivi de la chaîne complète de capture/transfert/mise en cage/mise à mort/marché	Quelques CPC ont sollicité une tolérance pour le regroupement des poissons provenant de différentes cages	N/A	Examiner la demande pour le regroupement. Nécessité de revoir le formulaire et de modifier le délai afin de coïncider avec le rapport du report du poisson mis en cage. Total des mises à mort de l'année antérieure + mortalité devraient = au report	Sous-commission 2
44	Plan de pêche annuel (y compris gestion des quotas de la pêche commerciale, sportive/récréative)	Rec. 10-04	07/02/2011 (avant la réunion intersession du COC)	Non	Non, à l'exception des quotas individuels publiés sur la page web de l'ICCAT	Garantir que les CPC respectent les limites des quotas et le TAC global	À revoir et à entériner par les CPC	N/A	Aucune	
45	Rapport sur la mise en œuvre du plan de pêche annuel	Rec. 10-04	15/10/11	Non	Non	Garantir la mise en œuvre intégrale du plan de rétablissement		Quelques chevauchements avec le rapport sur la mise en œuvre (cf. Point 46)	Examiner l'unification avec le rapport sur la mise en œuvre de la Rec. 10-04 (cf. Point 46)	Sous-commission 2
46	Rapport sur la mise en œuvre de la Rec. 10-04	Rec. 10-04	15/10/11	Non	Non	Garantir la mise en œuvre intégrale du plan de rétablissement		Quelques chevauchements avec le point 45	Examiner l'unification avec le rapport sur la mise en œuvre du plan de pêche	Sous-commission 2
47	Plans de pêche, d'inspection et de réduction de la capacité pour 2012	Rec. 10-04	09/10/11	Non	Seuls les plans de réduction de la capacité sont publiés dans le rapport de la Commission	Garantir la mise en œuvre intégrale du plan de rétablissement	Il n'apparaît pas clairement si les plans de 2012 devraient être révisés par le COC ou la Sous-commission 2	N/A	Examiner l'unification avec le rapport sur la mise en œuvre de la Rec. 10-04 (cf. Point 46) et clarifier si le COC ou la Sous-commission 2 devra le revoir et l'entériner pour 2012	Sous-commission 2
48	Navires de capture de thon rouge	Rec. 10-04	Un mois avant la saison de pêche	Oui (CP01-VessLsts.xls)	Page web de l'ICCAT	Garantir que les navires sont autorisés par une CPC	Quelques CPC ont soulevé des questions relatives à la période de validité des navires figurant sur la liste	N/A	Clarifier si la liste doit être mise à jour et révisée chaque année. Spécifier clairement les délais des listes car la Rec. actuelle porte à confusion.	Sous-commission 2
49	Autres navires de thon rouge	Rec. 10-04	Un mois avant la saison de pêche	Oui (CP01-VessLsts.xls)	Page web de l'ICCAT	Garantir que les navires sont autorisés par une CPC		N/A	Aucune	

RÉUNION INTERSESSION DU COC 2011 - BARCELONE

50	Navires de thon rouge en activité l'année antérieure	Rec. 10-04	15/10/11	Oui (CP01-VessLsts.xls)	Inclus dans la liste des navires publiée sur la page web de l'ICCAT	Garantir que les navires sont autorisés par une CPC	Cette information peut être compilée sur la base des rapports hebdomadaires de capture mais quelques navires autorisés peuvent être en activité mais ne pas capturer de thon rouge	Chevauchement avec la liste des navires de capture de thon rouge autorisés	Cette exigence peut être retirée si les rapports hebdomadaires de capture peuvent permettre de déterminer les navires en activité	Sous-commission 2
51	Liste des canneurs et des ligneurs	Rec. 10-04	30/01/11	Oui (CP01-VessLsts.xls)	Inclus dans la liste des navires publiée sur la page web de l'ICCAT	Garantir que les navires sont autorisés par une CPC		N/A	Stipuler clairement les délais des listes (fixer une date concrète)	Sous-commission 2
52	Liste des navires opérant dans l'Adriatique	Rec. 10-04	30/01/11	Oui (CP01-VessLsts.xls)	Inclus dans la liste des navires publiée sur la page web de l'ICCAT	Garantir que les navires sont autorisés par une CPC		N/A	Stipuler clairement les délais des listes (fixer une date concrète)	Sous-commission 2
53	Liste des navires artisanaux en Méditerranée	Rec. 10-04	30/01/11	Oui (CP01-VessLsts.xls)	Inclus dans la liste des navires publiée sur la page web de l'ICCAT	Garantir que les navires sont autorisés par une CPC		N/A	Stipuler clairement les délais des listes (fixer une date concrète)	Sous-commission 2
54	Plans de participation au Schéma d'inspection conjointe, y compris les listes des inspecteurs et des navires d'inspection	Rec. 10-04	01/03/11	Non	Listes des inspecteurs et des navires d'inspection publiée sur la page web de l'ICCAT	Garantir la participation des CPC au Schéma d'inspection conjointe et faciliter la vérification des inspecteurs par les capitaines des navires de pêche		N/A	Aucune	
55	Listes des inspecteurs	Rec. 10-04	01/03/11	CP33_Inspector	Listes des inspecteurs et des navires d'inspection publiée sur la page web de l'ICCAT					
56	Copies des rapports d'inspection	Rec. 10-04	Au moment où cet événement se produit	Oui (CP28-InspectRP sur demande auprès du Secrétariat)	Copies des rapports publiés sur la page web de l'ICCAT	Permettre aux Parties de procéder à un suivi des infractions alléguées et entreprendre des actions le cas échéant	Quelques CPC se sont montrées préoccupées par les délais de distribution des rapports	N/A	Stipuler les délais de transmission des rapports	Sous-commission 2
57	Madragues de thon rouge	Rec. 10-04	01/03/11	Non (CP21-TrapLst)	Page web de l'ICCAT	Garantir que les madragues sont autorisées par une CPC		N/A	Aucune	

RÉUNION INTERSESSION DU COC 2011 - BARCELONE

58	Déclarations de madragues de thon rouge	Rec. 10-04	immédiatement	Non (CP22-TrapDec)	Tenue de la base de données (inclus dans les captures)	Compléter les rapports de capture		N/A	Aucune	
59	Rapports hebdomadaires de capture de thon rouge	Rec. 10-04	toutes les semaines	Oui (CP26-BFT_WCRp)	Tenue de la base de données mais données non distribuées	S'assurer que les CPC restent dans les limites des quotas et du TAC global	En vertu de la Rec 10-04, ceci s'applique à tous les types d'engins, mais la plupart des rapports sont reçus uniquement pendant la saison du sennage. Les CPC devraient informer s'il n'y a pas de capture pour les autres engins.	N/A	Aucune	
60	Rapports mensuels de capture de thon rouge	Rec. 10-04	Fin du mois pour les données du mois antérieur	Oui (CP25-BFT_McRp)	Publiés tous les mois sur le site web de l'ICCAT	S'assurer que les CPC restent dans les limites des quotas et du TAC global	Quelques divergences entre les rapports hebdomadaires et mensuels	N/A	Aucune	
61	Données de la pêche sportive et récréative	Rec. 10-04	31/07/11	Cf. Données statistiques	Oui	S'assurer que toutes les ponctions du stock sont incluses dans les données de capture		N/A	Aucune	
62	Ports de transbordement de thon rouge	Rec. 10-04	01/03/11	Non (CP24-PortEBFT)	Page web de l'ICCAT	S'assurer que tous les transbordements sont suivis/inspectés		N/A	Aucune	
63	Ports de débarquement de thon rouge	Rec. 10-04	01/03/11	Non (CP24-PortEBFT)	Page web de l'ICCAT	S'assurer que tous les débarquements sont suivis/inspectés		N/A	Aucune	
64	Messages de VMS	Rec.07-08 et 10-04	toutes les six heures	Oui (NAF form)	Base de données maintenue. Information fournie sur demande aux CPC participant au schéma d'inspection conjointe	Effectuer un suivi des zones d'activité des navires participant à la pêche de BFT et coordonner le programme d'inspection conjointe		N/A	Aucune	
65	Opérations de pêche conjointes	Rec. 10-04	10 jours avant l'opération	Oui (CP29-BFT_JFO)	Page web de l'ICCAT	Alerte la Commission de ces activités et suivre les captures		N/A	Déclaration plus claire, dans les rapports hebdomadaires et les BCD, des prises réalisées dans les opérations de pêche conjointes.	

RÉUNION INTERSESSION DU COC 2011 - BARCELONE

66	Liste des observateurs pour le thon rouge	Rec. 10-04	01/02/11	Non (CP34-ObsvBFT.doc)	Page web de l'ICCAT	Inclure les observateurs nationaux dans l'équipe du ROP	Cette exigence a, en fait, été supprimée de la 10-04 (se trouvait dans la 08-05) , il n'est donc plus en vigueur. Les CPC peuvent envoyer des listes à titre volontaire	N/A	Aucune	
67	Données des programmes nationaux d'observateurs	Rec. 10-04	04/10/11	Non	A ce jour, rien à traiter	Compléter les données du ROP et fournir des informations additionnelles sur les données d'application/scientifiques	Aucun format n'a encore été adopté	N/A	Le SCRS devrait approuver un format standard (ou des formats si nécessaire) à des fins d'adoption par la Commission.	SCRS / Sous-commission 2
68	Facteurs de croissance et méthodologie utilisés	Rec. 10-04	Pour la réunion du SCRS	Non	Oui, résumé dans le rapport du SCRS	Déterminer les taux de croissance du BFT en cages à des fins de comparaison avec les données de capture/commerciales	Il ne s'agit plus d'une exigence en vertu de la Recommandation actuelle		Aucune	



## **DIRECTIVES AUX FINS DE L'ETABLISSEMENT D'UN PROGRAMME ICCAT D'ACTIONS D'APPLICATION [COC-010/i2011]**

*(Document de travail établi par le Président du Comité d'application)*

L'un des problèmes les plus significatifs auquel l'ICCAT est confronté est la non-application par les CPC des mesures adoptées par la Commission. Les auteurs de l'évaluation indépendante des performances de 2009 ont fait remarquer que, bien que l'ICCAT ait adopté de nombreuses mesures adéquates de gestion, de suivi et de déclaration, des insuffisances relatives à la mise en œuvre de ces mesures ont entravé leur efficacité. Le Comité d'évaluation des performances avait vivement recommandé que l'ICCAT « devrait enquêter et développer un strict régime de pénalisations qui soit aurait la capacité d'exclure temporairement les pays membres qui enfreignent systématiquement les réglementations de l'ICCAT, soit pourrait imposer des pénalisations financières considérables en cas d'infractions. »

Dans le cadre de l'examen de cette recommandation, le Groupe de travail sur le futur de l'ICCAT a relevé les difficultés d'application de certaines pénalisations compte tenu du vaste éventail de circonstances pouvant déboucher sur des cas de non-application. Il a été suggéré qu'un programme de sanctions soit établi afin de fournir une méthode cohérente d'application de sanctions pour la non-application.

En vertu de son mandat, le COC est chargé d'établir et de formuler des recommandations à la Commission afin de résoudre des problèmes identifiés relatifs à la mise en œuvre, ou à l'application, des mesures de conservation et de gestion de l'ICCAT, de manière à améliorer l'application des recommandations de l'ICCAT. Par conséquent, selon les recommandations formulées par le Comité d'évaluation et les discussions du groupe de travail, le Président du COC propose le développement d'un programme de sanctions.

Le processus du programme de sanctions engloberait plusieurs éléments. Le COC déterminerait dans un premier temps si une infraction a été commise. Ensuite, le COC évaluerait les circonstances relatives à l'infraction, y compris les informations présentées par les CPC concernées et l'historique d'application des CPC. Finalement, le COC recommanderait et l'ICCAT appliquerait une sanction pour la non-application parmi les différentes options fixées dans le programme. Pour déterminer la sanction appropriée, l'ICCAT considérerait, entre autres, la fréquence d'occurrence de l'insuffisance et l'historique de la CPC concernant la prise d'actions efficaces à l'encontre de ses navires de pavillon et de ses ressortissants. L'ICCAT devrait également considérer dans quelle mesure les CPC ont eu recours aux programmes d'assistance visant à améliorer leurs capacités de collecte de données et leurs mesures MCS (mesures de suivi, de contrôle et de surveillance).

La liste des éléments mentionnés ci-dessous n'est pas exhaustive et est destinée à l'examen du COC afin de résoudre cet aspect. Chaque point comporte des exemples afin de faciliter le débat.

### **1. Détermination de l'infraction**

#### *Déclaration des données :*

Non-soumission des données de Tâche I et/ou de Tâche II

Données non fournies en temps opportun pour leur utilisation dans le cadre d'évaluations.

Non-soumission de rapports sur la mise en œuvre.

#### *Mesures MCS :*

La non-mise en œuvre des mesures MCS, y compris les programmes de documentation des captures/les programmes de documents statistiques

La non-réalisation de contrôle par la CPC du port

La non-réalisation de contrôle par la CPC du pavillon

#### *Mesures de conservation et de gestion :*

La non-limitation de la capture dans le cadre des allocations

La non-restriction de la taille de la flottille dans les limites fixées

Le non-respect des fermetures spatio-temporelles

Le non-respect des restrictions des tailles minimales

## 2. Considérations

*Considérations des circonstances atténuantes :*

Programmes de renforcement des capacités et d'assistance

Actions prises par l'État du pavillon/l'État du port/autres actions prises par les CPC

*Considérations des circonstances aggravantes :*

Fréquence ou historique des infractions

Degré des répercussions néfastes/Gravité des conséquences/Ampleur de l'infraction

## 3. Actions éventuelles

Exigences supplémentaires de déclaration

Restrictions en matière de pêche, comprenant

- Limites de capture (prise accessoire et/ou classe de taille)
- Restrictions d'engins
- Restrictions temporelles et/ou spatiales
- Limites / réductions de capacité de la flottille
- Réductions de quota

Mesures de suivi et de contrôle, comprenant

- Déclaration de capture plus fréquente
- Augmentation des exigences de couverture d'observateur aux fins de la collecte des données et/ou les besoins d'application
- Renforcement des exigences de VMS
- Augmentation de l'échantillonnage au port et/ou des inspections
- Augmentation des contrôles au port, tels qu'accroissement d'escaliers portuaires, augmentation des exigences d'inspection et/ou détermination des ports autorisés.
- Limitations des transbordements en mer
- Interdiction ou limitation de l'ajout de navires sur la liste des navires autorisés
- Quotas individuels des navires
- Autres exigences relatives à un suivi accru

Restrictions commerciales, y compris les limites et/ou les interdictions d'exportation.

**Projet de programme de sanctions pour la non-application des mesures de l'ICCAT**

Type d'infraction	Mineur	Modéré	Considérable
Déclaration des données	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement et soumission d'un plan d'amélioration des données et compte rendu sur la mise en œuvre du plan.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement et soumission d'un plan d'amélioration des données et compte rendu sur la mise en œuvre du plan.</li> <li>- Déclaration de capture plus fréquente à l'ICCAT.</li> <li>- Augmentations requises des niveaux de couverture des observateurs scientifiques pour les pêcheries pertinentes.</li> <li>- Augmentations requises des échantillonnages au port et/ou des inspections.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement et soumission d'un plan d'amélioration des données et compte rendu sur la mise en œuvre du plan.</li> <li>- Déclaration de capture plus fréquente à l'ICCAT.</li> <li>- Augmentations requises des niveaux de couverture des observateurs scientifiques pour les pêcheries pertinentes.</li> <li>- Augmentations requises des échantillonnages au port et/ou des inspections.</li> <li>- Limitations des transbordements en mer.</li> <li>- Réduction des limites de capture dans les pêcheries pertinentes.</li> <li>- Limites/réductions requises de la capacité des flottilles.</li> <li>- Limite de l'ajout des navires figurant sur la liste ICCAT de navires autorisés, et/ou</li> <li>- Toute action supplémentaire en vertu de la Recommandation de l'ICCAT sur les mesures commerciales.</li> </ul>

Mesure MCS (de suivi, contrôle et surveillance)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement et soumission d'un plan d'amélioration des performances et compte rendu sur la mise en œuvre du plan</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement et soumission d'un plan d'amélioration des performances et compte rendu sur la mise en œuvre du plan.</li> <li>- Déclaration de capture plus fréquente à l'ICCAT.</li> <li>- Augmentations requises des niveaux de couverture des observateurs d'application pour les pêcheries pertinentes.</li> <li>- Renforcement des exigences de VMS.</li> <li>- Augmentations requises des contrôles au port, y compris accroissement des exigences d'inspection.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement et soumission d'un plan d'amélioration des performances et compte rendu sur la mise en œuvre du plan.</li> <li>- Déclaration de capture plus fréquente à l'ICCAT.</li> <li>- Augmentations requises des niveaux de couverture des observateurs d'application pour les pêcheries pertinentes.</li> <li>- Renforcement des exigences de VMS.</li> <li>- Augmentations requises des contrôles au port, y compris accroissement des exigences d'inspection.</li> <li>- Interdiction ou limite des navires figurant sur la liste ICCAT des navires autorisés.</li> <li>- Limitations des transbordements en mer.</li> <li>- Réduction des limites de capture dans les pêcheries pertinentes / limites/réductions requises de la capacité des flottilles et/ou</li> <li>- Toute action supplémentaire en vertu de la Recommandation de l'ICCAT sur les mesures commerciales.</li> </ul>
---	--	---	--

**Appendice 10**

**PROJET DE RÉSOLUTION DE L'ICCAT SUR LA CRÉATION D'UN GROUPE D'EXAMEN DE L'APPLICATION [COC-009C/i2011]**

*(Proposition du Président du Comité d'application)*

*RECONNAISSANT* le volume de travail requis pour analyser les informations et élaborer les rapports des réunions du Comité d'application ;

*NOTANT* qu'à la réunion du Groupe de travail sur le futur de l'ICCAT, de 2009, il a été suggéré que les CPC envisagent d'aider le Président à examiner et évaluer les informations d'application par le biais d'un Groupe de travail sur l'application ;

*RAPPELANT* les propositions du Président du Comité d'application qui ont été diffusées à la réunion intersession du Comité d'application, en février 2010 (COC-09/i2010 et COC-10/i2010) ;

*SOUHAITANT* améliorer l'efficacité et l'efficacité du processus d'évaluation de l'application de l'ICCAT d'une manière juste, équitable et transparente ;

**LA COMMISSION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DES THONIDÉS DE L'ATLANTIQUE (ICCAT) DÉCIDE CE QUI SUIT :**

- 1) Tous les ans, le Secrétariat devra aider le Président du Comité d'application à dresser un inventaire des informations d'application par CPC ;
- 2) L'inventaire des informations d'application serait compilé à partir de nombreuses sources, dont :
  - Les rapports annuels des CPC ;
  - Les bases de données de l'ICCAT élaborées d'après les informations soumises par les CPC ;
  - Les données pertinentes des CPC (p.ex. rapports d'inspection en mer et au port ; livres de bord, données d'observateurs et données commerciales), y compris les rapports soumis en vertu des Recs. 06-13 et 06-14, ainsi que les informations publiquement disponibles dont la soumission à l'ICCAT n'est pas obligatoire ;
  - D'autres sources appropriées (p.ex. sources de tiers), y compris les rapports soumis en vertu de la Rec. 08-09.
- 3) Cet inventaire devra inclure des informations sur la question de savoir si les CPC ont honoré chacune de leurs obligations en matière de déclaration, y compris les dates limites de soumission, et ont appliqué les recommandations applicables de la Commission ;
- 4) L'inventaire des informations d'application devra être diffusé à toutes les CPC aux fins de leur examen deux semaines au plus tard avant la réunion annuelle de la Commission ;
- 5) La première session du Comité d'application aura lieu chaque année avant la tenue de la réunion annuelle de la Commission ;
- 6) Au cours de la première session du Comité d'application, chaque CPC aura l'occasion de signaler toute erreur factuelle dans l'inventaire, fournir une explication des circonstances atténuantes, et/ou présenter de récentes preuves des mesures prises en vue de garantir l'application future ;
- 7) Après la première session du Comité d'application, le Président de ce Comité convoquera un Groupe d'examen *ad hoc* composé d'un représentant des CPC intéressées. La composition du Groupe d'examen devra être la plus restreinte possible afin de garantir l'efficacité tout en tenant compte de la représentation géographique de la Commission dans la mesure du possible. Les CPC intéressées sont encouragées à fournir un représentant au Groupe d'examen qui sera doté d'une expertise en matière des recommandations adoptées par la Commission. Les représentants composant le Groupe d'examen ne participeront pas activement aux débats d'application se rapportant à leurs CPC pendant les réunions du Groupe d'examen.

La capacité de participation d'une CPC aux débats du Comité d'application ne se verra pas affectée par la participation au Groupe d'examen.

- 8) Avec l'appui du Secrétariat de l'ICCAT et du Groupe d'examen, le Président du Comité d'application examinera les explications ou les informations additionnelles fournies par les CPC, et procèdera à tout ajustement factuel nécessaire à l'inventaire ;
- 9) À la suite de cet examen relevant du paragraphe 8 ci-dessus, le Président du Comité d'application, en tenant compte des directives adoptées par la Commission, proposera des actions appropriées, le cas échéant, en vue de résoudre la non-application ;
- 10) Ensuite, le Comité d'application se réunira afin de revoir ces examens et les débats découlant de ce processus, étudier au cas par cas les actions proposées par le Président et formuler des recommandations à la Commission en tant que de besoin.